

VERDI



COMMUNE DE

**Saint-Pierre
d'Oléron** *Coeur d'Oléron*

Modification de droit commun n°5 du PLU de la commune de Saint-Pierre-d'Oléron

PIÈCE 2 : Évaluation environnementale



Verdi Conseil Midi Atlantique

Bâtiment B - 13, rue Archimède CS 80083 - 33693 Mérignac Cedex

Tél. +33 5 56 99 60 01

conseilmidiatlantique@verdi.fr

www.verdi.fr

1 Préambule	1
2 Résumé non technique	1
2.1 La présentation du projet	2
2.1.1 Le contexte	2
2.1.2 Le site du projet	2
2.2 Un projet d'intérêt général nécessitant de faire évoluer le PLU	3
2.2.1 Renouveler le bâti existant pour contenir l'artificialisation des sols	3
2.2.2 Favoriser les formes d'habitat permanent sur la commune	3
2.2.3 Proposer des formes d'habitat qualitatives et innovantes sur le territoire	4
2.2.4 La compatibilité avec le PADD	4
2.3 Le choix de la localisation et du projet retenu	5
2.3.1 La localisation	5
2.3.2 Le projet	5
2.4 Les changements apportés au PLU	7
2.4.1 Modification du règlement graphique	7
2.4.2 Modification du règlement écrit	12
2.5 L'Évaluation environnementale	18
2.5.1 L'état initial de l'environnement	18
2.5.2 Les enjeux de l'état initial de l'environnement	1
2.5.3 L'analyse des impacts du projet de modification du PLU sur l'environnement et mesures ERC	1
3 Évaluation environnementale	5
3.1 Etat Initial de l'environnement à l'échelle du site de projet	6
3.1.1 Milieu physique	6
3.1.2 Milieu naturel	31
3.1.3 Le patrimoine bâti et paysager	61
3.1.4 Le milieu humain	73
3.1.5 Synthèse de l'état initial de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés par le projet	95
3.2 Incidences du projet et mesures envisagées	97

3.2.1 Principales raisons du point de vue de l'environnement pour laquelle le projet a été retenu	97
3.2.2 Analyse des incidences et mesures ERC	97
3.2.3 Synthèse des impacts et mesures	104
3.3 Évaluation des incidences du projet sur les sites Natura 2000	108
3.3.1 Contexte réglementaire	108
3.3.2 Localisation du projet par rapport aux sites Natura 2000	108
3.3.3 Descriptifs des sites Natura 2000 les plus proches du périmètre de projet	109
3.3.4 Incidences potentielles du projet sur les sites Natura 2000	115
3.3.5 Conclusion sur l'analyse des incidences sur le réseau natura 2000	115
3.4 Indicateurs de suivi	116
3.5 Compatibilité avec les documents supra-communaux	116
3.6 Manière dont l'Évaluation a été construite	118
3.6.1 Présentation de la modification de droit commun du plu actuel	118
3.6.2 État initial de l'environnement et perspectives d'Évolution	118
3.6.3 Incidences du projet et mesures envisagées	119
3.6.4 Justification du projet de modification du PLU	120
3.6.5 Suivi environnemental du futur PLU	120
3.6.6 Résumé non technique	120

Table des figures

Figure 1 : Localisation du site de projet	2
Figure 2 : Action sur le bâti existant - extrait du dossier de présentation du projet (Source : JC Bartoli & Nathalie Piot)	6
Figure 3 : Plan de masse du projet - extrait du dossier de présentation du projet (Source : JC Bartoli & Nathalie Piot)	7
Figure 4 : Localisation des changements de destination	8
Figure 5 : Règlement graphique du PLU existant	9
Figure 6 : Évolution du règlement graphique envisagé par la modification du PLU	9
Figure 7: Carte de synthèse du milieu physique	19
Figure 8 : Carte de synthèse du patrimoine bâti et paysager	20
Figure 9: Synthèse des enjeux du milieu humain	24
Figure 10: carte de synthèse des enjeux du site d'étude	1
Figure 11 : Températures minimales et maximales mesurées à la station de Saint-Georges-d'Oléron sur la période 1991-2020 (Source : Infoclimat.fr)	6
Figure 12 : Ensoleillement moyen mesuré à la station de Saint-Georges-d'Oléron sur l'année 2022 (source : Linternature.com d'après Météo-France)	7
Figure 13 : Précipitations enregistrées à Saint-Georges-d'Oléron sur la période 1981-2022 (source : Infoclimat.fr)	8

Figure 14 : Rose des vents à la station de Saint-Georges-d'Oléron (source : Météo blue.com)	8
Figure 15 : Géologie au droit du périmètre de projet (source : carte géologique du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM))	10
Figure 16 : Carte des sols autour du périmètre de projet (Source : Géoportail.gouv.fr)	11
Figure 17 : Carte du relief local (source : Topographic-map.com)	12
Figure 18 : La commission territoriale « côtiers aquitains et charentais » (source : SDAGE 2022-2027)	14
Figure 19: Périmètre SAGE Isle Dronne.....	16
Figure 20 : Localisation des entités hydrogéologiques de la base de données LISA (source : BD LISA)	17
Figure 21: États et objectifs de qualité de la masse d'eau située au droit du site (source : Agence de l'eau - État des lieux 2019 - SDAGE 2022-2027)	18
Figure 22: Contexte hydrographique de surface à proximité du périmètre de projet	19
Figure 23: Critères d'appréciation de la vulnérabilité des eaux souterraines (Source : note d'information du CEREMA n°01)	21
Figure 24: Critères d'appréciation de la vulnérabilité des eaux superficielles (Source : note d'information du CEREMA n°01)	23
Figure 25: Le risque de remontées de nappes sur la commune de Saint-Pierre-d'Oléron (source : BRGM)	25
Figure 26 : Périmètre du PPRI du bassin de la Charente-Maritime (Source : Département 17)	26
Figure 27: Carte d'aléa retrait-gonflement sur Saint-Pierre-d'Oléron (source : Géorisques)	27
Figure 28: Massif forestier soumis au risque incendie	29
Figure 29: Carte de synthèse du milieu physique	31
Figure 30: Espaces boisés classés au titre du PLU de Saint-Pierre d'Oléron.....	32
Figure 31: Cartographie des sites N2000 présents au plus proche de l'emprise du projet (source : INPN.MNHM.fr)	35
Figure 32: Espaces naturels sensibles actifs (vert foncé) et candidats (vert clair) à proximité de la zone d'étude (Source : Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles de la Charente-Maritime 2018-2029).....	37
Figure 33: Cartographie des ZNIEFF présentes à moins de 5km de la zone d'étude (source : INPN)	42
Figure 34: Localisation de la ZICO dans le périmètre intermédiaire de la ZIP	44
Figure 35: Trame verte et Bleue (SRADDET - Nouvelle-Aquitaine)	45
Figure 36: Trame verte et bleue locale (Source : SRADDET).....	46
Figure 37 : Potentialité zone humide dans les 5km autour du périmètre d'étude	47
Figure 38: Pelotes de réjection de Chouette effraie dans le bâtiment n°7 (voir carte)	50
Figure 39: zone potentielle de nidification de la Chouette effraie, pièce voisine de celle aux nombreuses pelotes de réjections.....	50
Figure 40: Pelote de réjection potentielle de la Chevêche d'Athéna (reste d'insectes) dans le bâtiment n°1.....	51
Figure 41: Pelote de réjection et plumes dans le même bâtiment	51
Figure 42: Nids d'Hirondelles rustiques	52
Figure 43: Bâtiment n°11 où se trouvent les nids des hirondelles (porte la plus à droite)	52
Figure 44: Nid tombé par terre dans le bâtiment n°9	52
Figure 45: Nid vide dans la cloison du bâtiment n°10.....	52
Figure 46: Localisation des observations de l'avifaune potentiellement nicheuse et leurs indices de présence	53
Figure 47: Utilisation du site par les chiroptères	55
Figure 48 : Les sites classés et inscrits (source : Atlas.patrimoines.culture.fr)	62
Figure 49 : Les monuments historiques et leurs périmètres de protection (source : Atlas.patrimoines.culture.fr)	63
Figure 50: Zone de présomption de prescription archéologique	64
Figure 51 : Carte de synthèse des enjeux patrimoine	65

Figure 52: Le portrait des paysages de la Nouvelle-Aquitaine	66
Figure 53 : déclinaison locale des ouvertures et fermetures paysagères	67
Figure 54 : Topographie au sein du grand paysage	67
Figure 55: Points de prises de vue des photos suivantes	68
Figure 56: vue depuis le lotissement au nord du site (commune de Saint-Georges-d'Oléron) - visibilité sur le site du fait de la présence d'un paysage viticole ouvert -vue 1	69
Figure 57: vue depuis le lotissement au nord du site (commune de Saint-Georges-d'Oléron) - visibilité sur le site du fait de la discontinuité des boisements -vue 2	69
Figure 58: vue depuis le bout du hameau à l'ouest du site - vue 3- absence de covisibilité du fait de la présence d'un boisement au sud du site	69
Figure 59 : Prise de vue n°4-5- visibilité du site d puis la rue de l'océan et le boisement au sud-ouest	70
Figure 60: photos prises dans l'enceinte du site	70
Figure 61 : Carte de synthèse du patrimoine bâti et paysager	72
Figure 62 : Évolution du nombre d'habitants à Saint-Pierre-d'Oléron de 1968 à 2020 (source : INSEE)	73
Figure 63 : Pyramide des âges de Saint-Pierre-d'Oléron en 2020 (source : INSEE.fr)	73
Figure 64 : Répartition de la population totale en 2020 par grandes tranches d'âges (source : INSEE.fr)	74
Figure 65 : Répartition des catégories des logements en 2020 de Saint-Pierre-d'Oléron (source : INSEE.fr)	74
Figure 66 : Répartition de l'ancienneté d'emménagement des ménages en 2020 (en %) (source : INSEE.fr)	75
Figure 67: répartition des équipements publics autour du projet	76
Figure 68 : Nombre d'établissements par secteur d'activité au 31 décembre 2020	77
Figure 69 : Registre parcellaire graphique sur la commune de Saint-Pierre-d'Oléron (2022)	78
Figure 70 : Réseau viaire autour du site de projet	79
Figure 71: réseau des cars régionaux reliant l'île d'Oléron au reste du territoire	80
Figure 72: réseau cyclable de l'île d'Oléron	81
Figure 73 : Périmètre du SCoT du Pays Marennes Oléron	82
Figure 74 : Localisation des sites BASIAS et BASOL et ICPE à proximité du site de projet	87
Figure 75: •zones exposées au bruit des grandes infrastructures de transport selon les indicateurs Lden et Ln	88
Figure 76: •zones de dépassement des valeurs limites selon les indicateurs Lden et Ln.	88
Figure 77 : Pollution lumineuse sur la commune de la Saint-Pierre-d'Oléron (Source : AVEX)	91
Figure 78: Synthèse des enjeux du milieu humain	94
Figure 79: carte de synthèse des enjeux du site d'étude	96
Figure 80: Zone naturelle et modification du PLU	100
Figure 81 : Cartographie des sites Natura 2000 à moins de 10km du site d'étude	109
Figure 82 : Localisation du site Natura 2000 « Pertuis Charentais » (Source INPN)	110
Figure 83 : Localisation du site Natura 2000 « Dunes et forêts littorales de l'île d'Oléron » (Source : INPN)	111
Figure 84: Localisation du site Natura 2000 « Marais de Brouage et Marais Nord d'Oléron » (Source : INPN)	112
Figure 85: Localisation du site Natura 2000 « Marais de la Seudre » (Source : INPN)	114

Liste des tableaux

Tableau 1 : Tableau d'évolution des surfaces par secteur et par zone	10
Tableau 2 : Synthèse des enjeux écologiques	21
Tableau 3: État et objectifs de qualité des masses d'eau superficielles (source : Agence de l'Eau Adour-Garonne, État des lieux 2019 - SDAGE 2022-2027)	19

Tableau 4: Pressions significatives sur les masses d'eaux de surface (source : Agence de l'Eau Adour-Garonne, État des lieux 2019 - SDAGE 2022-2027).....	20
Tableau 5: Arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sur la commune de Saint-Pierre-d'Oléron (source : www.georisques.gouv.fr).....	23
Tableau 6 Caractéristiques des sites Natura 2000 les plus proches de la zone d'étude.....	34
Tableau 7: Caractéristiques des ZNIEFF les plus proches de la zone d'étude (source : INPN)	39
Tableau 8 : Liste des espèces de flore patrimoniale recensées dans la bibliographie (source : OBV-NA)	47
Tableau 9 : Liste des espèces à caractère invasif recensées dans la bibliographie (source : OBV-NA)	48
Tableau 10 : Liste des espèces à caractère invasif inventoriées dans la zone d'étude.....	48
Tableau 11: Synthèse des enjeux écologiques.....	58
Tableau 12 : Synthèse des enjeux écologiques.....	59
Tableau 13 : Évolution du nombre d'habitants de Saint-Pierre-d'Oléron de 1968 à 2020 (source : INSEE.fr).....	73
Tableau 14 : Population de 15 à 64 ans par type d'activité.....	76
Tableau 15 : Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone	77
Tableau 16 : Liste des ICPE localisées dans un rayon de 3 km autour du site de projet	86
Tableau 17 : Analyse de la compatibilité avec les plans et programmes.....	116



1 PREAMBULE

Ce document constitue l'évaluation environnementale du projet de modification de droit commun n°5 du PLU de Saint-Pierre-d'Oléron.



2 RESUME NON TECHNIQUE

2.1 LA PRESENTATION DU PROJET

2.1.1 LE CONTEXTE

Le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Pierre d'Oléron a été approuvé en conseil municipal en décembre 2011.

Le PLU fait aujourd'hui l'objet d'une modification n°5 ayant pour objet le changement de zonage graphique et du règlement écrit sur une zone NT3g, visant à faire évoluer une zone touristique à l'abandon en zone résidentielle.

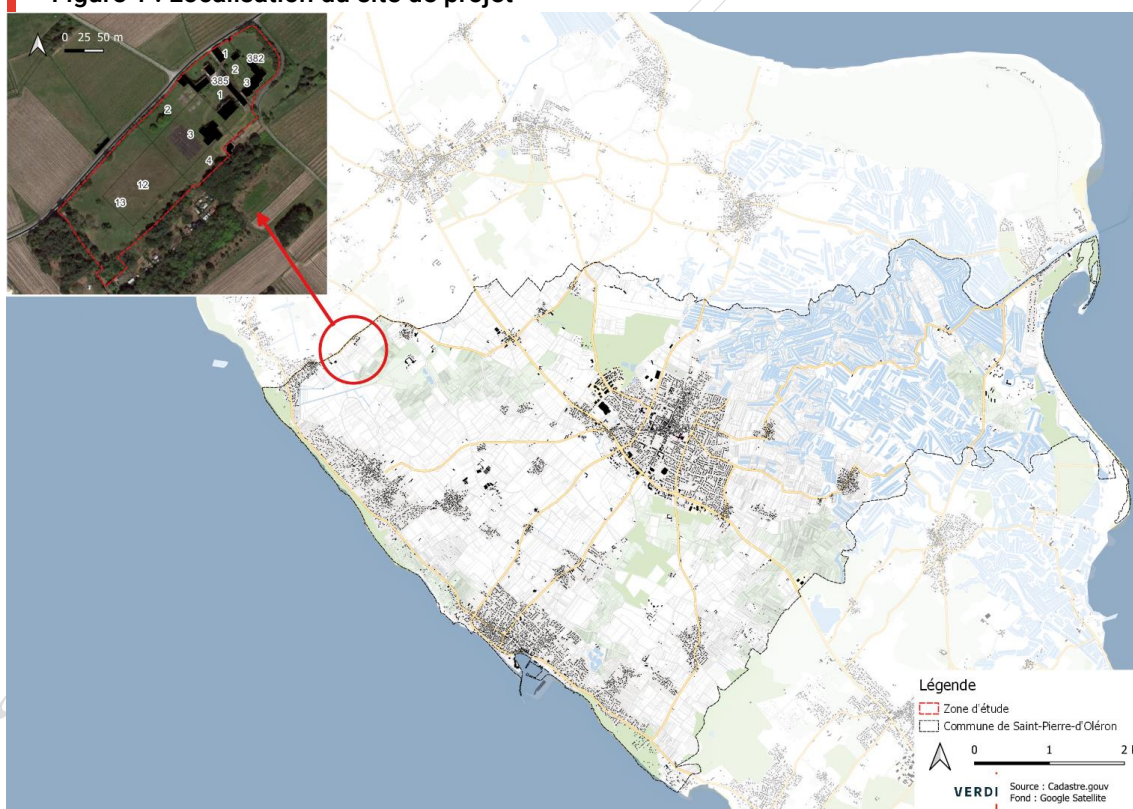
La présente modification de droit commun s'inscrit dans un objectif de réhabilitation des anciennes colonies de vacances et d'augmentation de l'offre en logement (notamment en résidence principale) sur le territoire.

2.1.2 LE SITE DU PROJET

Le site de projet faisant l'objet de la modification de droit commun est situé dans le Département de la Charente-Maritime, au sein de la commune de Saint-Pierre-d'Oléron et plus précisément au lieu-dit de la « Giboire ».

La zone d'étude représente une surface de 3,58 hectares, dont 2376 m² sont occupés par les constructions de l'ancienne colonie de vacances.

Figure 1 : Localisation du site de projet



2.2 UN PROJET D'INTERET GENERAL NECESSITANT DE FAIRE EVOLUER LE PLU

Le projet d'aménagement du quartier de la Giboire s'inscrit dans un projet communal répondant à plusieurs objectifs précis. Ces objectifs sont présents au sein du PLU opposable mais également au sein de la politique intercommunale via le SCoT et nationale. Ces objectifs sont présentés ci-après.

2.2.1 RENOUVELER LE BATI EXISTANT POUR CONTENIR L'ARTIFICIALISATION DES SOLS

Le projet motivant la modification n°5 du PLU de la commune de Saint-Pierre d'Oléron concerne la réhabilitation du bâti existant en habitats individuels et collectifs. Il se base donc entièrement sur la limitation de la consommation des espaces naturels et agricoles et la réduction de l'artificialisation par la remobilisation du bâti existant.

Cet objectif trouve écho dans la stratégie nationale traduite par la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 qui vise en partie à lutter contre l'artificialisation des sols en adaptant les règles d'urbanisme (Articles 191 à 226 de la loi n°2021-1104).

Plus globalement, il s'inscrit dans un objectif de préservation du paysage et de l'environnement. En remobilisant des surfaces déjà artificialisées il permet d'éviter de nouvelles constructions sur les espaces naturels, agricoles ou forestiers.

De plus, ce projet fait l'objet d'une réflexion partagée entre le porteur de projet et la collectivité. Ce mode de projet négocié permet une meilleure prise en compte de l'intérêt général dans les projets privés.

2.2.2 FAVORISER LES FORMES D'HABITAT PERMANENT SUR LA COMMUNE

La commune de Saint-Pierre d'Oléron présente la volonté de répondre aux besoins en logement de la population et surtout de répondre à un besoin d'habitat permanent face à l'augmentation de la part des résidences secondaires sur le territoire communal, et plus généralement au sein des territoires littoraux.

Pour cela, la commune se doit de développer et faire évoluer son parc de logement existant et futur en proposant une nouvelle offre d'habitat diversifié et adapté au profil démographique local.

C'est notamment dans ce cadre que s'inscrit le présent projet de la Giboire puisqu'il intègre des principes d'aménagement caractéristiques de quartiers d'habitations mixtes avec l'implantation d'espaces collectifs (jardins partagés), de logements de différents type (individuel, intermédiaire) et surface (T1, T2, T3) et d'un réseau de cheminements piétons interne aux habitations. L'ensemble de ces principes confèrent une offre pour des personnes seules ou de jeunes couples et familles au sein d'un cadre de vie agréable.

2.2.3 PROPOSER DES FORMES D'HABITAT QUALITATIVES ET INNOVANTES SUR LE TERRITOIRE

Si la commune entend favoriser l'implantation de nouveaux logements sur son territoire et des formes plus denses d'habitat, elle souhaite également préserver la qualité architecturale locale. La modification du PLU veille donc à instaurer des principes de densité et des caractéristiques architecturales cohérentes avec le territoire.

Le secteur concerné par le projet porte une vraie identité historique en lien avec l'attrait touristique du territoire, à l'origine de l'émergence de multiples colonies de vacances, ayant une morphologie très spécifique (densité de construction, multiplicité des formes en lien avec les besoins et les équipements, etc.) permettant de répondre aux enjeux actuels de densité, de réduction de l'artificialisation des sols et de diversification de l'habitat. En effet la disposition actuelle des bâtiments et l'autorisation unique de réhabiliter les bâtiments existants va permettre l'émergence d'un projet qui conserve l'identité historique des colonies de vacances et de proposer un programme innovant en se réappropriant ces lieux. La possibilité de faire varier les hauteurs, les pentes des toitures et les matériaux permet d'imaginer un projet d'habitat différent de ce qui existe déjà, avec un réel travail sur l'architecture et l'ambiance du lieu.

2.2.4 LA COMPATIBILITE AVEC LE PADD

Cette évolution du document d'urbanisme n'entraîne aucune modification du PADD.

Le PADD se structure autour de 3 axes. Les modifications du règlement écrit, objets de la modification de droit commun n°5 du PLU de Saint-Pierre d'Oléron, sont compatibles avec les axes 1 et 3 du PADD. Le détail est présenté ci-après :

- **Axe 1 : Renouveler la population et répondre au besoin de logements tout en contrôlant et structurant le développement urbain**
 - Favoriser l'accueil de nouveaux résidents permanents, en particulier les jeunes ménages avec enfants, afin de renouveler la population
 - Maintenir un certain équilibre entre les générations en favorisant le maintien des plus jeunes dans la commune
 - Diversifier le parc en favorisant la création de logements adaptés aux besoins particuliers des ménages modestes, des personnes âgées, des personnes vivant seules...
 - Développer le logement social et favoriser la mixité sociale des quartiers (à minima 20 % des logements en zone d'urbanisation future devront être à vocation sociale)
 - Limiter le développement des résidences secondaires ; prioriser le développement de logements qui permettent de maintenir la population résidente et de la renforcer
 - Maîtriser les extensions urbaines en concentrant le développement dans certains hameaux ou villages dans lequel des disponibilités ont été recensées
 - Interdire le développement de l'urbanisation au-delà des dernières constructions existantes sur chaque bourg ou hameau (maintien des coupures d'urbanisation) en veillant notamment à ne pas urbaniser des espaces intégrés dans le périmètre du projet de Site Classé
 - Favoriser la densité et la diversité des types d'habitat (collectif, habitat individuel groupé et individuel pur)
 - Assurer une meilleure qualité urbaine des nouveaux quartiers et limiter la « banalisation » en veillant à la qualité architecturale des constructions et des extensions
- **Axe 2 : Organiser le développement économique et équiper la commune en assurant le dynamisme des deux centres-bourgs et la mixité des fonctions**
- **Axe 3 : Protéger le cadre de vie (environnement, paysages et patrimoine) des habitants**
 - Préserver les éléments écologiques et paysagers en limitant l'impact des activités humaines (densification sur quelques sites)

- Préserver de réelles coupures d'urbanisation entre les villages et maintenir le réseau de boisements
- Permettre le développement des jardins familiaux existants et encourager la création de nouveaux espaces ayant cette vocation
- Assurer la sécurité des habitants vis-à-vis des risques naturels identifiés dans la commune

Au vu de la compatibilité des modifications avec le PLU, ces évolutions s'inscrivent dans les champs d'application des articles L.153-36 et L.153-43 du code de l'urbanisme régissant la modification de droit commun.

2.3 LE CHOIX DE LA LOCALISATION ET DU PROJET RETENU

2.3.1 LA LOCALISATION

Le site de La Giboire, faisant l'objet de la modification est un hameau historique ayant notamment accueilli une colonie de vacances jusqu'en 1996 puis le site est resté à l'abandon depuis cette date.

Une première modification de zonage du PLU a été réalisée en 2019 afin de permettre la transformation du site en village de vacances, néanmoins ce projet n'a pas vu le jour.

Avec la commune de Saint-Junien, propriétaire du site, la question de son devenir est revenue suite à l'abandon du projet et un énième incendie. Il s'est agi de trouver une solution efficace de réduction de cette friche et de valorisation de ce patrimoine en décembre 2020.

Parallèlement, la Communauté de Communes de l'île d'Oléron a engagé une politique volontariste de création de logements à l'année et a identifié les anciennes colonies de vacances en tant que gisement potentiel de logements. Ainsi des études ont été menées pour chacune d'elles sur le territoire insulaire, la Giboire est apparue comme un site favorable.

La commune de Saint-Junien s'est donc insérée dans ce processus et a trouvé un promoteur afin de céder son bien. C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet présenté ci-après, nécessitant la modification du Plan Local d'Urbanisme.

2.3.2 LE PROJET

Ainsi, selon la dynamique en cours sur le territoire de la Communauté de Communes ayant pour objectif de pallier au manque de logements à l'année sur le territoire, la commune de Saint-Pierre-d'Oléron souhaite redonner une fonction à ces bâtiments, abandonnés depuis de nombreuses années et dont la restauration au profit d'une colonie de vacances n'est plus envisageable au vu du manque d'attractivité de ce type d'activité.

Dans un contexte de réduction de l'artificialisation, la collectivité souhaite donc mettre à profit des bâtiments existants pour améliorer son offre en logement.

Le projet entend respecter de nombreux principes :

- Restauration du maximum de bâtiments existants : la majorité des bâtiments existants seront conservés, seul quelques surfaces trop dégradées seront démolies, aucun nouveau bâtiment ne sera construit ;

- Désimperméabilisation du site : le projet prévoit la suppression de plusieurs dalles béton en compensation de la création des voiries et stationnement et l'utilisation de matériaux perméables ;
- Conservation de l'architecture d'origine et réhabilitation selon les codes locaux avec des matériaux ;
- Mixité de l'offre avec des maisons et des logements collectifs en accession libre et en location ;
- Mise en place d'espaces extérieurs collectifs.

Figure 2 : Action sur le bâti existant - extrait du dossier de présentation du projet (Source : JC Bartoli & Nathalie Piot)



Le projet prévoit la création d'environ 50 nouveaux logements de tailles variées et autant de places de stationnement nécessaires à l'opération. Néanmoins, le bâtiment entouré en rouge sur le plan de masse du projet (Figure 3) n'accueillera pas de logements au vu de la réglementation en vigueur du PPRn interdisant la création de nouveaux logements en zone rouge RS3, ainsi le nombre de logements prévus pourra être retravaillé.

Figure 3 : Plan de masse du projet - extrait du dossier de présentation du projet (Source : JC Bartoli & Nathalie Piot)



Le projet est compatible avec le PADD en vigueur.

Au vu de ces éléments, cette évolution du PLU s'inscrit dans les champs d'application des articles L.153-36 et L.153-43 du code de l'urbanisme régissant la modification de droit commun.

2.4 LES CHANGEMENTS APPORTES AU PLU

2.4.1 MODIFICATION DU REGLEMENT GRAPHIQUE

2.4.1.1 Le zonage NT3g vers un zonage Nhg et A

En effet, d'après le règlement écrit opposable du PLU, « le secteur Nt3g est un secteur au caractère naturel préservé destiné à accueillir les colonies de vacances et villages de vacances. ».

Le présent projet de création d'un quartier d'habitation n'entre pas dans le cadre des constructions autorisées dans le secteur NT3g. Ainsi, une nouvelle zone Nhg sera créée.

L'ensemble du projet n'occupera pas l'ensemble du secteur NT3g existant, ainsi une partie de cette zone sera convertie en zone A.

2.4.1.2 L'ajout des changements de destination

Le projet intègre la conservation et la réhabilitation de la majorité des bâtiments existants sur site. Seul ceux étant trop délabrés ne pourront pas être conservés. Les bâtiments existants, étant concerné par la destination de construction commerce et activité de service et la sous-destination « autres hébergements touristiques », pourront évoluer vers la destination de construction « habitation » prévue au 2° de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme et la sous-destination « logement ».

Le règlement graphique de la zone sera modifié en conséquence.

Les changements de destination sont identifiés selon la cartographie suivante.

Figure 4 : Localisation des changements de destination



Le bâtiment n°12 se situe en zone rouge RS3 du PPRN, selon la réglementation qui prévaut sur le PLU, l'augmentation du nombre de logements y est interdite.

Ainsi, le changement de destination n°12 pourra seulement faire l'objet d'une transformation vers une annexe aux habitations créées.

En conclusion, la modification n°5 du PLU entraîne une modification du zonage graphique avec :

- La suppression du sous-secteur NT3g ;
- La création d'un sous-secteur Nhg ;
- L'agrandissement de la zone A
- Ajout de douze changements de destination sur les bâtiments existants.

Figure 5 : Règlement graphique du PLU existant

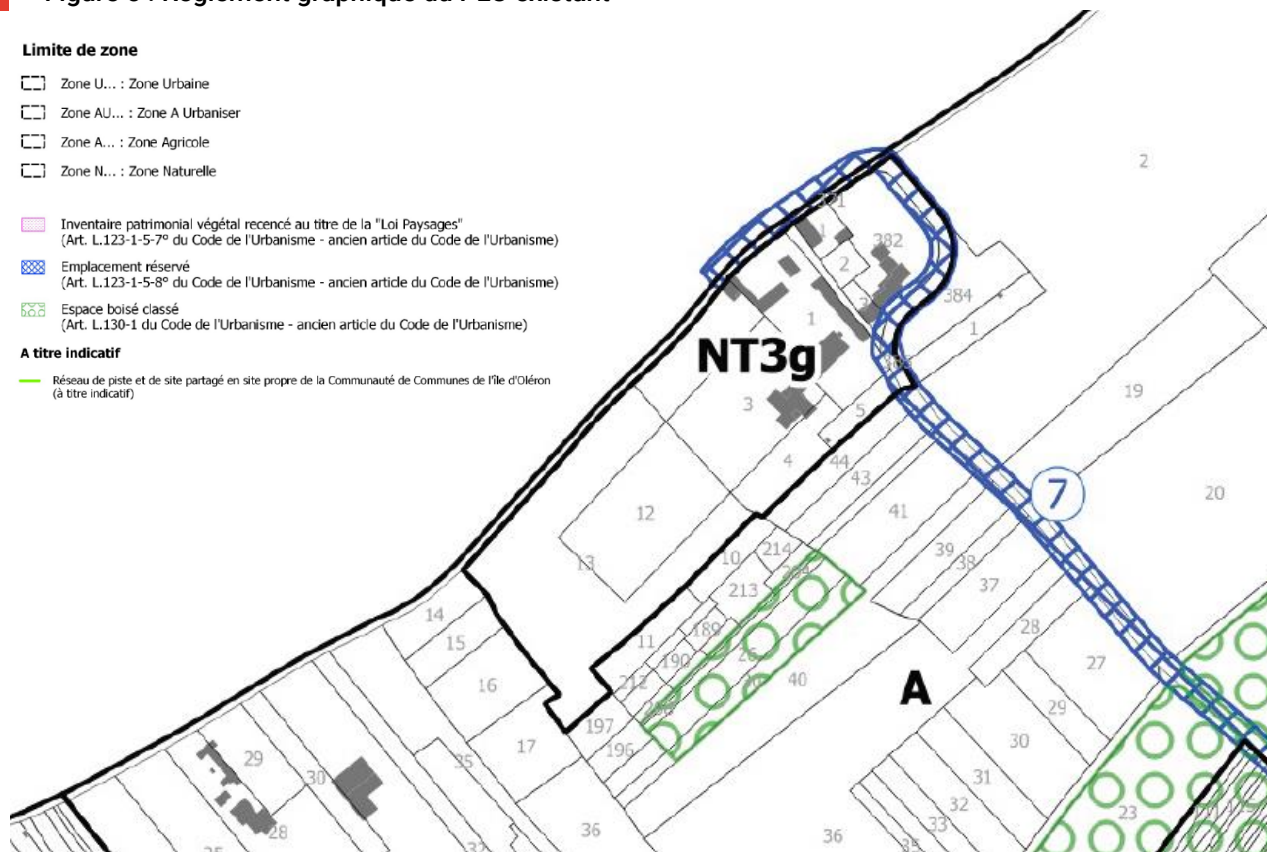
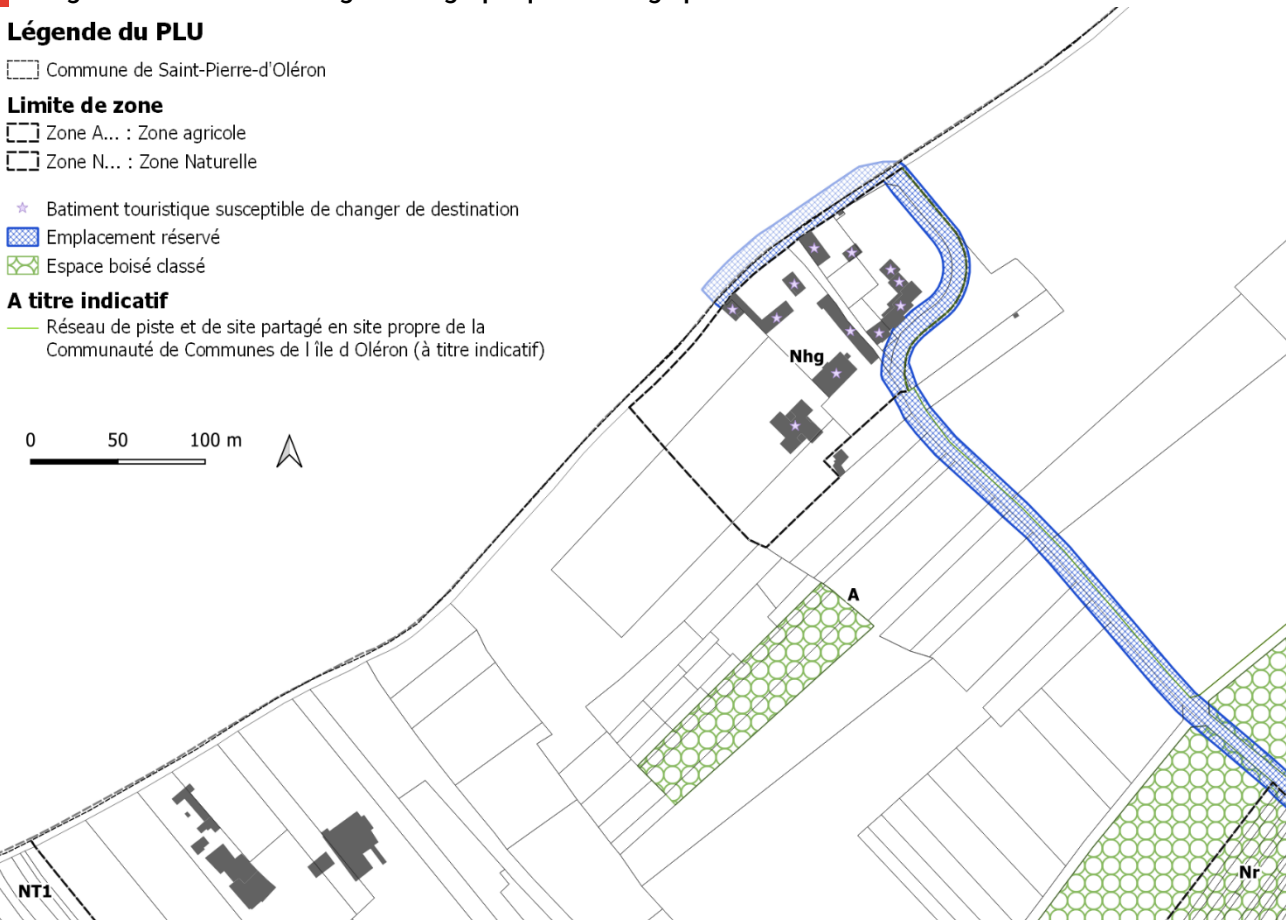


Figure 6 : Évolution du règlement graphique envisagée par la modification du PLU



2.4.1.3 Impact des changements sur le bilan des surfaces du PLU applicable

La modification du PLU impacte les zones A (Agricoles) et N (naturelles) du PLU :

- ▶ Augmentation de la zone A : + 1,76 ha
- ▶ Réduction de la zone N : - 1,76 ha au total dont :
 - suppression de la zone NT3g : - 3,79 ha
 - création de la zone Nhg : +2,03 ha

Tableau 1 : Tableau d'évolution des surfaces par secteur et par zone

PLU 2019		PLU après la modification n°5	
Zone	Surface en ha	Zone	Surface en ha
Zone U			
UA	28,76	UA	28,76
UAb	42,34	UAb	42,34
UAc	103,60	UAc	103,60
UBa	211,68	UBa	211,68
UBb	45,31	UBb	45,31
UBc	23,58	UBc	23,58
UC	36,07	UC	36,07
UEm	2,50	UEm	2,50
UEs	10,60	UEs	10,60
UG	0,98	UG	0,98
UPc	26,89	UPc	26,89
UPp	4,37	UPp	4,37
UXa	24,84	UXa	24,84
UXb	17,63	UXb	17,63
Total Zone urbaine	579,15	Total Zone urbaine	579,15

Zone AU			
1AU	1,37	1AU	1,37
1AUb	0,91	1AUb	0,91
1AUc	4,20	1AUc	4,20
AUa	1,82	AUa	1,82
AUb	8,61	AUb	8,61
AUc	8,61	AUc	8,61
AUp	1,02	AUp	1,02
Total zone à urbaniser	26,54	Total zone à urbaniser	26,54

Zone A			
A	1435,80	A	1437,56
AC	0,94	AC	0,94
Ah	3,66	Ah	3,66
AO	64,77	AO	64,77
AOd	9,29	AOd	9,29
AOr	827,68	AOr	827,68
Total zone agricole	2342,14	Total zone agricole	2343,90

Zone N			
NAV1	3,23	NAV1	3,23
NAV2	32,60	NAV2	32,60

Nec	5,34	Nec	5,34
Nel	2,21	Nel	2,21
Nep	105,94	Nep	105,94
Neu	12,40	Neu	12,40
Nh	47,07	Nh	47,07
		Nhg	2,03
Nhp	2,93	Nhp	2,93
Nj	3,48	Nj	3,48
NI	2,62	NI	2,62
Nom	3,34	Nom	3,34
Nr	835,51	Nr	835,51
NT1	34,76	NT1	34,76
NT2	48,22	NT2	48,22
NT3	43,02	NT3	43,02
NT3d	2,49	NT3d	2,49
NT3g	3,79		0,00
NT3m	2,09	NT3m	2,09
NT3t	3,55	NT3t	3,55
NT4	6,07	NT4	6,07
NTg	30,23	NTg	30,23
Total zone N	1230,93	Total zone N	1229,17

2.4.2 MODIFICATION DU REGLEMENT ECRIT

La présente modification de droit commun porte sur la modification du règlement écrit. Le sous-secteur NT3g existant est supprimé et remplacé par un sous-secteur Nhg.

Ce sous-secteur sera donc concerné par la réglementation existante de la zone Nh auquel des exceptions seront appliquées. Les modifications précises sont présentées ci-dessous :

N°	Document concerné	Objet de la modification	Zone concernée	Nature de la modification
1	Règlement écrit	Modification du règlement écrit	Nt3g	Suppression
2	Règlement écrit	Modification du règlement écrit	Nhg	Modification du règlement écrit : caractère de la zone
Version en vigueur		Modification envisagée		
La zone Nh comprend un sous-secteur Nhp :		La zone Nh comprend un deux sous-secteurs Nhp :		
<ul style="list-style-type: none"> La zone Nhp recouvre un espace urbanisé de faible superficie situé le long du chenal de la Perrotine, notamment la rue du Phare. Cette zone est occupée par un habitat souvent individuel de densité faible qui s'est implanté le long du chenal et dont une sur-densification poserait des problèmes notamment en termes de gestion des risques naturels majeurs. Cette zone a été classée en « zone de préconisations spécifiques » après le passage de la tempête « Xynthia » le 27 février 2010, c'est-à-dire en zone où le danger pour la population est avéré mais pour laquelle le risque peut être maîtrisé par des prescriptions particulières, l'inconstructibilité est la règle générale. Sont cependant admises certaines utilisations et occupations du sol sous conditions. 		<ul style="list-style-type: none"> La zone Nhp recouvre un espace urbanisé de faible superficie situé le long du chenal de la Perrotine, notamment la rue du Phare. Cette zone est occupée par un habitat souvent individuel de densité faible qui s'est implanté le long du chenal et dont une sur-densification poserait des problèmes notamment en termes de gestion des risques naturels majeurs. Cette zone a été classée en « zone de préconisations spécifiques » après le passage de la tempête « Xynthia » le 27 février 2010, c'est-à-dire en zone où le danger pour la population est avéré mais pour laquelle le risque peut être maîtrisé par des prescriptions particulières, l'inconstructibilité est la règle générale. Sont cependant admises certaines utilisations et occupations du sol sous conditions. Le secteur Nhg (« La Giboire»), concerne l'ancienne colonie de vacance au lieu-dit « La Giboire ». La création de ce sous-secteur a pour objet de permettre la réhabilitation du site afin de créer un quartier d'habitations sans extension. 		
3	Règlement écrit	Modification du règlement écrit	Nhg	Modification du règlement écrit : article Nh2
Version en vigueur		Modification envisagée		
Dans l'ensemble de la zone Nh, les occupations et utilisations du sol suivantes sont admises à la date d'approbation du PLU, si elles respectent les conditions suivantes :		Dans l'ensemble de la zone Nh, les occupations et utilisations du sol suivantes sont admises à la date d'approbation du PLU, si elles respectent les conditions suivantes :		
<ul style="list-style-type: none"> L'extension des constructions dans la limite de 30 m² d'emprise au sol du bâtiment à la date d'approbation du 		<ul style="list-style-type: none"> L'extension des constructions dans la limite de 30 m² d'emprise au sol du bâtiment à la date d'approbation du 		

- PLU et de 150 m² de surface de plancher totale (existant + extension), sans création de nouveaux logements ;
- L'aménagement de pistes cyclables ou piétonnes ;
 - Les dépendances d'une superficie inférieure à 6 m² d'emprise au sol ;
 - Le bassin de piscines dans la limite de 30m² d'emprise au sol ;
 - Les constructions et installations liées ou nécessaires aux services et réseaux d'infrastructure et aux équipements d'intérêt général tels que les ouvrages de type EDF, station de pompage, réservoir d'eau, ouvrages hydrauliques et hydroélectriques, etc.

→ Dans le seul secteur Nhp :

- L'extension en surélévation des constructions existantes dans la limite de 30 m² de la surface de plancher, sous réserve qu'elles ne conduisent pas à la création de nouveaux logements et que le plancher créé soit au-dessus de la côte de référence ;
- Les changements de destination à usage commercial et artisanal sans extension ;
- Les constructions et installations liées ou nécessaires aux services et réseaux d'infrastructure et aux équipements d'intérêt général tels que les ouvrages de type EDF, station de pompage, réservoir d'eau, ouvrages hydrauliques et hydroélectriques, etc.

Dans les secteurs soumis à un risque, se référer à la réglementation du Plan de Prévention des Risques.

- PLU et de 150 m² de surface de plancher totale (existant + extension), sans création de nouveaux logements ;
- L'aménagement de pistes cyclables ou piétonnes ;
 - Les dépendances d'une superficie inférieure à 6 m² d'emprise au sol ;
 - Le bassin de piscines dans la limite de 30m² d'emprise au sol ;
 - Les constructions et installations liées ou nécessaires aux services et réseaux d'infrastructure et aux équipements d'intérêt général tels que les ouvrages de type EDF, station de pompage, réservoir d'eau, ouvrages hydrauliques et hydroélectriques, etc.

→ Dans le seul secteur Nhp :

- L'extension en surélévation des constructions existantes dans la limite de 30 m² de la surface de plancher, sous réserve qu'elles ne conduisent pas à la création de nouveaux logements et que le plancher créé soit au-dessus de la côte de référence ;
- Les changements de destination à usage commercial et artisanal sans extension ;
- Les constructions et installations liées ou nécessaires aux services et réseaux d'infrastructure et aux équipements d'intérêt général tels que les ouvrages de type EDF, station de pompage, réservoir d'eau, ouvrages hydrauliques et hydroélectriques, etc.

Dans les secteurs soumis à un risque, se référer à la réglementation du Plan de Prévention des Risques.

→ Dans le seul secteur Nhg :

Sous réserve de prise en compte des prescriptions des Plans de Prévention des Risques en vigueur :

- la réhabilitation des bâtiments existants par changement de destination à usage d'habitation et d'annexes aux habitations sous réserve :
 1. de limiter l'extension de l'emprise au sol à la mise aux normes liées à la sécurité, l'accessibilité ou la rénovation énergétique
 2. de prévoir 25% minimum de la surface de plancher du programme à la création de logements locatifs sociaux et 25% minimum de la surface de plancher du programme à la création de logements intermédiaires au sens de l'article L.351-2 du Code de la Construction et de l'Habitation arrondi au chiffre supérieur
- limiter la surélévation des bâtiments existants à 6 m à l'égout du toitiles aires de stationnement en surface destinées aux besoins des habitations.
- l'installation d'un système d'assainissement semi-collectif
- l'installation d'un moyen de défense contre l'incendie (poteau ou bâche)

4	Règlement écrit	Modification du règlement écrit	Nhg	Modification du règlement écrit : article Nh3
Version en vigueur			Modification envisagée	

1. Les accès et la voirie privés nécessaires aux bâtiments doivent présenter les caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de sécurité de défense contre l'incendie, de sécurité publique.

Cf. Arrêté préfectoral du 17 mars 2017.

2. Est interdite l'ouverture de toute voie privée non destinée à desservir une construction ou installation existante ou autorisée à l'article Nh2.

1. Les accès et la voirie privés nécessaires aux bâtiments doivent présenter les caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de sécurité de défense contre l'incendie, de sécurité publique.

Cf. Arrêté préfectoral relatif à la DECI.

2. Est interdite l'ouverture de toute voie privée non destinée à desservir une construction ou installation existante ou autorisée à l'article Nh2.

En zone Nhq

Les voies et allées piétonnes devront être réalisées à partir de matériaux perméables sauf contraintes réglementaires.

5	Règlement écrit	Modification du règlement écrit	Nhg	Modification du règlement écrit : article Nh10
Version en vigueur			Modification envisagée	
<u>DISPOSITIONS GENERALES :</u>			<u>DISPOSITIONS GENERALES :</u>	
Les plancher bas des constructions ne devront pas être surélevés de plus de 30 cm par rapport au terrain naturel.			Les plancher bas des constructions ne devront pas être surélevés de plus de 30 cm par rapport au terrain naturel.	
Pour les terrains situés dans une zone de submersion du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN), les planchers bas des constructions devront respecter les cotes de référence du PPRN et ses prescriptions.			Pour les terrains situés dans une zone de submersion du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN), les planchers bas des constructions devront respecter les cotes de référence du PPRN et ses prescriptions.	
La hauteur se mesure depuis le terrain naturel avant travaux en tout point de la construction.			La hauteur se mesure depuis le terrain naturel avant travaux en tout point de la construction.	
<u>DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE LA ZONE NH :</u>			<u>DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE LA ZONE NH :</u>	
La hauteur maximale depuis le terrain naturel avant travaux des constructions est limitée à 4,5 mètres à l'égout du toit.			La hauteur maximale depuis le terrain naturel avant travaux des constructions est limitée à 4,5 mètres à l'égout du toit.	
Néanmoins, lorsque la construction projetée s'adosse à une construction existante, sur une propriété riveraine de hauteur supérieure la hauteur du bâti nouveau pourra être équivalente au bâti sur la propriété voisine sur une distance maximale de 10 mètres.			Néanmoins, lorsque la construction projetée s'adosse à une construction existante, sur une propriété riveraine de hauteur supérieure la hauteur du bâti nouveau pourra être équivalente au bâti sur la propriété voisine sur une distance maximale de 10 mètres.	
<u>EN ZONE NHP</u>			<u>EN ZONE NHP</u>	
La hauteur maximale depuis le terrain naturel avant travaux des constructions est limitée à 7 mètres au faîtage.			La hauteur maximale depuis le terrain naturel avant travaux des constructions est limitée à 7 mètres au faîtage.	
<u>DISPOSITIONS DIVERSES :</u>			<u>EN ZONE Nhq</u>	
Les règles de hauteur maximale définies ci-dessus ne s'appliquent pas aux éléments de superstructure (cheminée, éléments techniques, etc.).			La hauteur maximale depuis le terrain naturel avant travaux des constructions est limitée à 6 mètres à l'égout du toit.	
Ces dispositions ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.			<u>DISPOSITIONS DIVERSES :</u>	
Ces dispositions ne s'appliquent pas en cas de reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans (article L.111-3 du Code de l'Urbanisme).			Les règles de hauteur maximale définies ci-dessus ne s'appliquent pas aux éléments de superstructure (cheminée, éléments techniques, etc.).	
			Ces dispositions ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.	

Dans ce cas, la hauteur du bâtiment pourra être la même que le bâtiment initial.

Ces dispositions ne s'appliquent pas en cas de reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans (article L.111-3 du Code de l'Urbanisme). Dans ce cas, la hauteur du bâtiment pourra être la même que le bâtiment initial.

6	Règlement écrit	Modification du règlement écrit	Nhg	Modification du règlement écrit : article Nh11
Version en vigueur		Modification envisagée		
[...]	1) Les matériaux et façades	<ul style="list-style-type: none"> Les façades seront enduites de finition talochée ou lissée, blanc. D'autres finitions ou teintes pourront être acceptées, sur l'architecture balnéaire. Un soubassement sombre pourra être réalisé. Les bâtiments, anciennement des dépendances, en moellons ou pierres sèches pourront conserver leur aspect. Les matériaux traditionnels apparents, pierre de taille ou moellons auront des joints clairs du ton du matériau employé et arasé au nu de ce matériau. L'emploi de ciment dans le mortier est prohibé. Les parties en pierre de taille seront laissées apparentes à joints pleins du ton des pierres, sans surépaisseur sur le parement de la pierre de taille. Les éléments de modénature (corniche, linteaux, moulures...) et d'organisation du bâti devront être conservés. Les extensions sous forme de vérandas (ouvertes ou fermées), verrières, loggias et auvents sont proscrites. 	[...]	<ul style="list-style-type: none"> Les façades seront enduites de finition talochée ou lissée, blanc. D'autres finitions ou teintes pourront être acceptées, sur l'architecture balnéaire. Un soubassement sombre pourra être réalisé. Les bâtiments, anciennement des dépendances, en moellons ou pierres sèches pourront conserver leur aspect. Les matériaux traditionnels apparents, pierre de taille ou moellons auront des joints clairs du ton du matériau employé et arasé au nu de ce matériau. L'emploi de ciment dans le mortier est prohibé. Les parties en pierre de taille seront laissées apparentes à joints pleins du ton des pierres, sans surépaisseur sur le parement de la pierre de taille. Les éléments de modénature (corniche, linteaux, moulures...) et d'organisation du bâti devront être conservés. Les extensions sous forme de vérandas (ouvertes ou fermées), verrières, loggias et auvents sont proscrites. En zone Nhg : Les gîtes à chiroptère présents dans les façades des bâtiments devront au maximum être préservés et de nouveaux gîtes artificiels devront être installés.
7	Règlement écrit	Modification du règlement écrit	Nhg	Modification du règlement écrit : article Nh12
Version en vigueur		Modification envisagée		
Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.		<p>Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.</p> <p>EN ZONE Nhg</p> <p>Les habitations comprendront 1,5 place pour les logements de 60 m² de surface de plancher et moins et 2 places pour les logements de plus de 60 m² de surface de plancher.</p> <p>D'après l'article L151-31 du code de l'urbanisme, une réduction de 15% minimum de l'obligation de stationnement en contrepartie de la mise à disposition de véhicules électriques munis d'un dispositif de recharge adapté ou de véhicules propres en autopartage est possible.</p>		

		<p>Il sera par ailleurs exigé :</p> <ul style="list-style-type: none"> un local à ordures ménagères accessible directement depuis la voie publique dans le cas d'absence de collecte en porte à porte ; sa dimension devra permettre le stockage des conteneurs à ordures ménagères et de tri nécessaires à l'opération. Les locaux ou emplacements affectés aux bacs et conteneurs de ramassage des ordures ménagères devront être aménagés et intégrés au paysage. une place visiteur pour 3 logements (non sociaux) réalisée sur une ou plusieurs opérations successives et décalées dans le temps. <p>Les stationnements devront être en matériaux perméables.</p> <p>STATIONNEMENT DES DEUX-ROUES ET BORNES DE RECHARGE ÉLECTRIQUE :</p> <p>Il sera exigé :</p> <p>Pour les constructions à usage principal d'habitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> un local deux-roues à raison de 0,75 m² par logement pour les logements collectifs jusqu'à deux pièces principales et de 1,5m² par logement dans les autres cas, avec une superficie minimale de 3m². Cet espace doit être couvert et se situer de préférence au rez-de-chaussée du bâtiment ou à défaut au premier sous-sol. Cet espace peut être réalisé à l'extérieur du bâtiment, à condition qu'il soit couvert, clos et situé sur la même unité foncière. Une aire de recharge pour véhicule électrique ou hybride rechargeable répondant aux normes en vigueur.
--	--	---

8

Règlement écrit

Modification du règlement écrit

Nhg

Modification du règlement écrit : article Nh13

Version en vigueur	Modification envisagée
<p>1. L'abattage d'arbres est interdit sauf pour des raisons sanitaires et de sécurité. Dans ce cas, après un repérage sur le plan masse, les arbres abattus seront remplacés par des arbres indigènes sur le terrain d'assiette (un pour un).</p> <p>2. Les espaces non bâtis devront être traités en jardin d'agrément afin de faciliter l'infiltration naturelle des eaux pluviales et comporter au moins 1 arbre de haute tige par tranche de 150 m² de terrain libre.</p> <p>3. Les éléments remarquables à conserver, à protéger ou à créer, figurés au plan de zonage sont soumis aux dispositions de l'article L123-1-5 7° du Code de l'urbanisme.</p> <p>4. Les espaces boisés classés à conserver, à protéger ou à créer figurés au plan de zonage sont soumis aux dispositions de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme.</p>	<p>1. L'abattage d'arbres est interdit sauf pour des raisons sanitaires et de sécurité. Dans ce cas, après un repérage sur le plan masse, les arbres abattus seront remplacés par des arbres indigènes sur le terrain d'assiette (un pour un).</p> <p>2. Les espaces non bâtis devront être traités en jardin d'agrément afin de faciliter l'infiltration naturelle des eaux pluviales et comporter au moins 1 arbre de haute tige par tranche de 150 m² de terrain libre.</p> <p>3. Les éléments remarquables à conserver, à protéger ou à créer, figurés au plan de zonage sont soumis aux dispositions de l'article L123-1-5 7° du Code de l'urbanisme.</p> <p>4. Les espaces boisés classés à conserver, à protéger ou à créer figurés au plan de zonage sont soumis aux dispositions de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme.</p>

5. Les haies mono-spécifiques et toutes espèces envahissantes (Jussies, Myriophylle du Brésil, Elodée, Lagarosphon, Renouée du Japon, Baccharis, Herbes de la Pampa...) sont prosrites. Elles seront idéalement constituées aux deux tiers de variétés à feuilles caduques. Les espèces locales sont à privilégier.

5. Les haies mono-spécifiques et toutes espèces envahissantes (Jussies, Myriophylle du Brésil, Elodée, Lagarosphon, Renouée du Japon, Baccharis, Herbes de la Pampa...) sont prosrites. Elles seront idéalement constituées aux deux tiers de variétés à feuilles caduques. Les espèces locales sont à privilégier.

EN ZONE Nhg

6. Les espaces non bâtis devront comprendre l'aménagement d'espaces collectifs, notamment l'implantation d'un jardin partagé.

7. Les haies devront être préservées au maximum, seul l'aménagement d'un accès pourra justifier l'abattage de quelques arbustes.

2.5 L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

2.5.1 L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

2.5.1.1 Le milieu physique

LA CLIMATOLOGIE

La commune est couverte par un climat de type océanique caractérisé par des hivers tempérés et pluvieux et des étés chauds.

LE CONTEXTE GÉOLOGIQUE

La géologie est localement assez complexe de par sa diversité. Elle s'articule autour de la proximité de l'Océan et témoigne de la variation du niveau de celui-ci au fil des temps.

Le périmètre du projet se trouve dans une zone à sols planosols. Les planosols sont des sols argileux et sableux caractérisés par un contraste important entre les horizons supérieurs, très perméables, et les horizons profonds, dont la perméabilité est faible. Ces sols sont donc saisonnièrement engorgés d'eau sur les horizons profonds.

La commune de la Saint-Pierre-d'Oléron est une commune côtière, entourée par l'océan au nord et au sud. Cette situation littorale lui confère une topographie particulière avec des formations dunaires sur le front de mer. Ailleurs, la topographie est assez plane, comme c'est le cas du site de projet.

LES RESSOURCES EN EAU

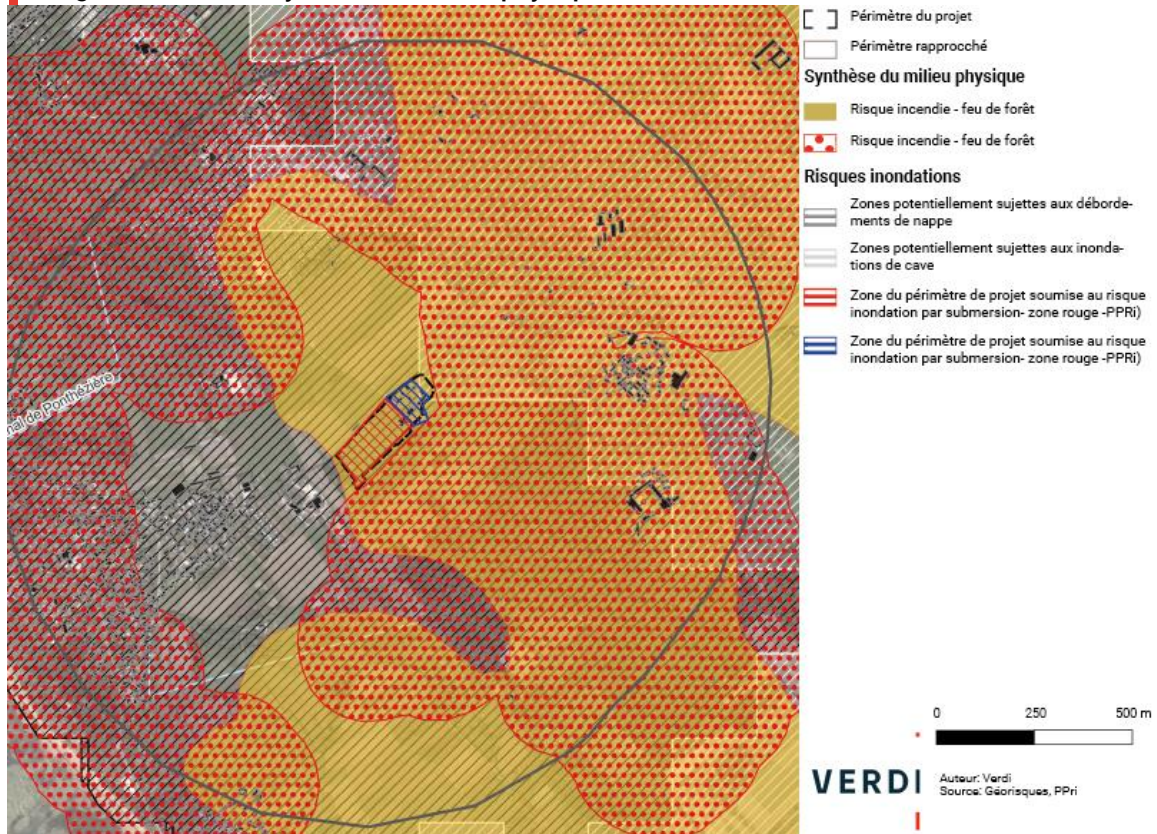
La qualité de la ressource en eau du territoire est globalement bonne. La commune de Saint-Pierre-d'Oléron est alimentée pour une petite part par un point de captage à « l'Aubier », localisé sur son territoire. Le puits de « l'Aubier » est désaffecté depuis le 25 novembre 2010, seul le forage reste en service. Le territoire communal fait donc l'objet d'une servitude de protection des forages d'eau potable autour de ce forage..

La vulnérabilité de la ressource en eau est moyenne vis-à-vis des potentielles pollution du fait de la présence de sites protégés du fait de leur caractère hydrologique.

LES RISQUES NATURELS

Le projet est concerné par différents risques :

- ▶ Le risque d'inondation par débordement de nappes
- ▶ Le risque d'inondation par submersion marine (zone rouge et zone bleue)
- ▶ Le risque de retrait-gonflement des argiles
- ▶ Le risque sismique
- ▶ Le risque de feu de forêt.

Figure 7: Carte de synthèse du milieu physique

2.5.1.2 Le milieu paysager

LE PATRIMOINE BATI ET ARCHEOLOGIQUE

Le site de projet est concerné par un site classé « Île d'Oléron » et un site inscrit « Ensembles littoraux et marais ».

Le site de projet n'est pas concerné par un périmètre de protection des abords malgré l'existence de plusieurs monuments historiques classés (minimum 3 km de distance) et inscrit (minimum 2,4 km de distance).

Le site de projet est en bordure de deux zones de présomption de prescriptions archéologiques.

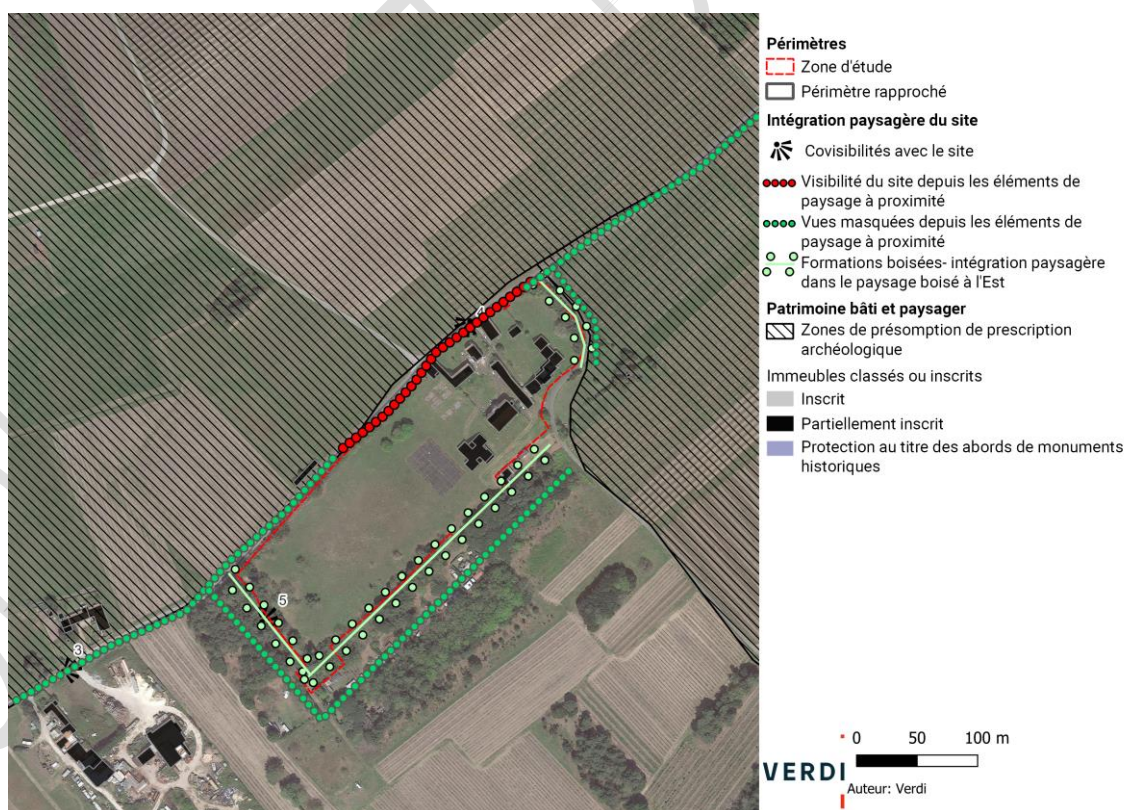
LE PAYSAGE

Le paysage local est un paysage insulaire, il se compose d'espaces ouverts (marais salant et terres agricoles), d'espaces fermés boisés ou dunaires, et de paysages urbains bâtis.

Le site s'insère au sein d'un paysage viticole ouvert éloigné de l'urbanisation. Il est bordé par des boisements et des haies qui occultent une partie des vues vers l'extérieur.

Le site se compose de plusieurs bâtiments abandonnés témoignant des traces des anciennes colonies de vacances anciennement très populaires sur le territoire. L'état de dégradation des bâtiments présente un paysage dégradé.

Figure 8 : Carte de synthèse du patrimoine bâti et paysager



2.5.1.3 Le milieu naturel

LES ZONES NATURELLES D'INTERET OU PROTEGEES

Le périmètre de projet s'inscrit dans une proximité des sites naturels d'intérêt comme les ZNIEFF et les sites Natura 2000.

Ces sites sont identifiés du fait de leur caractère marin ou humide, ce qui ne correspond pas aux caractéristiques du site de projet.

LES FONCTIONNALITES ECOLOGIQUES

Le site de projet se trouve au milieu d'un système environnemental peu remarquable. Entre agriculture et bosquets, le site ne se trouve ni au sein de réservoirs ni le long de corridors de biodiversité. A l'échelle de la Trame Verte et Bleue, le site ne représente pas d'apports particuliers en termes de biodiversité.

FAUNE, FLORE ET ZONES HUMIDES

Le site de projet ne présente pas d'enjeu majeur vis-à-vis de la faune, flore et zone humide. Effectivement, ne présente aucune potentialité de zone humide et les habitats ne présentent qu'un enjeu faible.

Concernant la flore, aucune espèce protégée n'a été contactée, cependant plusieurs espèces sont potentielles, elles présentent des enjeux assez forts à modérés.

Par ailleurs, les inventaires ont révélé la présence de deux espèces exotiques envahissantes à impact majeur, le laurier cerise et le robinier faux acacia.

Concernant la faune, au vu des habitats présents sur la zone d'étude, la plupart des espèces contactées ou potentielles sont des espèces communes ou anthropiques. Les enjeux sont principalement ciblés sur les oiseaux nocturnes (Chouette effraie et Chevêche d'Athéna), les hirondelles rustique ainsi que certaines espèces à enjeux modérés de chiroptère sans que le site ne soit un gîte permanent pour ces espèces.

Tableau 2 : Synthèse des enjeux écologiques

Zones humides		Aucune potentialité zone humide	Faible	-
Habitats		Bâtiments abandonnés	Faible	-
		Pelouse entretenue (jardin)		-
Flore		Orchis à fleurs lâches	Assez fort	Potentielle
		Chrysanthème des moissons		Potentielle
		Bellardie germandrée	Modéré	Potentielle
		Petite amourette		Potentielle
		Sérapias langue		Potentielle
		Laiteron maritime		Potentielle
Avifaune	Milieu ou-vert	Tarier pâtre	Modéré	Potentiel
		Faucon crécerelle		Potentiel
	Milieu anthropique	Chouette effraie	Fort	Presque Avéré
		Chevêche d'Athéna	Modéré	Presque avéré
		Hirondelle rustique		Avéré
		Moineau domestique		Potentiel
Chiroptères		Pipistrelle commune, Pipistrelle de Kuhl et Murin sp.	Modéré	Avéré (chasse et gîte temporaire)

Mammifères terrestres		Hérisson d'Europe	Faible	Potentiel
Reptiles		Vipère aspic, Coronelle girondine et orvet fragile : potentialité moyenne	Modéré	Potentiels
		Lézard des murailles : potentialité forte	Faible	Potentiels
Ento-mofaune	Rhopalocères	Azuré de l'Ajonc et Piéride des biscuitelles	Faible	Potentiels
	Orthoptères	Oedipode grenadine, Oedipode souffré et Phanéroptère commun	Faible	Potentiels

2.5.1.4 Le milieu humain

ANALYSE SOCIO-DEMOGRAPHIQUE

La commune de Saint-Pierre-d'Oléron observe une croissance de sa population de 1968 à 2020, passant de 4 258 habitants à 6 585 habitants soit +54%. La population a tendance à se stabiliser depuis les années 2000.

EQUIPEMENTS PUBLICS

Le site du projet se trouve à égale distance des équipements publics proposés par la commune de Saint-Pierre-d'Oléron et ceux de Saint-Georges-d'Oléron.

Les équipements sont principalement concentrés dans les centres-bourgs et offrent l'accès aux activités sportives, administratives et d'éducation aux habitants.

ACTIVITES ECONOMIQUES ET AGRICOLES

Sur le territoire l'économie est principalement liée au tourisme, ainsi il existe une part importante d'activités relevant du commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration.

La commune de Saint-Pierre-d'Oléron présente une surface de 800 ha de terres agricoles majoritairement réparti entre des prairies et des vignes. Le territoire comporte 3 produits sous appellations (Beurre des Charentes, Cognac et Pineau des Charentes).

LA MOBILITE

Le site est desservi par une route locale communale et une piste cyclable qui amène au bourg de Saint-Pierre..

QUALITE DE VIE ET SANTE HUMAINE

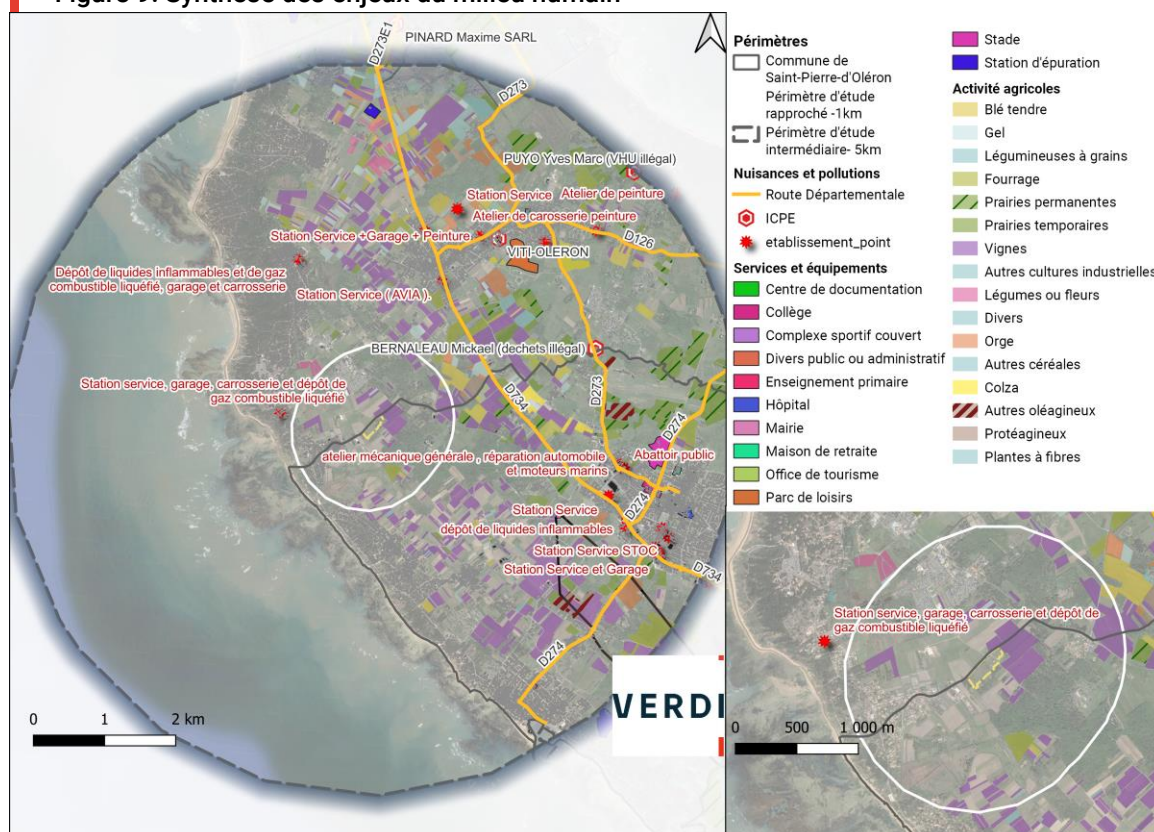
Il existe une station d'épuration des eaux usées sur la commune d'une capacité d'environ 60 000 eq/hab. 20% environ de la commune reste en assainissement individuel, c'est notamment le cas de la Giboire.

Le territoire communal est concerné par une aire d'alimentation de captage. La zone d'étude se trouve à environ 3,5 km du périmètre de protection rapproché du captage d'eau potable de l'Aubier.

Le site de projet est concerné par une servitude d'utilité publique relative à la présence du site classé de l'île d'Oléron (AC2).

Le site de projet et ses environs immédiats ne sont donc concernés par aucune localisation de sites pollués ou encore de zonage spécifique de protection liée au risque industriel.

Figure 9: Synthèse des enjeux du milieu humain

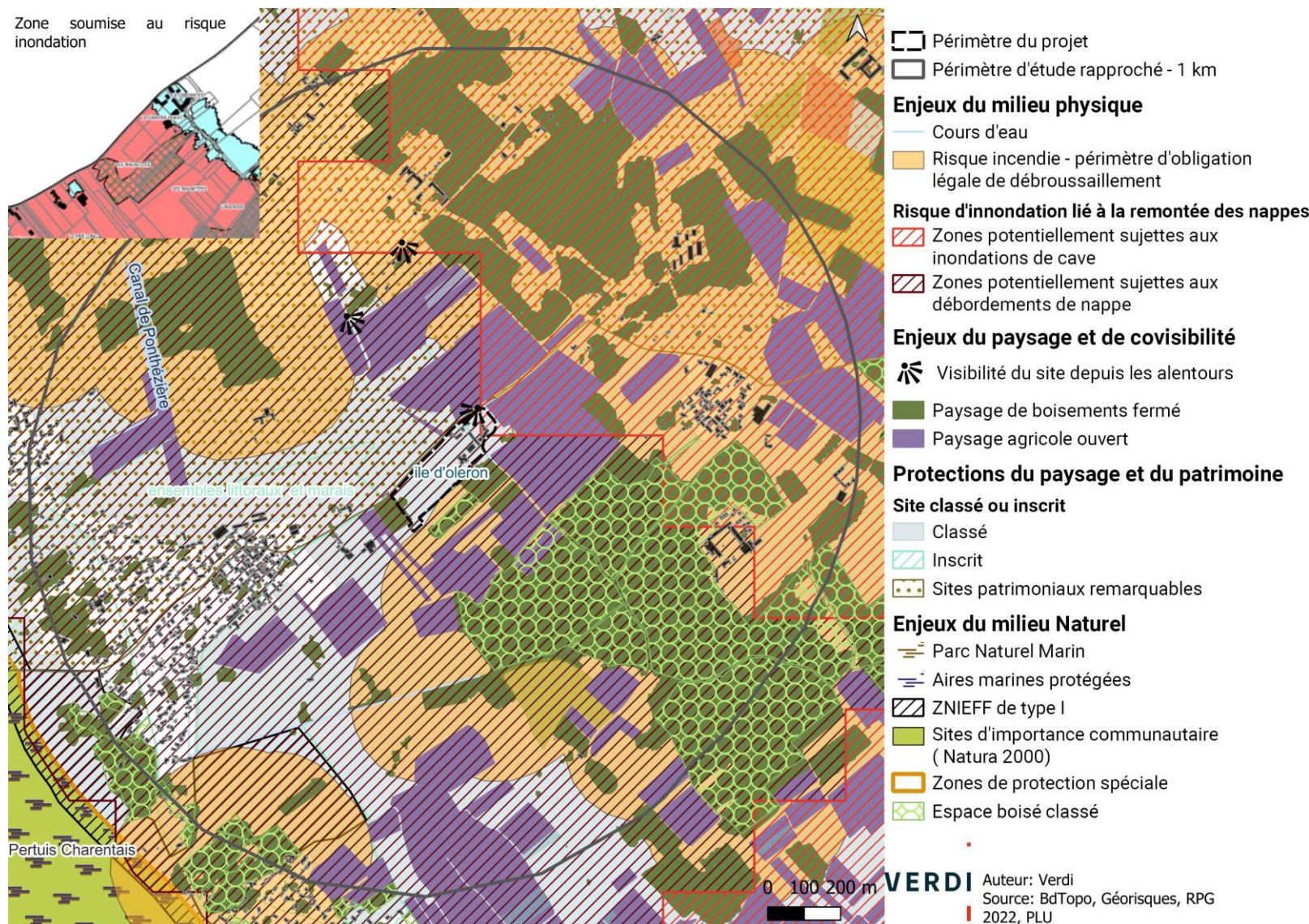


2.5.2 LES ENJEUX DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

La zone faisant l'objet de la modification du PLU de Saint-Pierre-d'Oléron présente les enjeux suivants :

- ▶ Le milieu physique
 - Risque submersion
 - Risque feu de forêt
 - Risque retrait-gonflement des argiles
- ▶ Le milieu naturel
 - Présence d'un site Natura 2000
 - Présence de sites ZNIEFF de type I
 - Potentielle présence de chiroptères dans les bâtiments abandonnés
- ▶ Le milieu humain
 - Un zonage du PLU incompatible avec le projet
- ▶ Le paysage
 - Une insertion paysagère des constructions du site, marqueurs d'une identité du territoire
 - Une visibilité marquée au Nord du site
 - Des masques visuels sur la partie sud et est du site à conserver

 **Figure 10: carte de synthèse des enjeux du site d'étude**



2.5.3 L'ANALYSE DES IMPACTS DU PROJET DE MODIFICATION DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES ERC

Le tableau ci-dessous récapitule et synthétise l'ensemble des impacts des modifications apportées par la modification de droit commun n°5 du PLU de Saint-Pierre-d'Oléron et les mesures appliquées pour éviter, réduire et compenser les effets du projet sur l'environnement.

Impacts			Mesures			
	Nature	Niveau	Évitement	Réduction	Compensation	Accompagnement
Milieu physique	Modification du climat	Absence d'impact	Pas de micro-climat Le projet ne modifie pas le climat	/	/	/
	Utilisation de matériaux et topographie	Très faible	Passage en zonage A d'une partie de l'ancienne zone Nt3g. Interdiction des nouvelles constructions	Utilisation de matériaux perméables (stationnements et cheminements piétons). Suppression des dalles bétons.	/	/
	Pollution de la ressource en eau	Absence d'impact	Règlement interdit les nouvelles constructions. Règlement impose une gestion adaptée des EU et EP.	Utilisation de matériaux perméables (stationnements et cheminements piétons).	/	/

	Vulnérabilité des constructions au risque submersion marine	Absence d'impact	Règlement interdit les nouvelles constructions. Impossibilité d'augmenter le nombre de logements en zone Rs3 du PPRN.	/	/	/
Milieu naturel	Impacts sur les périmètres de protection et d'inventaires des espaces naturels	Très faible	Absence de connexion écologique avec les zones de protections et les sites d'intérêt écologique.	Dispositions réglementaires permettant de réduire l'impact du projet sur ces espaces.	/	/
	Suppression d'habitats naturels	Très faible	Absence de nouvelles constructions. Milieu déjà anthropisé.	/	/	/
	Dérangement de la faune	Faible à modéré	Absence de nouvelles constructions.	Changement de destination des bâtiments existants.	/	/
	Dérangement de la flore	Faible	Absence de nouvelles constructions.	/	/	/
	Impacts sur les zones humides	Très faible	/	/	/	/
Milieu humain	Renforcement de la clientèle à l'année Apport de main-d'œuvre sur le territoire	Positif	/	/	/	/
	Extension de la surface agricole	Positif	/	/	/	/

	Impacts sur la mobilité	Faible à modéré	Obligation d'assurer le stationnement au sein de l'opération et non sur les voies publiques.	/	/	/
	Évolution des documents d'urbanisme	Positif	Une partie de l'ancienne zone Nt3 est classée en zone A.	Changement de destination des bâtiments et interdiction des nouvelles constructions en zone Nhg	/	/
	Nuisances et risques pour la santé humaine	Faible à modéré	Rénovation du bâti.	Maintien des haies et des zones tampons entre habitations et parcelles viticoles.	/	/
Pay-sage et patri-moine	Impact sur le patrimoine bâti et naturel	Positif	Maintien des volumes et des caractéristiques architecturales locales.	Réduction de la part de bâtiments abandonnés sur le territoire.	/	/

	Impact sur le paysage dans sa globalité	Très faible	<p>Maintien des implantations, des volumes et des caractéristiques du bâti.</p> <p>Maintien des formations arborées.</p> <p>Pas de suppression ou de réduction de protection réglementaire.</p>	/	/	<p>Conserver les vues depuis la rue de l'Estran.</p>
--	---	-------------	---	---	---	--



3

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

3.1 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT A L'ECHELLE DU SITE DE PROJET

3.1.1 MILIEU PHYSIQUE

3.1.1.1 Climatologie

La commune de Saint-Pierre-d'Oléron est couverte par un climat dit « océanique » généralement caractérisé par des températures douces et une importante pluviométrie. Le climat de la commune, ainsi que toutes les communes de l'île d'Oléron, ont néanmoins la particularité d'avoir des étés tempérés grâce à la brise marine.

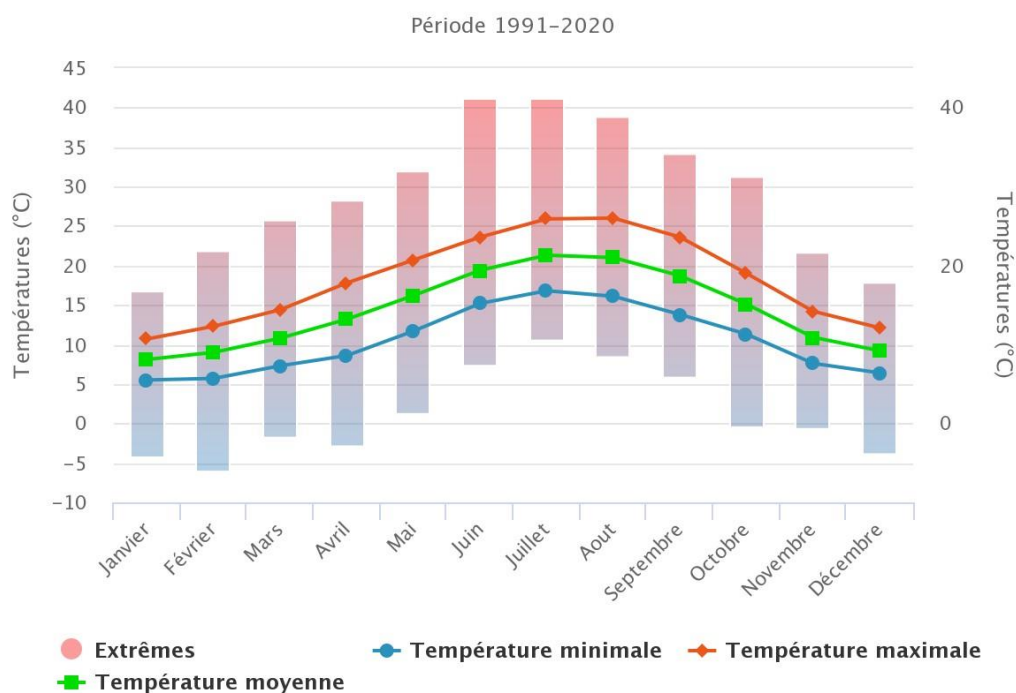
Ce climat de type « océanique » est caractérisé par des hivers tempérés et pluvieux et des étés chauds. Le climat est suivi à la station météorologique de Saint-Georges-d'Oléron, à 2 km du site. Les prévisions du réchauffement climatique vont dans le sens d'une augmentation des températures et d'une diminution des précipitations totales en moyenne annuelle.

LES TEMPERATURES ET L'ENSOLEILLEMENT

De manière générale, les étés sont doux voire chauds avec une température moyenne de 21.3°C en juillet, tandis que les hivers sont doux avec une moyenne de 8.1°C en janvier. Les températures sont maximales en juin et en juillet avec une température moyenne maximale de 25,9°C en Juillet. Elles sont minimales en janvier avec une température moyenne minimale 5.5°C.

Figure 11 : Températures minimales et maximales mesurées à la station de Saint-Georges-d'Oléron sur la période 1991-2020 (Source : Infoclimat.fr)

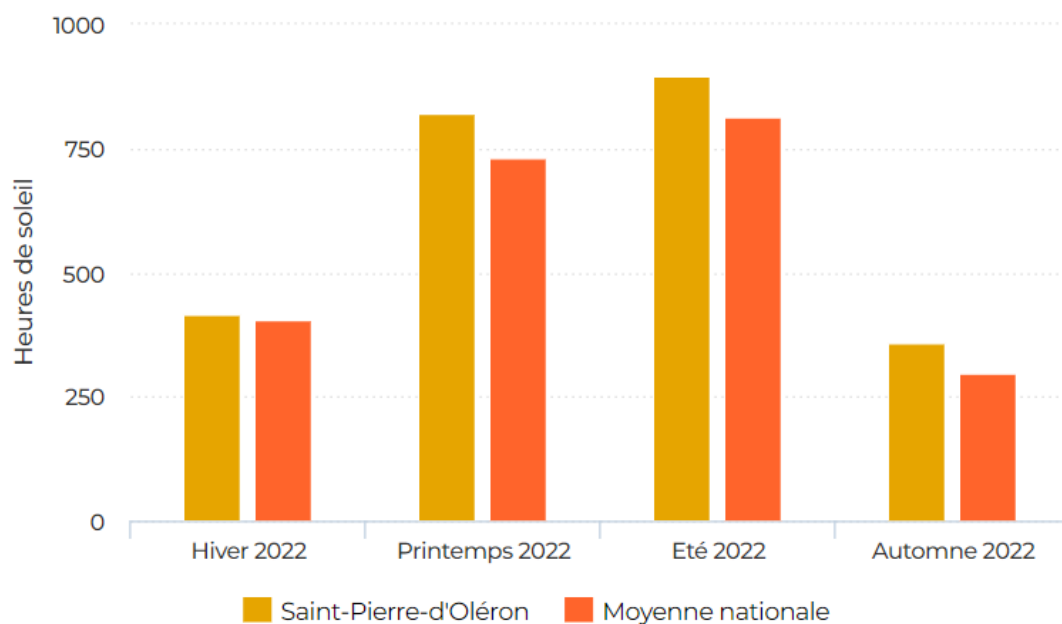
Températures à Saint-Georges-d'Oléron



La commune de Saint-Pierre-d'Oléron a connu 2491 heures d'ensoleillement en 2022, contre une moyenne nationale des villes de 2 248 heures de soleil. Saint-Pierre-d'Oléron a bénéficié de l'équivalent de 104 jours de soleil en 2022. La période la plus ensoleillée est l'été avec une moyenne de 897 heures d'ensoleillement. Au contraire, la période la moins ensoleillée est l'automne. A cette période de l'année, il y a une moyenne de 358 heures d'ensoleillement, soit quasiment trois fois moins qu'en été.

Figure 12 : Ensoleillement moyen mesuré à la station de Saint-Georges-d'Oléron sur l'année 2022 (source : Linternaute.com d'après Météo-France)

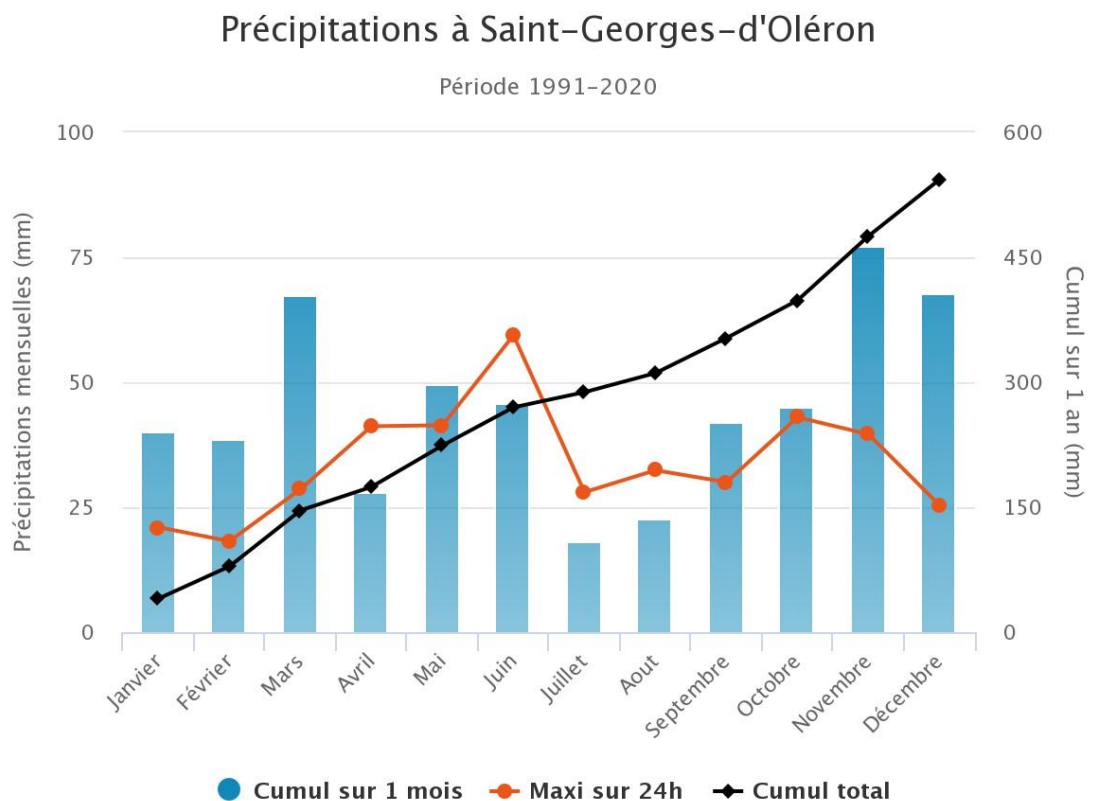
(Source : Linternaute.com d'après Météo France)



LES PRECIPITATIONS

Les précipitations sont fréquentes et réparties tout au long de l'année avec une légère accalmie l'été. Le territoire cummule 543.3 mm d'eau par an. Les maximas se situent généralement au début de l'hiver, avec 77.3 mm de précipitations en moyenne. L'été, les précipitations sont assez faibles. Le minimum est atteint en juillet avec 18.2 mm de précipitations en moyenne.

Figure 13 : Précipitations enregistrées à Saint-Georges-d'Oléron sur la période 1981-2022 (source : Infoclimat.fr)



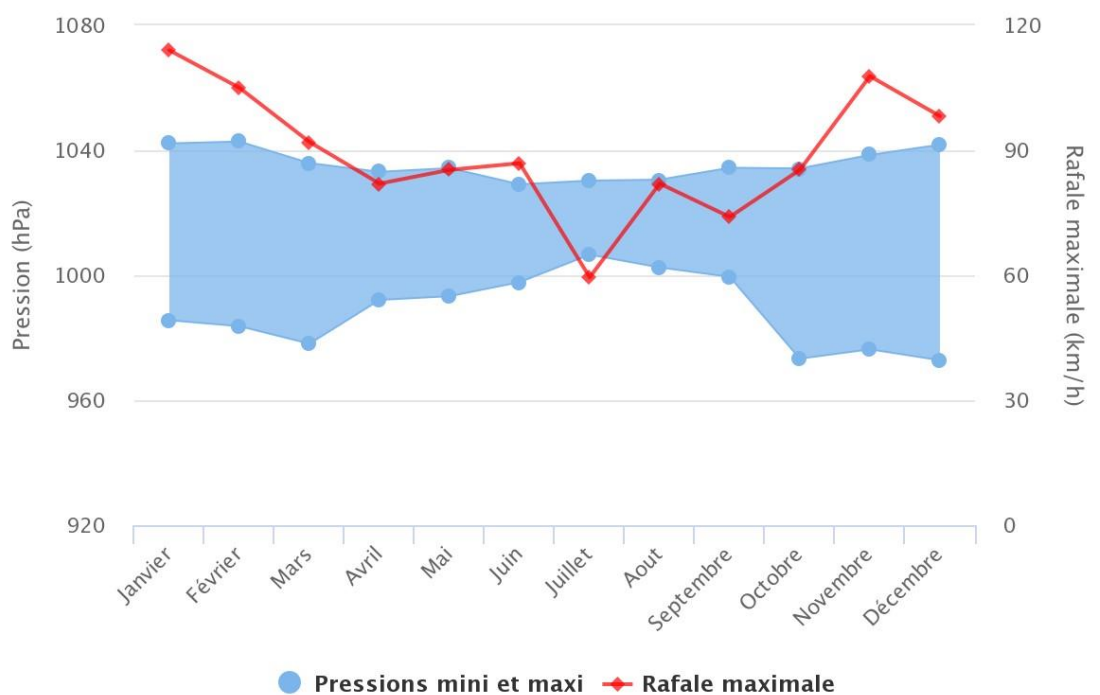
LES VENTS

Les vents en provenance de l'Ouest et du Nord-Est dominant et sont les plus violents. Les vents les plus forts sont plus particulièrement observés durant la période hivernale, et notamment entre décembre et février.

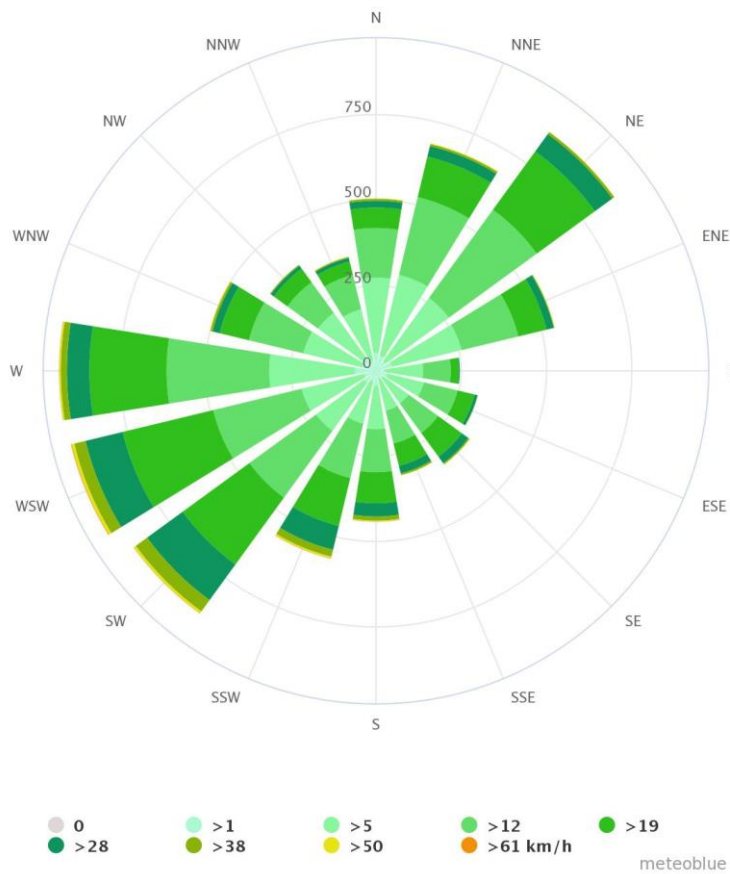
Figure 14 : Rose des vents à la station de Saint-Georges-d'Oléron (source : Météo blue.com)

Pression et vent extrêmes à Saint-Georges-d'Oléron

Période 1991-2020



infoclimat.fr

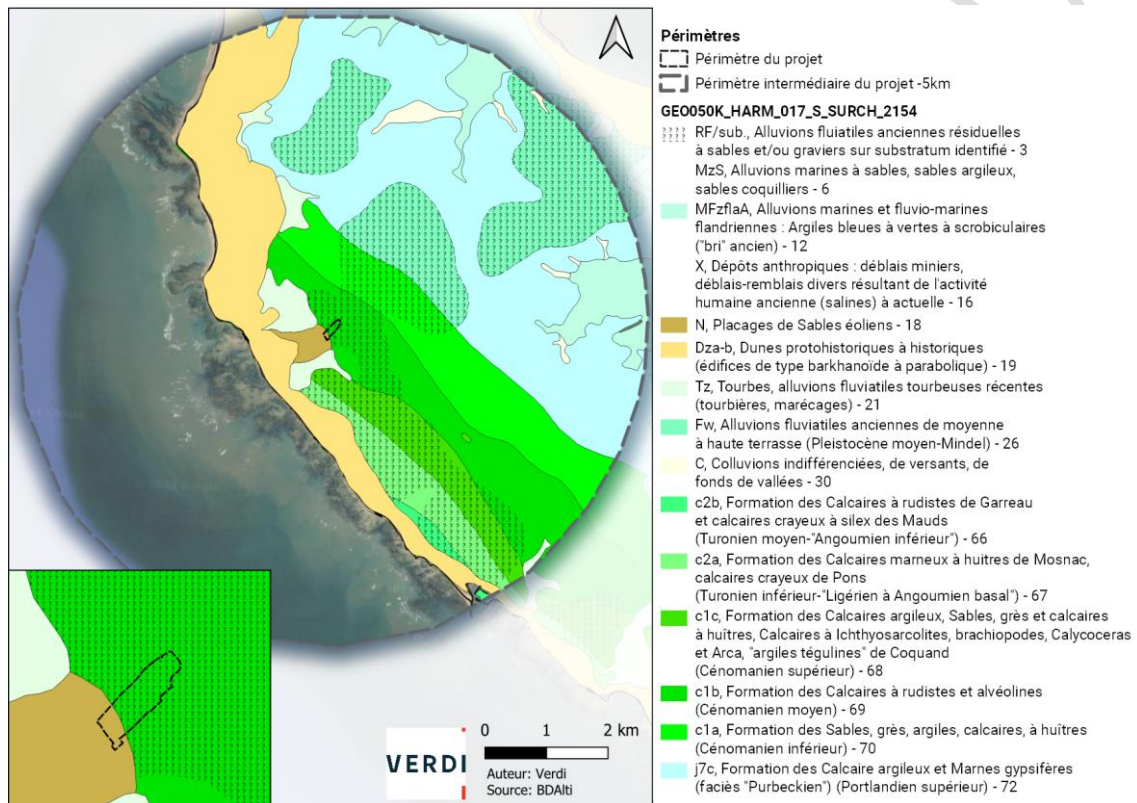


3.1.1.2 Le contexte géologique

GEOLOGIE GENERALE DE LA ZONE D'ETUDE

Située sur la feuille géologique n°657 de l'Île d'Oléron, la géologie est localement assez complexe de par sa diversité. Elle s'articule autour de la proximité de l'Océan et témoigne de la variation du niveau de celui-ci au fil des temps.

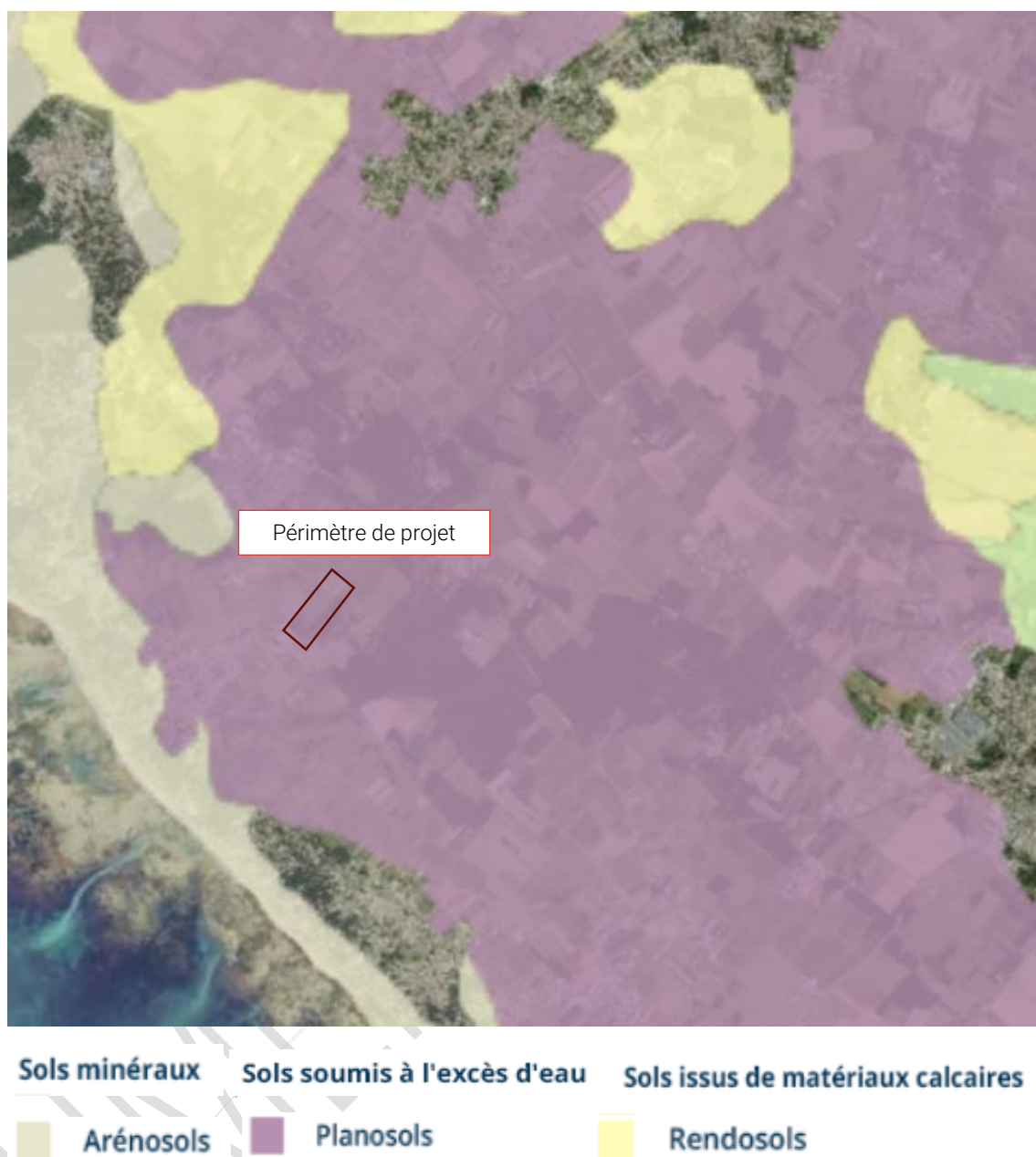
Figure 15 : Géologie au droit du périmètre de projet (source : carte géologique du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM))



CARACTERISTIQUES DES SOLS A L'ECHELLE DU PERIMETRE DE PROJET

Le périmètre du projet se trouve dans une zone à sols Planosols (Hauts plateaux allongés cultivés, sablo-limoneux à sablo-argileux, sur argile éocène reposant sur calcaire au sud de Rochefort : Doucins sableux). Les planosols sont des sols argileux et sableux caractérisés par un contraste important entre les horizons supérieurs, très perméables, et le horizons profonds, dont la perméabilité est faible, du fait d'une teneur en argile élevée. Ces sols sont donc saisonnièrement engorgés d'eau sur les horizons profonds.

Figure 16 : Carte des sols autour du périmètre de projet (Source : Géoportail.gouv.fr)



LE SDAGE ADOUR-GARONNE 2022-2027

Issu de la loi sur l'eau de 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), décliné sur le bassin hydrographique Adour-Garonne, fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée des ressources en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la loi sur l'eau. Ce document d'orientation à portée juridique s'impose aux décisions de l'État en matière de police des eaux, notamment des déclarations d'autorisations administratives (rejets, urbanisme...). Il s'impose également aux décisions des collectivités, établissements publics ou autres usagers en matière de programme pour l'eau. Ce programme a été adopté par le comité de bassin Adour-Garonne en mars 2022 pour la période 2022-2027.

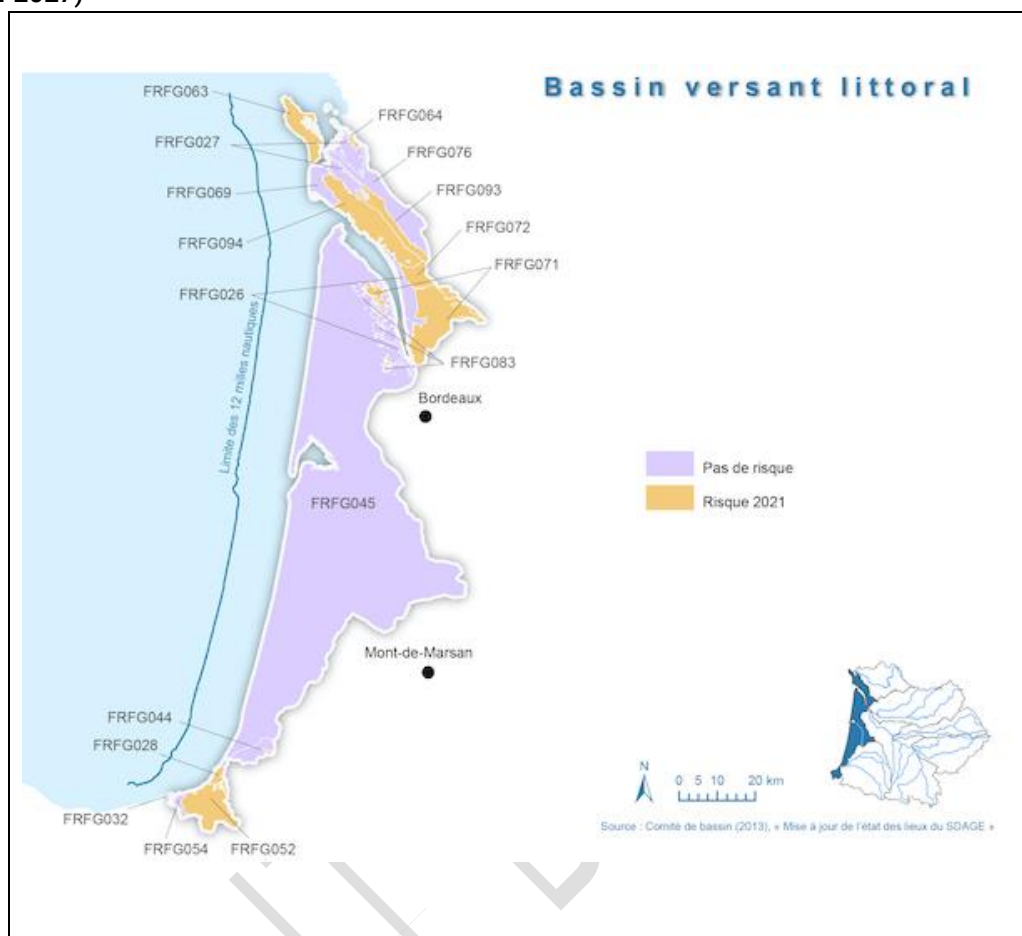
Quatre orientations fondamentales constituent le socle du SDAGE 2022-2027. Elles répondent aux objectifs des directives européennes et prennent aussi en compte les dispositions du SDAGE 2016-2021 qu'il était nécessaire de maintenir, de décliner ou de renforcer.

- ▶ **Orientation A** : Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE. Elle vise à une gouvernance de la politique de l'eau plus transparente, plus cohérente et à la bonne échelle. Ainsi, le projet renforce l'organisation par bassin versant en lien avec l'évolution de la réglementation sur les collectivités territoriales et leurs compétences. Elle précise les besoins en termes d'acquisition et de diffusion de la connaissance nécessaire à l'atteinte des objectifs du SDAGE. Elle renforce la prise en compte des enjeux de l'eau dans l'aménagement du territoire et les documents d'urbanisme ;
- ▶ **Orientation B** : Réduire les pollutions. Elle vise l'amélioration de la qualité de l'eau pour atteindre le bon état des eaux et permettre la mise en conformité vis-à-vis de l'alimentation en eau potable, de la baignade et des loisirs nautiques, de la pêche et de la production de coquillages. Elle traite de la réduction des rejets ponctuels et diffus de polluants issus des activités domestiques, industrielles et agricoles. ;
- ▶ **Orientation C** : Agir pour assurer l'équilibre quantitatif de la ressource en eau. Face aux changements globaux, elle vise à réduire la pression sur la ressource tout en permettant de sécuriser l'irrigation et les usages économiques, et de préserver les milieux aquatiques dans les secteurs en déficit. Les principaux changements sont liés à l'évolution de la réglementation ou à sa mise en œuvre, importante sur ce domaine, et à l'anticipation des effets du changement climatique ;
- ▶ **Orientation D** : Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides. Elle vise la réduction de la dégradation physique des milieux et la préservation ou la restauration de la biodiversité et des fonctions assurées par ces infrastructures naturelles, avec une gestion contribuant à l'atteinte du bon état écologique. Les dispositions concernant les aléas d'inondation y sont intégrées pour leur lien avec les milieux aquatiques.

Afin d'atteindre les objectifs environnementaux fixés par le SDAGE 2022-2027, en application de la directive cadre sur l'eau (DCE), **un Programme De Mesures (PDM)** est mis en place. Ce PDM constitue le recueil des actions dont la mise en œuvre est nécessaire pour atteindre ces objectifs. Ce programme est ensuite détaillé en actions ciblées pour les différentes commissions territoriales qui composent le territoire du SDAGE, elles-mêmes affinées en bassins versants de gestion.

La commune de Saint-Pierre-d'Oléron fait partie de la commission territoriale « Côtiers Aquitaines et Charentais » du PDM

Figure 18 : La commission territoriale « côtiers aquitains et charentais » (source : SDAGE 2022-2027)



Les principaux enjeux à l'échelle de la commission territoriale, et donc des bassins des cours d'eau du périmètre, sont les suivants :

- prendre en compte l'influence des bassins versants amont : apports de contaminants chimiques et gestion des débits
- réduire les pollutions toxiques et bactériennes afin d'améliorer la préservation des secteurs conchylicoles, de baignade et d'activités nautiques
- protéger les grandes zones humides et vasières littorales et estuariennes
- maîtriser les apports polluants, gérer les lacs et étangs afin de limiter l'eutrophisation et le comblement
- développer les connaissances sur les écosystèmes marins, estuariens et lacustres en matière de contamination, d'impact sur les organismes vivants et de transfert dans la chaîne trophique

LE SAGE CHARENTE

Le SAGE Charente a été approuvé le 19 novembre 2019. D'une superficie de 9 300 km², le bassin versant du SAGE s'étend administrativement sur six départements (Charente, Charente-Maritime, Vienne, Deux-Sèvres, Dordogne et Haute-Vienne) et une région (Nouvelle-Aquitaine). Il concerne 709 communes depuis 2016.

L'objectif du SAGE est de donner un cadre pour la gestion de l'eau, adapté au bassin Adour-Garonne. Il est composé de trois documents :

- ▶ D'un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) qui permet de fixer les objectifs, les orientations et les dispositions du SAGE ainsi que ces conditions de réalisation.
- ▶ D'un règlement qui décrit les règles à appliquer pour atteindre les objectifs fixés par le PAGD
- ▶ D'un le rapport environnemental qui décrit et évalue les effets notables que peut avoir le SAGE sur l'environnement. Ce document est joint aux deux premiers lors de l'enquête publique.

Il s'inscrit dans un territoire dans lequel les enjeux suivants ont été définis :

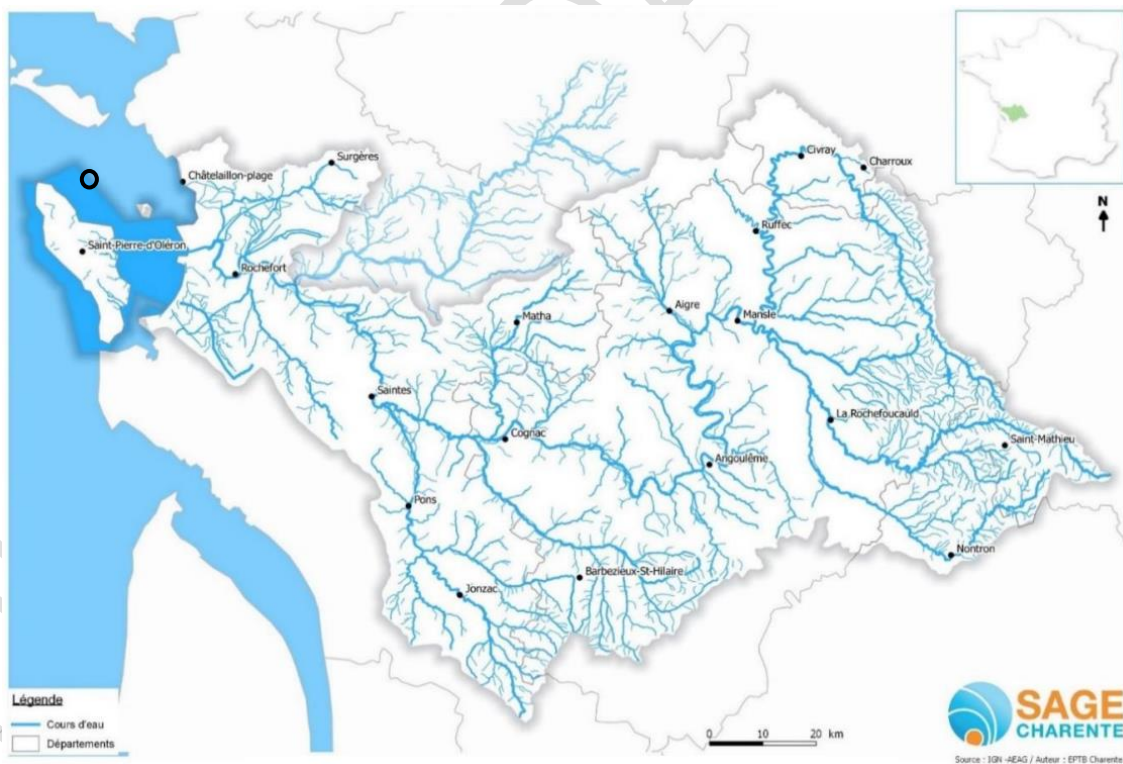
- ▶ Pérennisation et le développement d'activités et d'usages en équilibre avec la ressource en eau et les milieux aquatiques
- ▶ Assurer la sécurité des personnes et des biens dans les territoires exposés aux risques inondation et submersion
- ▶ Assurer une disponibilité des ressources en eau, en qualité et quantité suffisante.
- ▶ Retrouver des milieux aquatiques en bon état.
- ▶ Retrouver des eaux en bon état.
- ▶ Mettre en œuvre une gouvernance de bassin cohérente

Pour répondre à ces enjeux, le SAGE Charente s'est fixé des orientations et des objectifs généraux. Ce sont ces objectifs qui constituent l'ossature du Plan d'Aménagement et de Gestion des Eaux. 6 orientations et 20 objectifs sont définis :

- ▶ ORIENTATION A : ORGANISATION, PARTICIPATION DES ACTEURS ET COMMUNICATION
 - Objectif n° 1 : Organiser la mise en œuvre du SAGE Charente
 - Objectif n° 2 : Orienter les financements, sensibiliser et accompagner les acteurs du bassin
 - Objectif n° 3 : Améliorer la connaissance
- ▶ ORIENTATION B : AMENAGEMENTS ET GESTION SUR LES VERSANTS
 - Objectif n° 4 : Connaître, préserver et restaurer les éléments du paysage stratégiques pour la gestion de l'eau sur les versants
 - Objectif n° 5 : Prévenir et gérer les ruissellements en milieu rural
 - Objectif n° 6 : Prévenir et gérer les ruissellements en milieu urbain
- ▶ ORIENTATION C : AMENAGEMENT ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
 - Objectif n° 7 : Protéger et restaurer les zones humides
 - Objectif n° 8 : Protéger le réseau hydrographique
 - Objectif n° 9 : Restaurer le réseau hydrographique
 - Objectif n° 10 : Encadrer et gérer les plans d'eau
 - Objectif n° 11 : Développer la connaissance pour gérer les marais rétro littoraux, l'estuaire et la mer du pertuis d'Antioche
- ▶ ORIENTATION D : PREVENTION DES INONDATIONS
 - Objectif n° 12 : Améliorer la connaissance et favoriser la culture du risque inondation

- Objectif n° 13 : Préserver et restaurer les zones d'expansion des crues et de submersion marine
- ▶ ORIENTATION E : GESTION ET PREVENTION DU MANQUE D'EAU A L'ETIAGE
 - Objectif n° 14 : Préciser des modalités de gestion et de prévention des étiages
 - Objectif n° 15 : Maîtriser les demandes en eau
 - Objectif n° 16 : Optimiser la répartition quantitative de la ressource
- ▶ ORIENTATION F : GESTION ET PREVENTION DES INTRANTS ET REJETS POLLUANTS
 - Objectif n° 17 : Organiser et accompagner les actions de restauration de la qualité de l'eau
 - Objectif n° 18 : Améliorer l'efficacité de l'utilisation des intrants et réduire les rejets polluants d'origine agricole
 - Objectif n° 19 : Réduire les rejets et polluants d'origine non agricole
 - Objectif n° 20 : Suivre l'état des eaux et des milieux aquatiques

Figure 19: Périmètre SAGE Isle Dronne



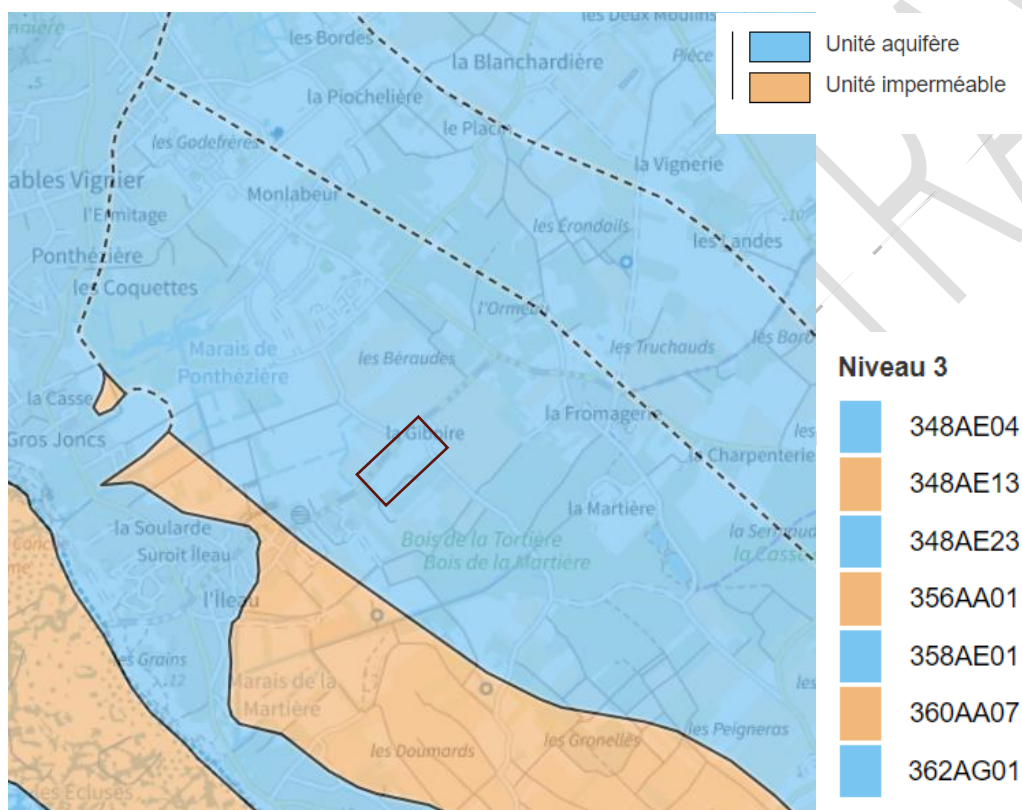
Le projet devra être compatible avec le SAGE « Charente » dans le respect des objectifs définis et veiller à ne pas accentuer les vulnérabilités du bassin.

LES EAUX SOUTERRAINES

CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE

La Base de Données des Limites des Systèmes Aquifères (BD LISA), référençant par cartographie toutes les entités hydrogéologiques présentes au droit du site, indique la présence de 10 entités hydrogéologiques. Il s'agit d'une unité aquifère affleurante succédée par une alternance d'unité imperméable et d'unités aquifères. L'unité affleurante est l'unité 348AE04 - Calcaires du Cénomanien supérieur du nord du Bassin aquitain.

Figure 20 : Localisation des entités hydrogéologiques de la base de données LISA (source : BD LISA)



Au regard de la présence d'une nappe aquifère en surface évoluant dans un milieu poreux, elle présente une certaine sensibilité au risque de pollution.

LES MASSES D'EAU SOUTERRAINE ET LEUR ETAT

La conservation de la qualité des eaux souterraines est un objectif prioritaire de tout projet d'aménagement pour respecter les objectifs de la DCE. Pour parvenir à évaluer les eaux et les milieux aquatiques d'un bassin, une typologie a été mise en place : les masses d'eau.

Les masses d'eaux souterraines sont ainsi destinées à être des unités d'évaluation de la DCE dont l'objectif initial était de parvenir à un bon état de la ressource en 2015. Dans le cadre du SDAGE 2022-2027, l'état des masses d'eau a fait l'objet d'une nouvelle évaluation et de la révision des objectifs d'atteinte du bon état d'ici 2027.

Les masses d'eau souterraine situées au droit du périmètre du projet sont :

- FRFG063 Calcaires, sables et alluvions de l'île d'Oléron

Une masse d'eau souterraine est considérée en bon état lorsque son état quantitatif et son état chimique sont au moins « bons ». L'évaluation de l'état quantitatif est l'expression du degré d'incidence des captages directs et indirects sur une masse d'eau souterraine. L'état chimique est déterminé en fonction du respect des normes de qualité environnementales.

Le SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 indique l'état et les objectifs de qualité de la masse d'eau située au droit du site présentés dans le tableau suivant :

Figure 21: États et objectifs de qualité de la masse d'eau située au droit du site (source : Agence de l'eau - État des lieux 2019 - SDAGE 2022-2027)

CODE MASSE D'EAU	ETAT DE LA MASSE D'EAU		OBJECTIF D'ETAT DE LA MASSE D'EAU	
	Quantitatif	Chimique	Quantitatif	Chimique
FRFG063-Calcaires, sables et alluvions de l'île d'Oléron	Bon	Bon	Bon état	Bon

CODE MASSE D'EAU	Pressions ponctuelles (sites industriels)	Pressions diffuses		Prélèvements d'eau
		Azote diffus d'origine agricole	Phytosanitaire	Pression prélèvements
FRFG063	Pas de pression	Non significative	Non significative	Non significative

Les aquifères sont vulnérables à des pollutions lorsque l'épaisseur ou la nature des sols ne leur confèrent pas d'imperméabilité, ni de rôles de piégeage ou de filtre suffisants. C'est le cas des terrains perméables, et des terrains calcaires fissurés à propagation rapide. Dans le cas présent, l'alternance entre les sols perméables et imperméables en surface concorde avec une résistance des masses d'eau souterraine aux pollutions. L'ensemble du territoire d'étude étant considéré comme une zone non sensible à l'eutrophisation, **la masse d'eau souterraine présente au droit du site présente alors un bon état chimique.**

LES EAUX SUPERFICIELLES

LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE

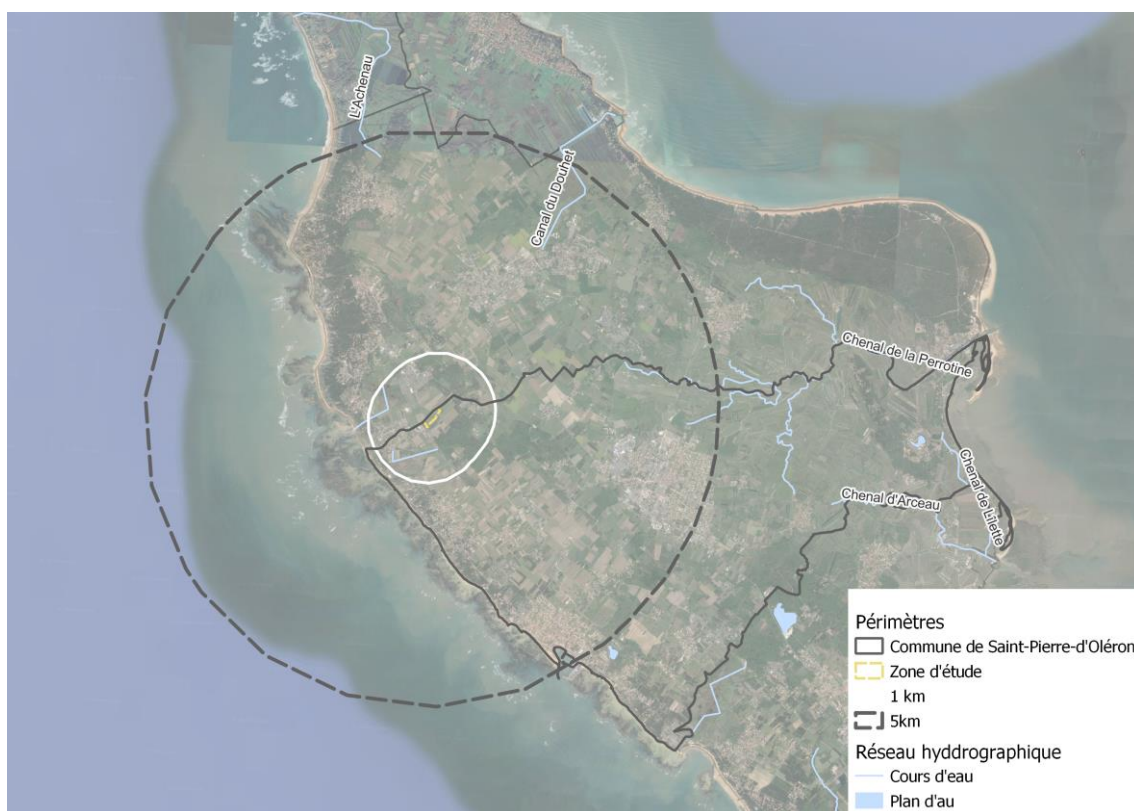
Les eaux superficielles comprennent d'une part les eaux courantes, les zones de source, les cours d'eau, les canaux, et d'autre part les eaux stagnantes, les retenues, les étangs, les lacs... L'aire d'alimentation d'un cours d'eau ou d'un lac correspond au bassin versant de ce cours d'eau, ou bassin hydrographique.

La commune de la Saint-Pierre-d'Oléron est marquée par un faible réseau hydrographique interne mais la présence de masses d'eau côtières. Ce réseau est composé de :

- ▶ FRFC02 Pertuis Charentais
- ▶ FRFC03 Côte Ouest de l'île d'Oléron

Elle comprend également une seule zone hydrographie « L'île d'Oléron l'île d'Aix et l'île Madame »

Figure 22: Contexte hydrographique de surface à proximité du périmètre de projet



ÉTAT DE LA RESSOURCE EN EAU

Au même titre que les eaux souterraines, la conservation de la qualité des eaux superficielles est un objectif prioritaire de tout projet d'aménagement pour respecter les objectifs de la DCE. La DCE définit le « bon état » d'une masse d'eau de surface lorsque l'état écologique et l'état chimique de celle-ci sont au moins « bons » :

- Un « **bon état chimique** » de l'eau est atteint lorsque sont respectées certaines concentrations de substances prioritaires (fixées par des directives européennes). Il suffit qu'un paramètre dépasse le seuil fixé pour que le cours d'eau ne soit pas considéré en bon état.
- Un « **bon état écologique** » s'apprécie notamment selon des critères biologiques. Les organismes vivant dans les eaux superficielles sont les victimes et donc les témoins de la circulation des pollutions non détectées par les analyses physico-chimiques. Il prend également en compte l'état hydromorphologique des cours d'eau et s'applique ainsi aux Masses d'Eau Fortement Modifiées (MEFM) par l'homme et dont l'atteinte du bon état écologique est impossible sans remettre en cause l'objet de la modification (cours canalisé, barrage, ...).

Au droit de la zone d'étude, les deux masses d'eau côtières concernées sont donc :

- FRFC02 Pertuis Charentais
- FRFC03 Côte Ouest de l'Île d'Oléron

Tableau 3: État et objectifs de qualité des masses d'eau superficielles (source : Agence de l'Eau Adour-Garonne, État des lieux 2019 - SDAGE 2022-2027)

Masse d'eau	État de la masse d'eau	Objectif d'état de la masse d'eau
-------------	------------------------	-----------------------------------

	Ecologique	Chimique	Ecologique	Chimique
FRFC02	Bon	Bon	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFC03	Bon	Bon	Bon état 2015	Bon état 2015

Tableau 4: Pressions significatives sur les masses d'eaux de surface (source : Agence de l'Eau Adour-Garonne, État des lieux 2019 - SDAGE 2022-2027)

Masse d'eau	Pollutions diffuses		Pollutions ponctuelles			
	Azote diffus d'origine agricole	Pesticide	Pression des rejets de stations d'épurations domestiques	Pression des rejets de stations d'épurations industrielles (macro polluants)	Rejets substances dangereuses d'activités industrielles non raccordées	Sites industriels abandonnés
FRFC02	Non significative	Inconnue	Non significative	Non significative	Non significative	Inconnue
FRFC03	Non significative	Non significative	Non significative	Non significative	Non significative	Inconnue

Masse d'eau	Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements		
	Continuité	Hydrologie	Morphologie
FRFC02	Inconnue	Significative	Significative
FRFC03	Inconnue	Non significative	Non significative

Les masses d'eau côtières à proximité du site de présentent un bon état écologique et un bon état chimique. Les pressions sur cette masse d'eau sont très peu significatives.

LA VULNERABILITE DE LA RESSOURCE EN EAU

DEFINITION

La vulnérabilité de la ressource en eau se définit par le temps mis par un polluant pour atteindre cette ressource : plus ce temps est faible, plus la ressource est vulnérable. Le terme de vulnérabilité peut également être utilisé au sens large et recouvrir la notion de vulnérabilité stricte (la ressource peut-elle être atteinte par une pollution et en combien de temps) et la notion de sensibilité (gêne ou incidence que les enjeux ou les usages peuvent subir en raison d'une pollution).

L'évaluation de la vulnérabilité des ressources en eau concernées par un projet permet de définir la typologie et la nature des ouvrages à prévoir en fonction des caractéristiques globales de ces ressources et ainsi leur assurer une protection adaptée.

La méthode d'évaluation de la vulnérabilité utilisée dans ce dossier est issue de la note d'information du CEREMA n°01 d'août 2014 « Méthode de hiérarchisation de la vulnérabilité de la ressource en eau ». Elle s'appuie sur une analyse multicritère des différents paramètres caractérisant une ressource en eau.

Les critères retenus pour apprécier la vulnérabilité d'un milieu aquatique sont :

- ▶ la présence d'une alimentation en eau potable (AEP) ;
- ▶ la distance de l'infrastructure à l'usage de la ressource en eau ;
- ▶ le nombre d'usages de la ressource (localisation des captages, type, périmètres de protection et débits prélevés ; destination de l'eau et population desservie ; zones de baignade,

de loisirs liés à l'eau ; projets d'équipement ou de captage, zones réservées pour exploitations futures ; eaux thermales) ;

- ▶ l'objectif de qualité de la ressource en eau ;
- ▶ le temps de propagation dans les milieux non saturés couvrant les eaux souterraines ;
- ▶ les enjeux liés à la présence de milieux naturels remarquables ;
- ▶ les milieux humides.

VULNERABILITE DES EAUX SOUTERRAINES

Critères d'appréciation

Les classes de vulnérabilité sont déterminées pour les eaux souterraines, en fonction de l'évaluation du temps de propagation d'une pollution accidentelle pour atteindre la nappe à partir de la surface du terrain naturel, ainsi que des potentialités et usages de la ressource.

On distingue trois temps de propagation entre le point de déversement dans le milieu naturel et le toit de la nappe selon la nature et les caractéristiques des terrains traversés (perméabilité, porosité, degrés de fissuration ou fracturation, piézométrie) :

- ▶ supérieur à 1 an ;
- ▶ de 1 mois à 1 an ;
- ▶ inférieur à 1 mois.

Cette hiérarchisation brute estimée selon le temps de propagation au toit de la nappe est pondérée en fonction de la qualité, des potentialités et des usages des aquifères (nombre et importance des captages : usage agricole, industriel, agroalimentaire, AEP privé ou public, débits prélevés, nombre de personnes desservies, etc.) et de la distance des points de prélèvements par rapport à l'infrastructure.

Les classes de vulnérabilité suivantes sont ainsi déterminées pour les eaux souterraines à l'aide du Tableau 1 « Critères d'appréciation de la vulnérabilité des eaux souterraines » (Source : note d'information du CEREMA n°1).

Vulnérabilité de la zone d'étude

Le site de projet comporte une nappe aquifère en surface évoluant dans un milieu poreux. Sa vulnérabilité sera donc classée forte (zone rouge).

Figure 23: Critères d'appréciation de la vulnérabilité des eaux souterraines (Source : note d'information du CEREMA n°01)

• **Classe 1 :**

- **terrains à perméabilité très forte à forte comportant des nappes ou réseaux aquifères étendus ;**
- **terrains perméables en relation avec l'un de ces aquifères ;**
- **terrains karstiques (sauf si leur connaissance permet une autre classification).**

- Zones peu ou pas vulnérables correspondant notamment à des secteurs présentant très peu ou pas de risques pour les nappes (en général terrains de classe 3).
- Zones moyennement vulnérables : il s'agit des zones où la propagation d'une pollution est suffisamment lente pour pouvoir être arrêtée (terrains de classe 2) et/ou des zones offrant des ressources limitées peu ou pas exploitées en particulier pour AEP.
- Zones fortement vulnérables correspondant globalement au franchissement des terrains aquifères de classe 1 et aux périmètres de protection éloignés des captages.
- Zones très fortement vulnérables = traversée des périmètres de protection rapprochés des captages publics d'alimentation en eau potable (AEP) ou alimentaire (réglementation spécifique des sources d'eaux minérales). Pour les captages sans source d'approvisionnement alternative, la totalité des périmètres de protection sera prise en compte dans ce niveau de vulnérabilité (Captages Grenelle).

VULNERABILITE DES EAUX SUPERFICIELLES

Critères d'appréciation

La vulnérabilité des eaux superficielles est estimée en fonction du temps de propagation de la pollution vers les usages, du nombre des dits usages et de la présence de milieux naturels remarquables inféodés à l'eau.

Pour faciliter l'application de la méthode, le temps de propagation est transformé en distance en prenant une vitesse de propagation théorique de 1 m/s.

La vulnérabilité des eaux courantes superficielles est ainsi déterminée à partir du tableau suivant « Tableau 2 : Critères d'appréciation de la vulnérabilité des eaux superficielles (Source : note d'information du CEREMA n°1) ».

Vulnérabilité de la zone d'étude

Le site se trouve à moins de 5 km des périmètres de protection des milieux naturels, néanmoins, la zone d'étude se trouve à environ 3,5 km du périmètre de protection rapproché du captage d'eau potable de l'Aubier. . La ressource en eau est donc estimée comme fortement vulnérable.

Figure 24: Critères d'appréciation de la vulnérabilité des eaux superficielles (Source : note d'information du CE-REMA n°01)

			Usages					Zone d'aquaculture, eaux de baignade prise d'eau AEP à moins de 1 km, traversée de périmètre de protection rapproché AEP
			Sans A.E.P.			Avec A.E.P.		
			Nombre d'usages à moins de 5 km					
			0-1	2-3	> 3	> 10 km	1-10 km	
Milieux naturels sensibles liés au milieu aquatique	Absence sur une distance supérieure à 10 km							
	Espaces naturels sensibles, espèces patrimoniales, espaces protégés	5-10 km						
		1-5 km						
	Espaces naturels sensibles, ZNIEFF de type I							
	Espèces patrimoniales, espaces protégés*							

Tableau n°1 : classes de vulnérabilité des eaux de surface

* Les espaces protégés définis comme tels dans le tableau constituent l'ensemble des espaces naturels liés au milieu aquatique protégés de manière réglementaire : zones Natura 2000, Arrêtés de Protection de Biotope, ZICO, Parc National, Réserve Biologique, Réserve Naturelle Nationale et Régionale, Réserve Nationale de Chasse et Faune Sauvage, Réserve de Biosphère, Zone Humide protégée par la convention de Ramsar.

Peu ou pas vulnérables	Moyennement vulnérables	Fortement vulnérables	Zones très fortement vulnérables

Note : la distance de 10 km correspond à un temps de parcours de l'ordre de 3 heures, temps minimum jugé nécessaire pour avertir les services gestionnaires de la ressource en eau.

VULNERABILITE GLOBALE DE LA ZONE D'ETUDE

La synthèse de la vulnérabilité de la zone d'étude des eaux souterraines et superficielles exige de retenir une vulnérabilité forte.

3.1.1.4 Les risques naturels

ARRETES DE CATASTROPHES NATURELLES

La commune de Saint-Pierre-d'Oléron a fait l'objet de 17 arrêtés de catastrophes naturelles, présentés dans le tableau suivant.

Tableau 5: Arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sur la commune de Saint-Pierre-d'Oléron (source : www.georisques.gouv.fr)

Historique des inondations dans la commune : 5

Code NOR	Début le	Sur le journal officiel du
IOME2330890A	08/06/2023	09/12/2023
INTE2023938A	12/08/2020	24/10/2020
IOCE1005933A	27/02/2010	02/03/2010
INTE9900627A	25/12/1999	30/12/1999
INTE9400046A	30/12/1993	10/02/1994
NOR19830111	08/12/1982	13/01/1983

Historique des CATNAT risques côtiers dans ma commune : 2

Code NOR	Début le	Sur le journal officiel du
IOCE1005933A	27/02/2010	02/03/2010
INTE9900627A	25/12/1999	30/12/1999

Historique des CATNAT mouvements de terrain dans ma commune : 2

Code NOR	Début le	Sur le journal officiel du
IOME2229185A	31/03/2021	28/10/2022
IOCE1005933A	27/02/2010	02/03/2010
INTE9900627A	25/12/1999	30/12/1999

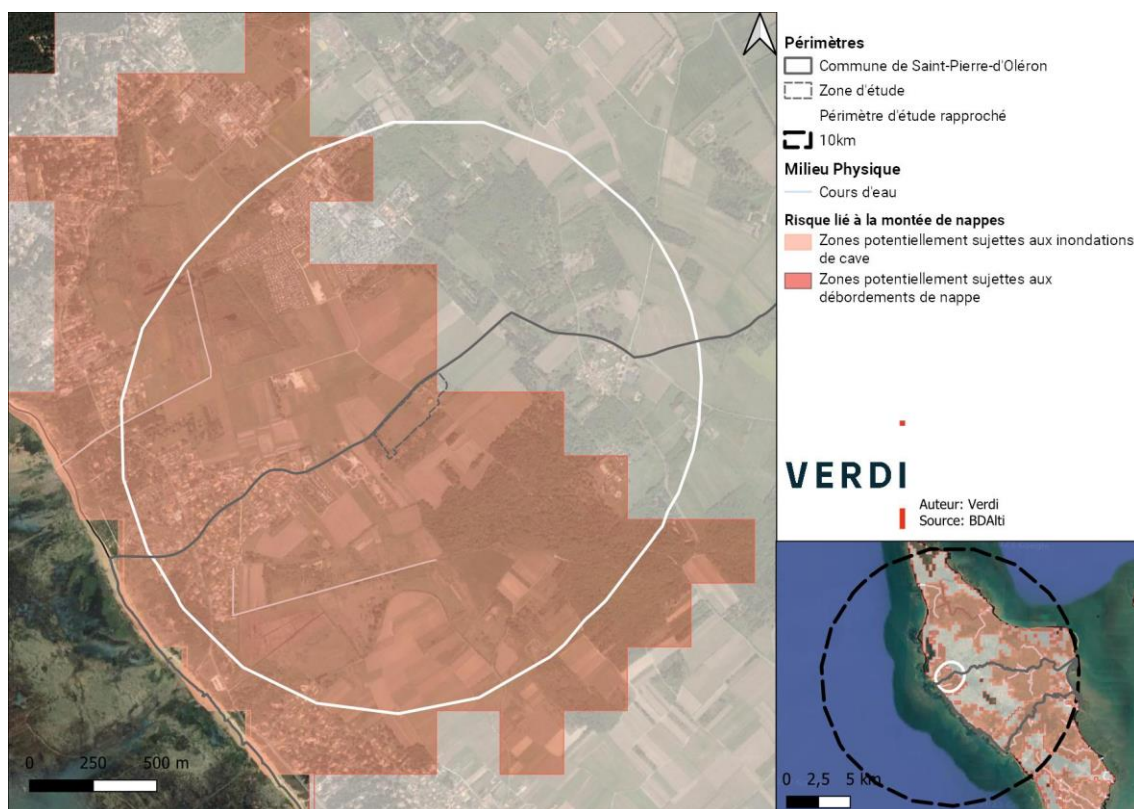
Historique de sécheresses dans la commune : 8

Code NOR	Début le	Sur le journal officiel du
IOME2313528A	30/06/2022	07/09/2023
INTE1926068A	01/10/2018	26/10/2019
INTE1230775A	01/05/2011	02/08/2012
IOCE0804637A	01/07/2005	22/02/2008
IOCE0804637A	01/01/2005	22/02/2008
INTE0400656A	01/07/2003	26/08/2004
INTE9800515A	01/01/1997	13/01/1999
INTE9800231A	01/01/1991	01/07/1998
INTX9110334A	01/06/1989	27/12/1991

LES RISQUES D'INONDATION**RISQUE DE REMONTEE DE NAPPE**

Le périmètre de projet présente une sensibilité particulière à l'aléa de remontée de nappe, surtout au débordement de nappe.

Figure 25: Le risque de remontées de nappes sur la commune de Saint-Pierre-d'Oléron (source : BRGM)



RISQUE PAR SUBMERSION MARINE

La commune de Saint-Pierre-d'Oléron est couverte par un plan de prévention des risques naturels (PPRN) valant pour les risques littoraux, érosion côtière et submersion marine et incendie de forêts.

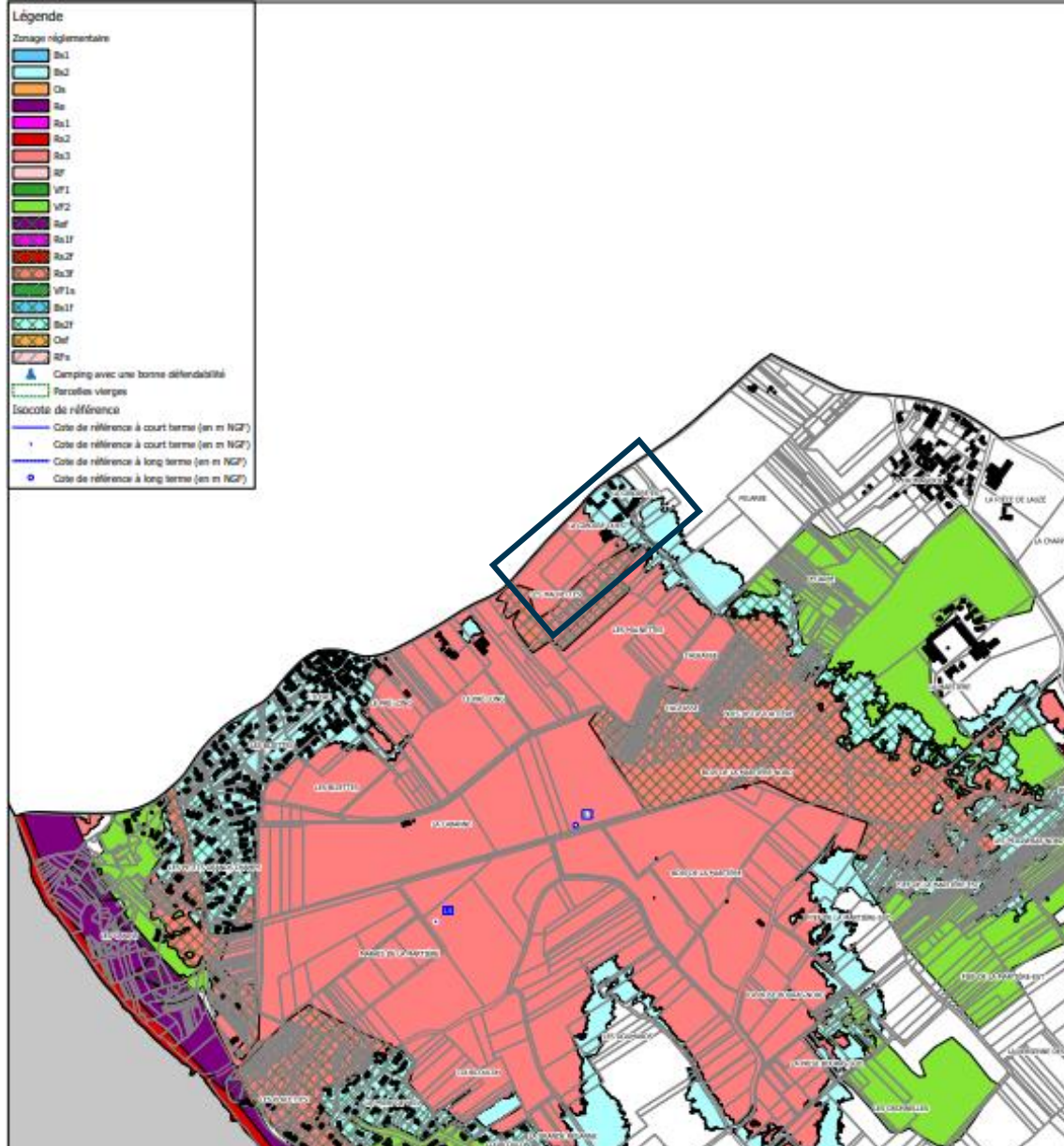
Cela atteste d'un risque d'inondation en lien avec la submersion marine. Le Plan de Prévention définit différents secteurs selon le risque et son intensité. Le périmètre d'étude est concerné par deux niveaux de zonage :

- Zone rouge RS3 : zones soumises aux submersions marines
- Zone bleue BS2 : secteurs non exposés par l'aléa submersion marine à court terme mais définis comme submersibles pour l'aléa long terme (horizon 2100)

Le périmètre d'étude est coupé en deux par ces deux zonages. Sur la partie sud- zone RS3, les nouvelles constructions sont interdites ainsi que les changements de destination vers des bâtiments d'habitation et l'augmentation de la population exposée du fait de l'accueil de public.

Sur la partie nord, la zone BS2, est constructible sous conditions.

Figure 26 : Périmètre du PPRI du bassin de la Charente-Maritime (Source : Département 17)

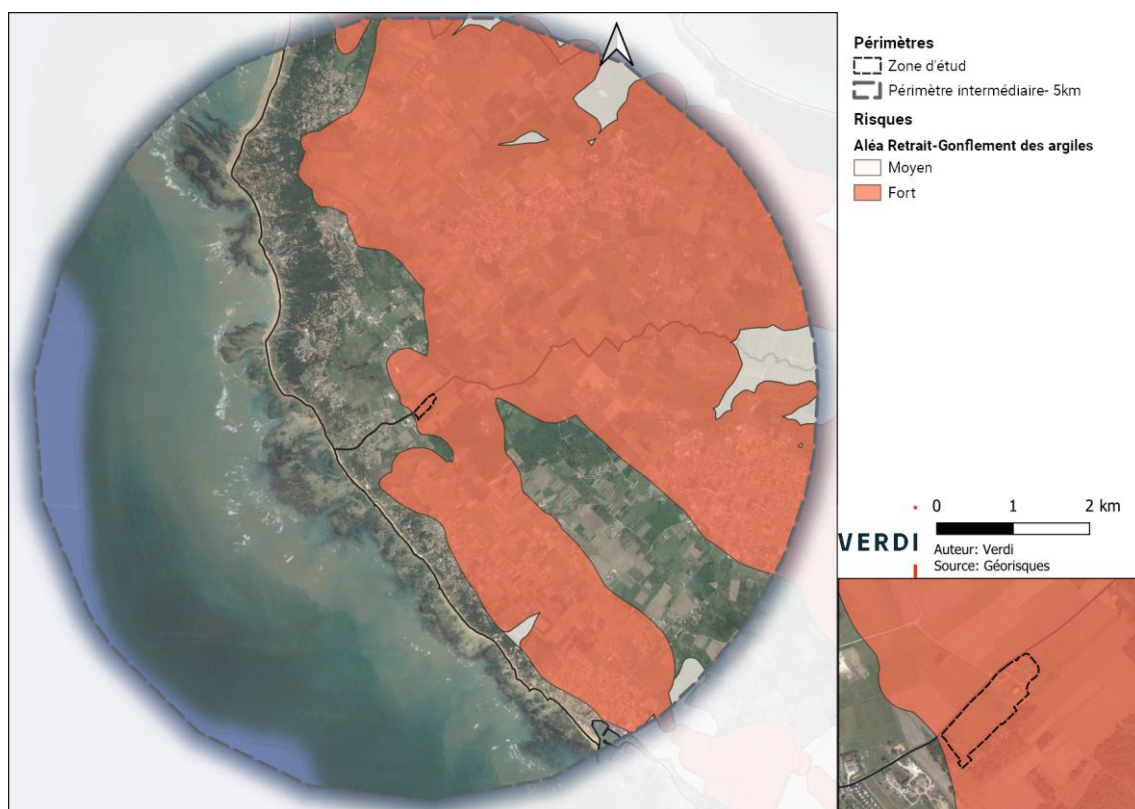


RISQUE DE RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES

Aggravé par le changement climatique, en particulier en périodes de sécheresse, le phénomène de rétraction et de gonflement des sols contenant de l'argile risque d'endommager les bâtiments.

La commune de Saint-Pierre-d'Oléron a subi neuf épisodes de sécheresse durant la dernière trentaine d'années.

Figure 27: Carte d'aléa retrait-gonflement sur Saint-Pierre-d'Oléron (source : Géorisques)



RISQUE SISMIQUE

Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

D'après la réglementation parasismique applicable depuis le 1^{er} mai 2011, l'ensemble de la zone d'étude est concernée par un **risque modéré** (zone de sismicité 3).

RISQUE DE RADON

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium qui sont présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Le radon se concentre principalement dans les lieux confinés (mines, grottes, bâtiments).

Dans la commune de Saint-Pierre-d'Oléron, le risque est de catégorie 1 (faible). Cela représente un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune.

RISQUE DE MOUVEMENT DE TERRAIN

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol. Ces phénomènes sont souvent très destructeurs, car les aménagements humains y sont très sensibles et les dommages aux biens sont considérables et souvent irréversibles.

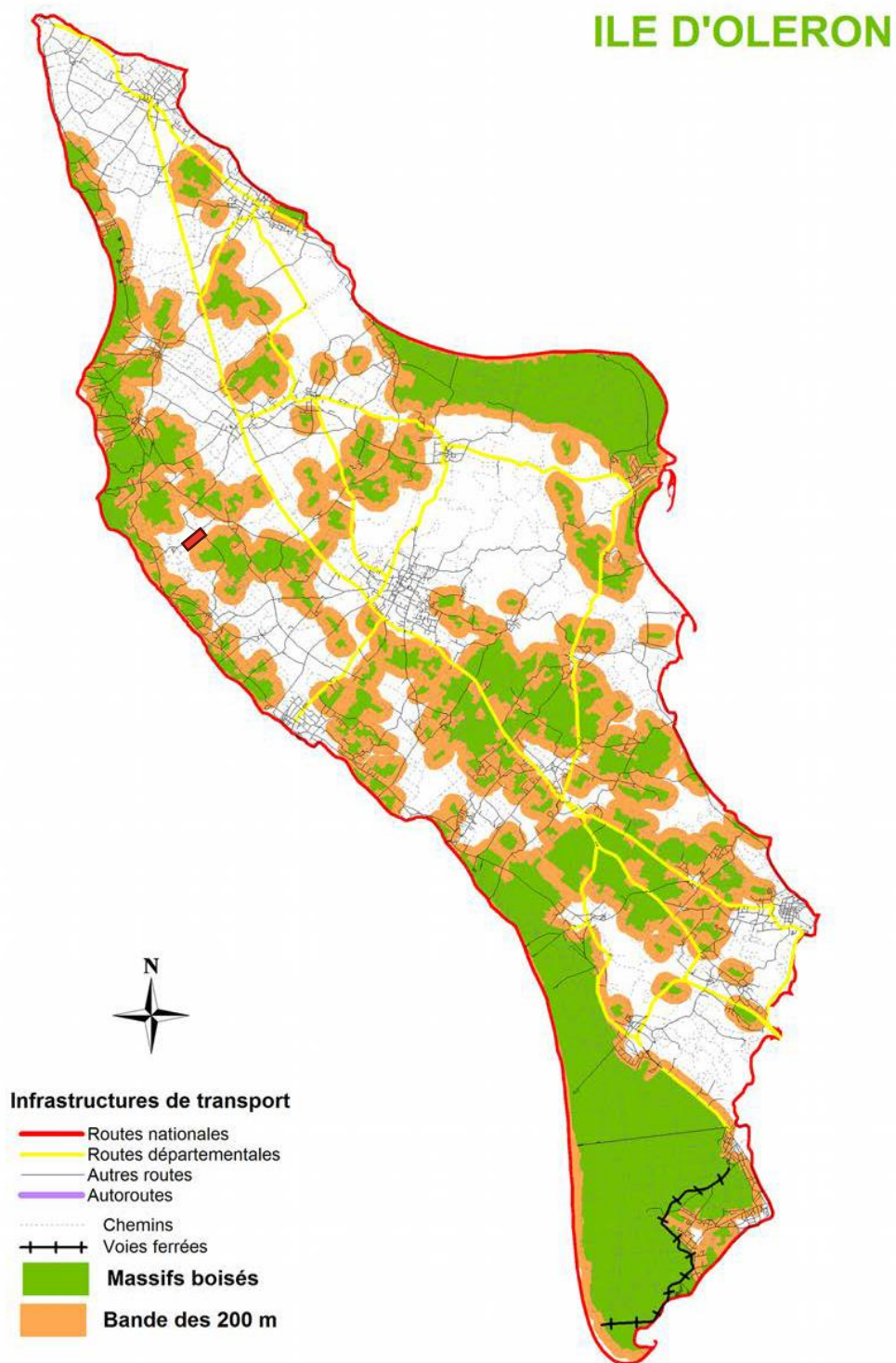
La commune de Saint-Pierre-d'Oléron ne présente pas de risque de mouvement de terrain particulier.

RISQUE FEU DE FORET

En raison de la présence de massifs boisés importants et de la caractéristique du territoire (île), la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de la Charente-Maritime a édicté un PPRIF sur l'intégralité de l'île en prévention du risque feu de forêt. Les massifs de la commune de Saint-Pierre-d'Oléron sont identifiés et classés au titre de ce risque.

Le périmètre de projet n'est pas concerné par le risque mais se trouve à proximité d'un massif boisé identifié. Il est en limite du périmètre d'obligation légale de débroussaillage et n'est pas concerné.

Figure 28: Massif forestier soumis au risque incendie



3.1.1.5 Synthèse du milieu physique

LA CLIMATOLOGIE

La commune est couverte par un climat de type océanique caractérisé par des hivers tempérés et pluvieux et des étés chauds.

LE CONTEXTE GEOLOGIQUE

La géologie est localement assez complexe de par sa diversité. Elle s'articule autour de la proximité de l'Océan et témoigne de la variation du niveau de celui-ci au fil des temps.

Le périmètre du projet se trouve dans une zone à sols planosols. Les planosols sont des sols argileux et sableux caractérisés par un contraste important entre les horizons supérieurs, très perméables, et les horizons profonds, dont la perméabilité est faible. Ces sols sont donc saisonnièrement engorgés d'eau sur les horizons profonds.

La commune de la Saint-Pierre-d'Oléron est une commune côtière, entourée par l'océan au nord et au sud. Cette situation littorale lui confère une topographie particulière avec des formations dunaires sur le front de mer. Ailleurs, la topographie est assez plane, comme c'est le cas du site de projet.

LES RESSOURCES EN EAU

La qualité de la ressource en eau du territoire est globalement bonne. Il existe un périmètre de protection rapproché du captage d'eau potable, concernant le forage de l'Aubier. a

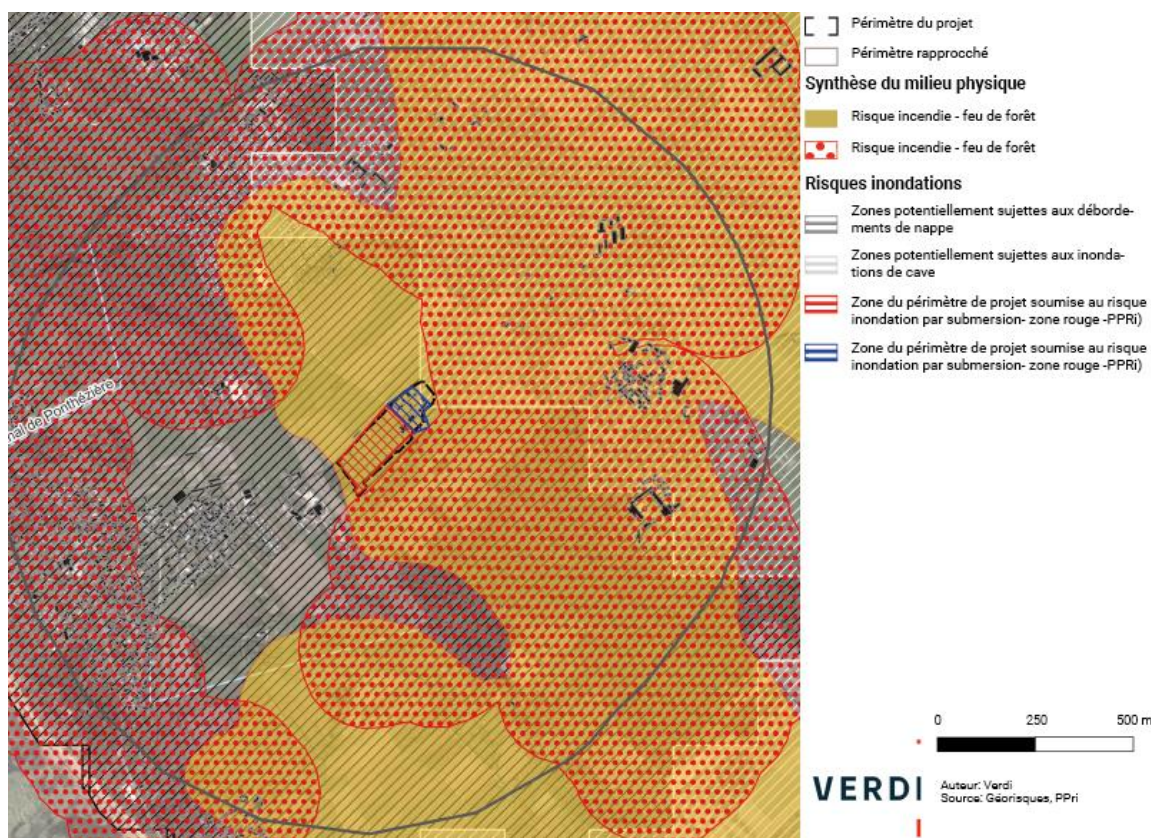
La vulnérabilité de la ressource en eau est forte vis-à-vis des potentielles pollution du fait de la présence de sites protégés de de leur caractère hydrologique et de la proximité avec un forage d'eau potable (malgré le fait qu'il soit hors service).

LES RISQUES NATURELS

Le projet est concerné par différents risques :

- ▶ Le risque d'inondation par débordement de nappes
- ▶ Le risque d'inondation par submersion marine (zone rouge et zone bleue)
- ▶ Le risque de retrait-gonflement des argiles
- ▶ Le risque de feu de forêt.

Figure 29: Carte de synthèse du milieu physique



3.1.2 MILIEU NATUREL

3.1.2.1 Les périmètres de protection des espaces naturels

LES PROTECTIONS REGLEMENTAIRES

ARRETE DE PROTECTION DE BIOTOPE

L'arrêté de protection de biotope a pour vocation la conservation de l'habitat d'espèces protégées. C'est un outil de protection réglementaire de niveau départemental, dont la mise en œuvre est relativement souple. Il fait partie des espaces protégés relevant prioritairement de la Stratégie de Création d'Aires Protégées mise en place actuellement, et se classe en catégorie IV de l'UICN1 en tant qu'aire de gestion.

En effet, la plupart des arrêtés de protection de biotope font l'objet d'un suivi soit directement à travers un comité placé sous l'autorité du préfet, soit indirectement dans le cadre de dispositifs tels que Natura 2000 et par appropriation par les acteurs locaux.

Il y a un périmètre d'arrêté de protection de biotope : « Marais De La Maratte ». Il se trouve à plus de 5 km de la ZIP.

RESERVE NATURELLE NATIONALE OU REGIONALE

Les réserves naturelles sont des aires protégées dont le classement a pour but de soustraire le milieu aux impacts directs d'activités humaines susceptibles de dégrader le milieu ou de porter

atteinte aux espèces. Elles ont trois missions principales qui sont : protéger, gérer et sensibiliser. Une réglementation spécifique au territoire est décrite dans l'arrêté de classement.

Il en existe deux types :

- ▶ Les réserves naturelles nationales (RNN) classées par décision du Ministre chargé de l'écologie et du développement durable ;
- ▶ Les réserves naturelles régionales (RNR), qui remplacent depuis la loi « démocratie de proximité » de 2002, les réserves naturelles volontaires sont classées par décision en Conseil régional pour une durée définie.

Aucune réserve naturelle n'est présente dans un rayon de 5 km du site. La première réserve se trouve à 10 km à l'est de la ZIP : la réserve naturelle nationale « Moëze-Oléron »

LES ESPACES BOISES CLASSES DES DOCUMENTS D'URBANISME

D'après l'article L.113-1 du code de l'urbanisme : « Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements. »

Un EBC interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol et régleme les coupes et abattages d'arbres.

Le périmètre d'étude immédiat n'est pas concerné par des Espaces Boisés classés



Figure 30: Espaces boisés classés au titre du PLU de Saint-Pierre d'Oléron

PROTECTION LEGISLATIVE DIRECTE

LES ESPACES SOUMIS A LA LOI LITTORAL

Les dispositions de la loi littoral sont susceptibles de s'appliquer dans trois catégories de communes :

- ▶ Les communes riveraines des mers et océans, des étangs salés et des plans d'eau intérieurs d'une superficie supérieure à 1 000 hectares;
- ▶ Les communes riveraines des estuaires et des deltas lorsqu'elles sont situées en aval de la salure des eaux et participent aux équilibres économiques et écologiques littoraux. La liste des communes concernées a été fixée par le décret n° 2004-311 du 29 mars 2004 et codifiée à l'article R.321-1 du code de l'environnement. Ce décret a également déterminé la liste des rives des estuaires les plus importants où s'appliquent les règles d'extension limitée de l'urbanisation et d'inconstructibilité de la bande littorale des 100 mètres (voir rubrique "effets juridiques"). Il s'agit des estuaires de la Seine, de la Loire et de la Gironde.
- ▶ Les communes proches des précédentes qui participent aux équilibres économiques et écologiques littoraux, lorsqu'elles en font la demande auprès de représentant de l'État dans le département. La liste de ces communes est fixée par décret en Conseil d'État après avis du conservatoire du littoral. Aucun décret n'a encore été pris à ce titre.

OBJECTIFS

- ▶ L'orientation et la limitation de l'urbanisation dans les zones littorales.
- ▶ La protection des espaces remarquables, caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral et la préservation des milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques.
- ▶ La protection des espaces boisés les plus significatifs.
- ▶ La gestion de l'implantation des nouvelles routes et des terrains de camping et de caravanage.
- ▶ L'affectation prioritaire du littoral au public.

La commune de Saint-Pierre d'Oléron est encadrée par les dispositions de la loi littoral.

LES PROTECTIONS CONTRACTUELLES :

LES SITES NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 rassemble des sites naturels ou semi-naturels de l'Union européenne ayant une grande valeur patrimoniale, par la faune et la flore exceptionnelle qu'ils contiennent. La constitution de ce réseau a pour objectif de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales, dans une logique de développement durable.

Ce réseau s'appuie sur deux directives :

- ▶ **La Directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages (dite « directive Oiseaux »)**, qui concerne la conservation et le maintien des populations des espèces d'oiseaux listées au sein d'une annexe, et la protection des biotopes utilisés par ces espèces. Elle prévoit pour cela la création de Zones de Protection Spéciale (ZPS), issues de l'inventaire des Zones d'Importance communautaire pour la Conservation des Oiseaux sauvages (ZICO).
- ▶ **La Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (dite « directive Habitat »)**, qui vise la préservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvage et complète ainsi la directive Oiseaux. A l'instar de cette dernière, la directive Habitats demande aux

États membres de l'Union européenne de prendre les mesures permettant d'assurer le maintien des populations des espèces végétales et animales sauvages, ainsi que quelques biotopes particulièrement menacés, listés au sein d'annexes. Elle prévoit pour cela la création de Zone Spéciale de Conservation (ZSC).

Le périmètre d'implantation potentiel du projet se trouve à moins de 10 km de 4 sites Natura 2000 et à 1,1km des sites suivants :

- FR5400433 - Dunes et forêts littorales de l'île d'Oléron
- FR5400469 - Pertuis Charentais

La proximité de ces sites Natura 2000 avec le site du projet favorise les échanges et des espèces répertoriées.

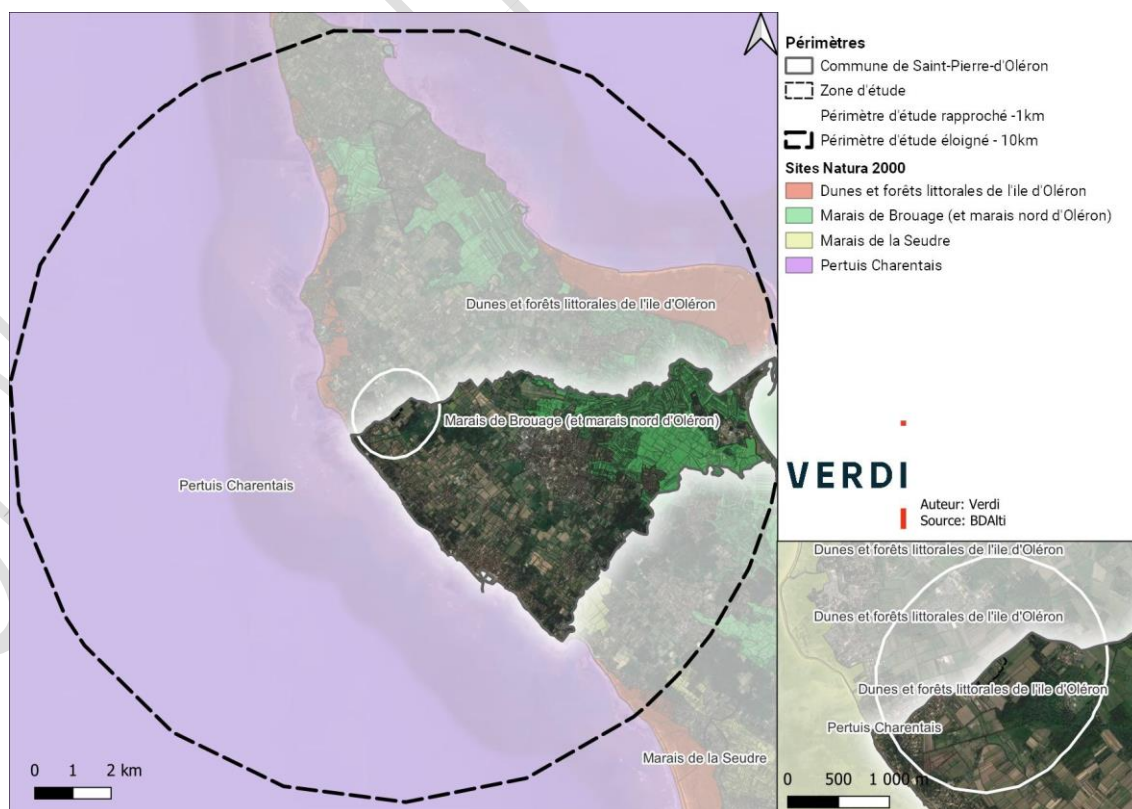
Tableau 6 Caractéristiques des sites Natura 2000 les plus proches de la zone d'étude

Nom	Code National	Descriptif	Distance avec le site d'étude	Superficie totale (ha)
Pertuis charentais (ZSC)	FR5400469	<p>Site marin prenant en compte une partie du plateau continental et des eaux néritiques littorales, limité au large par l'isobathe -50 m s'étendant au large des côtes de Vendée et de Charente-Maritime.</p> <p>Parmi les éléments remarquables en termes de fonctionnement de l'écosystème des Pertuis, l'influence du panache de la Gironde, des quatre estuaires (Lay, Sèvre niortaise, Charente et Seudre) et la présence récurrente de zones de forte concentration phytoplanctonique font de ce site une zone remarquable par la qualité du milieu marin et sa forte productivité biologique.</p>	1,1km à l'ouest	456 027ha
Dunes et forêts littorales de l'île d'Oléron (ZSC)	FR5400433	<p>Un des sites régionaux (et nationaux) les plus riches et les plus représentatifs de la forêt littorale arrière-dunaire à Pin maritime et Chêne vert (PINO PINASTRI-QUERCETUM ILICIS), phytocénose endémique des grands complexes de dunes calcarières en contexte thermo-atlantique (de l'estuaire de la Gironde au sud au littoral vendéen vers le nord).</p> <p>Remarquables séquences dunaires complètes depuis le haut de plage jusqu'à la forêt, atteignant en forêt de St Trojan plus de 500 mètres de développement, avec d'importantes populations de la phanérogame endémique Omphalodes littoralis.</p> <p>La présence de nombreuses dépressions arrière-dunaires ("lèdes") en forêt de St Trojan avec des bas-marais alcalins bien conservés (stations de Liparis loeselii et</p>	1,1 km à l'ouest	2 904 ha

Spiranthes aestivalis) ajoute à l'originalité de l'ensemble.

Marais de brouage (et marais nord d'Oléron)	FR5400431	Vaste complexe de marais arrière-littoraux centre-atlantiques associant des prairies semi-naturelles sur des sols plus ou moins hydromorphes et halomorphes, des prés salés, des vasières tidales, des marais salants abandonnés. En lisière orientale, présence d'éléments ponctuels mais d'une très forte valeur biologique : aulnaie-frênaie (colonie d'ardéidés), tourbière alcaline, moliniaies.	3 km	26 095 ha
Marais de la Seudre	FR5400432	Complexe de milieux estuariens associant un fleuve soumis aux marées, des vasières tidales, d'anciens marais salants partiellement reconvertis pour l'aquaculture, un dense réseau de chenaux et d'étiers saumâtres et des prairies sub-halophiles, d'hydromorphie variable, pâturées ou fauchées. Sur l'île d'Oléron les 2 exclaves du Marais d'Avail et du Marais de la Perroche possèdent des habitats peu différents : prairies hygrophiles planes, localement marécageuses à forte tendance dulcicole (nappe phréatique).	7 km	13 983 ha

Figure 31: Cartographie des sites N2000 présents au plus proche de l'emprise du projet (source : INPN.MNHM.fr)



PARC NATUREL MARIN

Les parcs naturels marins ont pour but, à l'instar des parcs naturels régionaux, de concilier la protection et le développement durable de vastes espaces maritimes dont le patrimoine naturel est remarquable.

L'île d'Oléron est entourée par un parc naturel marin « Estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis ». la ZIP se trouve à 1,2 km du parc.

LES PROTECTIONS PAR LA MAITRISE FONCIERE

TERRAIN ACQUIS PAR LE CONSERVATOIRE DU LITTORAL

L'acquisition d'une parcelle par le conservatoire des espaces naturels est une protection d'un espace naturel par maîtrise foncière. Les terrains affectés ou acquis au rythme des cessions par des propriétaires entrent dans le domaine public et deviennent inaliénables. Cette approche de protection est privilégiée dans les zones soumises à de fortes dynamiques de consommation de l'espace ou, à l'inverse, marquées par l'abandon de pratiques agricoles et pastorales favorables à la biodiversité. La gestion des sites est assurée directement par le propriétaire ou déléguée le cas échéant par contrat aux acteurs locaux, en premier lieu des collectivités territoriales et des associations. En plus des interventions de conservation et de réhabilitation écologique, les gestionnaires peuvent réaliser des opérations d'aménagement afin d'assurer l'accueil du public. Ces outils peuvent correspondre aux catégories IV, V et VI de la classification des aires protégées établie par l'UICN.

TERRAIN ACQUIS (OU ASSIMILE) PAR UN CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS

Les 29 Conservatoires d'espaces naturels contribuent à mieux connaître, préserver, gérer et valoriser le patrimoine naturel et paysager notamment par la maîtrise foncière.

Les Conservatoires interviennent aussi par la maîtrise d'usage au moyen de conventions de gestion principalement.

Les Conservatoires s'appuient également sur la protection réglementaire : 35% de leurs sites d'intervention bénéficient d'un statut de protection (Parc National, Réserves naturelles nationale et régionale, Espace Naturel Sensible, Arrêté préfectoraux de protection de biotope).

Un ensemble de parcelles, situées majoritairement au nord et à l'est de l'île, sont acquis par le conservatoire d'espaces naturels et par le conservatoire du littoral. Ces espaces se trouvent au-delà de 3 km du site, dans le périmètre intermédiaire d'étude.

ESPACES NATURELS SENSIBLES

Les départements ont un rôle spécifique en matière de biodiversité via leur compétence en matière d'espaces naturels sensibles. Ils doivent remplir deux objectifs :

- Préserver la qualité de sites, des paysages, des milieux naturels et des champs d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels
- Aménager et rendre accessibles les sites au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel.

La politique des ENS est mise en œuvre sur le territoire par l'intermédiaire de 3 outils :

- L'outil juridique : le droit de préemption
- L'outil contractuel : les conventions de gestion

- L'outil financier : la part départementale de la taxe d'aménagement à destination des ENS (TAENS - ex TDENS)

Une part de l'Espace Naturel Sensible « Marais d'Arceau et de la Perrotine » se trouve au sein du périmètre d'étude intermédiaire.

« Le site est le plus vaste complexe d'anciens marais salants de l'Île d'Oléron, composé d'un ensemble de dépressions ou « jas » et de bosses typiques des marais du centre-atlantique. Ces anciens marais salants sont aujourd'hui utilisés pour l'ostréiculture ou comme zone de pâturage pour l'élevage bovin ou équin. Plusieurs canaux permettent l'échange des masses d'eau entre le marais et l'océan.

Ces paysages peuvent paraître très homogènes au premier regard mais sont, en réalité, composés d'une mosaïque d'habitats riches et variés : lagunes, fossés et bosses. Aux lisières du site, plusieurs milieux se succèdent : roselières, dunes, zones urbanisées.

L'île d'Oléron est reconnue pour être au cœur des zones migratoires de la façade atlantique. Les anciennes salines offrent une véritable zone d'alimentation, de repos et de reproduction pour de nombreuses espèces » -office du tourisme de l'île d'Oléron et du bassin de Marennes.

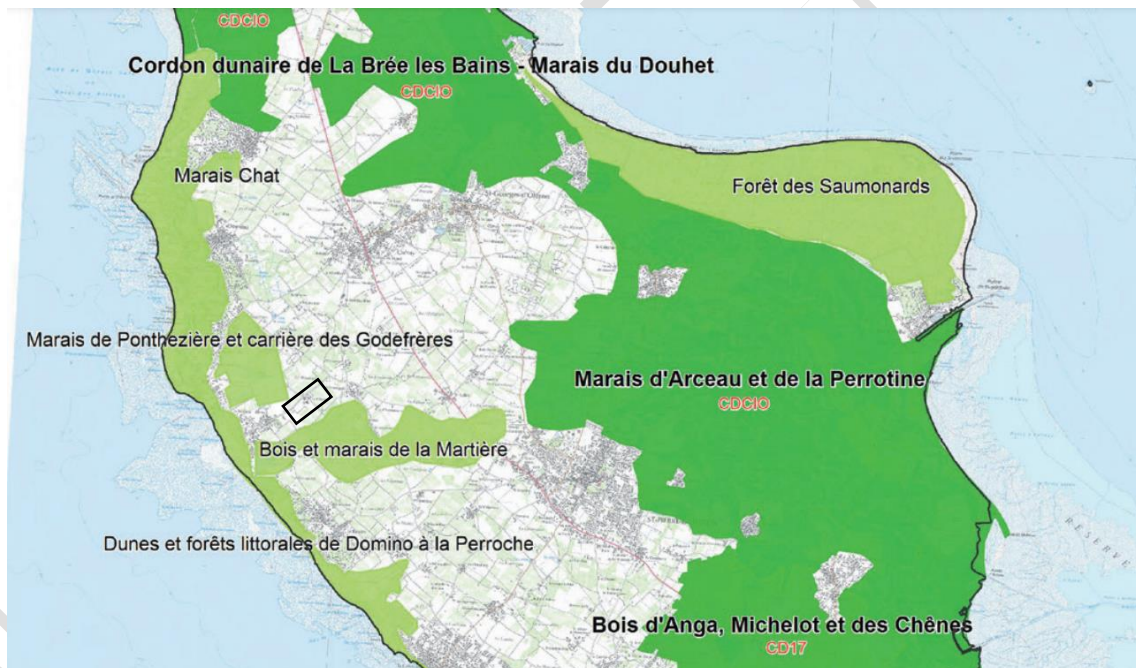


Figure 32: Espaces naturels sensibles actifs (vert foncé) et candidats (vert clair) à proximité de la zone d'étude (Source : Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles de la Charente-Maritime 2018-2029)

LES PROTECTIONS AU TITRE DES CONVENTIONS OU ENGAGEMENTS EUROPEENS OU INTERNATIONAUX

ZONE MARINE PROTEGEE DE LA CONVENTION OSPAR (ATLANTIQUE NORD-EST)

Les zones OSPAR sont une catégorie d'aire marine protégée (AMP) issue de la Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du nord-est, dite convention OSPAR (Oslo-Paris) de 1998. Au sein d'OSPAR, les AMP sont perçues comme des zones pour lesquelles des mesures de protection, de conservation, de restauration ou de précaution ont été instaurées afin d'assurer la protection et la conservation des espèces, des habitats, des écosystèmes ou des processus écologiques

de l'environnement marin. Les zones OSPAR doivent à terme constituer un réseau écologiquement cohérent d'AMP.

Une zone marine protégée par la convention OSPAR se trouve à 1,2 km de la ZIP. Elle correspond à la Zone « FR7600008- Pertuis Charentais ».

3.1.2.2 Les Périmètres d'inventaire des milieux naturels (5km)

Contrairement aux zonages précédents, les zonages d'inventaires du patrimoine naturel, élaborés à titre d'avertissement pour les aménageurs, n'ont pas de valeur d'opposabilité. Ils correspondent notamment aux Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO), aux Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF de type II, grands ensembles écologiquement cohérents et ZNIEFF de type I, secteurs de plus faible surface au patrimoine naturel remarquable) ou encore aux zones humides identifiées à l'échelle départementale ou régionale.

ZONE D'INTERET ECOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF)

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) a été lancé à l'initiative du Ministère chargé de l'environnement en 1982, avec l'appui du Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris (MNHN). Il a pour objectif de recenser, localiser et décrire les zones importantes présentant un intérêt écologique, faunistique et floristique particulier pour le patrimoine naturel national, régional ou local.

Les modalités ont été précisées par la circulaire n°91-71 du 14 mai 1991 relative aux zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique. Il constitue un outil fondamental de connaissance de l'état des milieux naturels et une première information sur leur éventuel caractère remarquable. En revanche, il ne confère aucune protection aux sites répertoriés.

Deux types de territoire peuvent être identifiés dans l'inventaire :

■ ZNIEFF DE TYPE I

Les ZNIEFF de type I, de superficie réduite, sont des espaces homogènes d'un point de vue écologique et abritent au moins une espèce et/ou un habitat rares ou menacés, d'intérêt aussi bien local que régional, national ou communautaire ; ou ce sont des espaces d'un grand intérêt fonctionnel pour le fonctionnement écologique local.

■ ZNIEFF DE TYPE II

Les ZNIEFF de type II sont de grands ensembles naturels riches, ou peu modifiés, qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure des ZNIEFF type I et possèdent un rôle fonctionnel ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère.

Le périmètre de projet se trouve à moins de 5 km de 5 ZNIEFF de type I

- ▶ 540006840- Les sables Boisseau
- ▶ 540006843- Carrières de sables vigniers

- ▶ 540003330- Les Salines
- ▶ 540003333- Marais du Douhet
- ▶ 540006842- Dunes des Seuliers

Il se trouve à moins de 5 km d'un site ZNIEFF de type II « Marais et vasières de Brouage-Seudre-Oleron »

Tableau 7: Caractéristiques des ZNIEFF les plus proches de la zone d'étude (source : INPN)

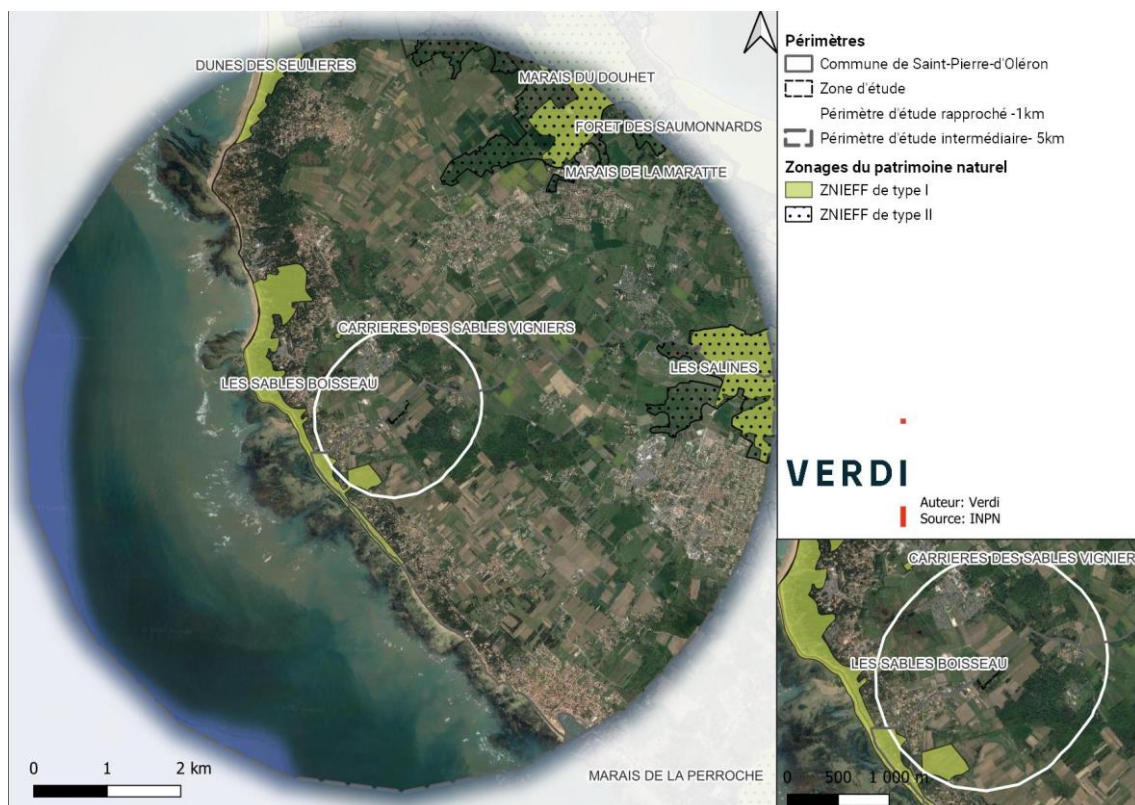
Nom	Code national	Descriptif	Distance avec le site d'étude	Superficie totale
ZNIEFF de type 1				
Les sables Boisseau	540006840	<p>Important cordon dunaire centre-atlantique à séquence bionomique encore complète - de la dune embryonnaire à la forêt littorale de Pin maritime et Chêne vert - surtout dans la partie nord à topographie particulièrement rigoureuse. Vers le sud, petit marais arrière-dunaire avec phragmitaie étendue et prairies hygrophiles sub-saumâtres.</p> <p>INTERET BOTANIQUE :</p> <p>+ sur le plan floristique : riche cortège de dune calcaire thermo-atlantique avec de nombreuses espèces rares et/ou protégées : Linaire des sables (<i>Linaria arenaria</i>), Asperge prostrée (<i>Asparagus prostratus</i>), Osyris blanchâtre (<i>Osyris alba</i>) etc. Également (Marais de la Martière) prairies hygrophiles à Orchis des marais (<i>Orchis palustris</i>) et Laiteron maritime (<i>Sonchus maritimus</i>).</p> <p>+ sur le plan phytocénotique : développement important des phytocénoses caractéristiques des systèmes dunaires thermoatlantiques : artemisio lloydii-ephedretum distachyae, pino pinastri-quercetum ilicis etc.</p> <p>La partie dunaire sud du site est très dégradée par l'érosion et le piétinement dus à la sur fréquentation estivale. La partie nord (ONF) est dans un état satisfaisant.</p>	600m au SO	129,24 ha
Carrières de sables vigneriers	540006843	<p>Pelouses calcicoles xérophiles, riches en espèces annuelles, se développant au niveau d'affleurements rocheux sur le site d'anciennes carrières.</p> <p>INTERET BOTANIQUE :</p> <p>Très élevé sur le plan floristique avec la présence de 10 espèces rares ou menacées, la plupart originaires du bassin méditerranéen, dont 2 en aire disjointe : Chenillette muriquée (<i>Scorpiurus muricatus</i>), Coronille scorpioïde (<i>Coronilla scorpioides</i>), Trigonelle de Montpellier (<i>Trigonella monspeliaca</i>) etc.</p> <p>Site ayant subi de très fortes dégradations depuis sa description - cultures, dépôt d'ordures, rudéralisation - et dont la surface "utile" se réduit aujourd'hui à 25 ares environ. La présence d'un nombre important d'espèces patrimoniales justifie toutefois son maintien pour quelque temps encore dans le réseau régional des ZNIEFF.</p>	1,2 km au Nord	0,62 ha

Les Salines	540003330	<p>La zone se compose dans sa majeure partie d'anciens marais salants, alimentés en eau salée par des chenaux reliés à la mer, dont les parties hautes sont généralement pâturées ; les secteurs les plus littoraux sont exploités pour l'élevage et l'affinage des huîtres. Quelques zones sableuses plus hautes permettent le développement de boisements thermophiles et l'existence d'espèces animales méridionales.</p> <p>Les marais des Salines présentent un intérêt faunistique considérable aussi bien au plan ornithologique, mammalogique qu'herpétologique. Dans son ensemble, le site accueille 70% des espèces d'amphibiens et de reptiles présents sur l'île d'Oléron.</p> <p>Les principales menaces pesant sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la progression du boisement; - l'urbanisme; - un projet de piste cyclable; - l'extension de l'ostréiculture; 	4,2 km à l'Est	97,04 ha
Marais du Douhet	540003333	<p>Anciens marais salants composés de vastes bassins séparés par des bosses végétalisées. Des prairies pâturées jouxtent la zone. Les bassins sont soit abandonnés, soit utilisés par des exploitations piscicoles.</p> <p>Zone importante pour la reproduction de nombreuses espèces de larolimicoles patrimoniaux : Echasse blanche, Avocette élégante, Vanneau huppé et Chevalier gambette (en 1984) etc.</p> <p>Zone d'alimentation et de halte migratoire pour de très nombreuses espèces dont des rapaces diurnes et nocturnes - busards, Milan noir, Hibou des marais -, des échassiers - Aigrette garzette -, des limicoles - chevaliers et bécasseaux. La zone héberge par ailleurs une belle population nicheuse de Gorgebleue.</p> <p>INTERET MAMMALOGIQUE : Présence de la Loutre d'Europe.</p> <p>INTERET BATRACHOLOGIQUE : Présence de la Rainette méridionale.</p> <p>INTERET BOTANIQUE : Présence d'une station de Sérapias à petites fleurs (Serapias parviflora), Orchidée méditerranéenne en aire disjointe sur le littoral atlantique (station non contrôlée depuis 1984).</p>	3,7km au NE	241,89 ha
Dunes des Seuliers	540006842	<p>Ensemble de dunes calcaires centre-atlantiques et un bois à Pin maritime et Chêne vert.</p> <p>INTERET BOTANIQUE : Au niveau des dunes, riche cortège de végétation dunaire thermo-atlantique avec plusieurs espèces rares : Linaire des sables (Linaria arenaria), Cynoglosse des dunes (Omphalodes littoralis), Asperge prostrée (Asparagus prostratus); au niveau du bois de l'Acheneau, dépressions à Saule des sables (Salix arenaria), lièvre à Asperge maritime (Asparagus maritimus) etc.</p> <p>Site fortement dégradé depuis sa description par la réalisation d'un important programme immobilier aux Huttes (exclu de la ZNIEFF). Fortes menaces</p>	4,2 km au Nord	97 ha

		sur la partie non domaniale des dunes : camping-caravaning sur parcelles privées, piétinement, rudéralisation, introduction d'espèces non indigènes etc.		
ZNIEFF de type 2				
Marais et vasières de Brouage-Seudre-Oléron	720008217	<p>Vaste complexe de milieux estuariens et de marais arrière-littoraux centre-atlantiques associant des prairies semi-naturelles sur des sols plus ou moins hydromorphes et halomorphes, des prés salés, des vasières tidales, des marais salants abandonnés ou partiellement reconvertis pour l'aquaculture, un fleuve soumis aux marées et un dense réseau de chenaux et d'étiers saumâtres. Sur l'île d'Oléron, l'exclave du Marais d'Avail possède des habitats légèrement différents : prairies hygrophiles planes, localement marécageuses à forte tendance dulcicole (nappe phréatique).</p> <p>L'important réseau de fossés séparant les prairies du Marais de Brouage constitue un habitat essentiel pour deux espèces menacées en Europe : la Loutre et la Cistude.</p> <p>La présence de nombreux bassins salicoles abandonnés depuis des périodes plus ou moins anciennes et diversement recolonisés par la végétation naturelle en fonction de l'hydromorphie constitue par ailleurs un facteur de diversité biologique et d'originalité paysagère essentiel.</p> <p>Très grande importance pour l'avifaune aquatique et littorale</p>	2,2 km à l'Ouest	42229 ha

La distance du site avec les sites ZNIEFF et la différence dans leurs caractéristiques (ZNIEFF tournant autour de l'eau et des marais, alors que le site est partiellement urbanisé et agricole), rend les interactions limitées et la possibilité d'y trouver des espèces correspondantes peu probable.

Figure 33: Cartographie des ZNIEFF présentes à moins de 5km de la zone d'étude (source : INPN)



ZICO

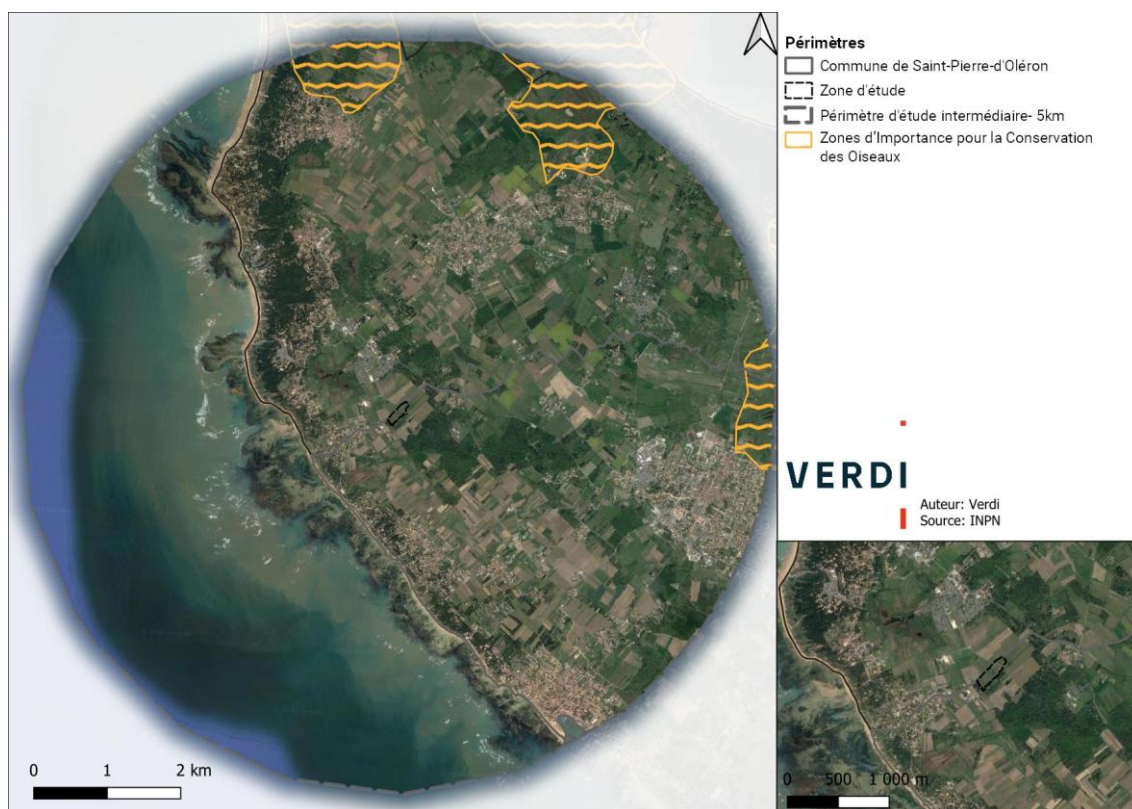
Les Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) sont des zones d'intérêt majeur qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou européenne. Les ZICO sont l'outil de référence de la France pour la mise en œuvre de ses engagements internationaux (Directive Oiseaux) en matière de désignation en ZPS. Comme les ZNIEFF, elles constituent une information privilégiée sur les milieux naturels possédant une grande richesse écologique et avifaunistique. Cet inventaire n'entraîne pas de protection réglementaire.

Une ZICO se trouve dans le périmètre intermédiaire du projet

Nom	Code national	Descriptif	Distance avec le site d'étude	Superficie totale
Marais de Brouage Oléron	FR5410028	Cette ZPS comprend un vaste complexe de marais arrière-littoraux centre-atlantiques associant des prairies naturelles sur des sols plus ou moins hydromorphes et halomorphes, des prés salés, des vasières tidales et des marais salants abandonnés. La lisière orientale du site se caractérise par la présence d'éléments ponctuels mais d'une très forte valeur biologique : aulnaie frénaye (abritant une colonie d'ardéidés), tourbière alcaline, moliniaies. L'important réseau de fossés séparant les prairies constitue un habitat essentiel pour l'alimentation et l'installation de nombreuses espèces patrimoniales	4 Km AU Nord et à l'Est	26 080 ha

		<p>d'oiseaux. La présence de nombreux bassins salicoles abandonnés depuis des périodes plus ou moins anciennes et diversement recolonisés par la végétation naturelle en fonction de l'hydromorphie constitue par ailleurs un facteur de diversité biologique et d'originalité paysagère essentiel. Les milieux tidaux sont soumis à diverses activités humaines généralement compatibles avec le maintien des milieux lorsqu'elles se pratiquent de façon extensive. Sur le continent, dans le secteur compris entre Brouage, Saint-Froult et Beaugéay, l'évolution des pratiques agricoles a fait disparaître d'importantes surfaces de prairies naturelles autrefois vouées au pâturage extensif au profit de cultures céréalières intensives après drainage et a entraîné le plus souvent un remodelage de la topographie originelle. Cette dynamique négative, provisoirement bloquée par les mesures d'accompagnement de la PAC, constitue la menace principale pesant sur le site à moyen terme. La dégradation de la qualité des eaux de l'important réseau de fossés séparant les parcelles (eutrophisation due à une surcharge de nutriments d'origine agricole notamment, développement de "pestes" végétales comme <i>Azolla filiculoides</i> et <i>Ludwigia peploides</i> ou animales comme le Ragondin) et l'artificialisation globale du régime hydraulique (bas niveaux en hiver et au printemps/hauts niveaux en été) représentent également des altérations significatives d'un des habitats : les eaux eutrophes.</p> <p>L'intérêt ornithologique de la ZPS Marais de Brouage- Île d'Oléron est indéniable tout au long de l'année. Ce ne sont pas moins de 26 espèces de l'annexe I de la Directive oiseaux qui ont été inventoriées, 31 espèces menacées au niveau national et 23 menacées dans la région du Poitou-Charentes. Les effectifs de 22 espèces atteignent ou dépassent les seuils numériques déterminant l'importance internationale du site. Compte-tenu des effectifs des espèces hivernantes et en migration qui stationnent dans ce périmètre, le site présente une importance internationale pour les oiseaux d'eau. Ce sont par exemple plus de 70 000 oiseaux d'eau qui sont dénombrés sur la réserve de Moëze chaque hiver</p>		
--	--	---	--	--

Figure 34: Localisation de la ZICO dans le périmètre intermédiaire de la ZIP



PARC NATUREL REGIONAL

Il existe aujourd'hui 56 Parcs Naturels Régionaux (PNR) en France, soit près de 20 % du territoire français, ce qui représente plus de 4700 communes, sur 15 Régions, et plus de 4,4 millions d'habitants.

Les PNR sont créés pour protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités. Peut être classé "PNR" un territoire à dominante rurale dont les paysages, les milieux naturels et le patrimoine culturel sont de grande qualité, mais dont l'équilibre est fragile.

Un PNR s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel.

Le site de projet n'est pas inclus dans un parc naturel régional.

3.1.2.3 Les fonctionnalités écologiques

CONTEXTE : LE SRADDET

L'ensemble des zonages techniques et réglementaires n'ont de sens que s'il existe des axes de communication entre chaque région d'intérêt patrimonial permettant des échanges et évitant l'isolement des populations animales et végétales. Face au déclin de la biodiversité, la France s'est engagée en 2004 à lancer la Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SNB), qui a notamment permis d'identifier les principales causes de perte de biodiversité, en particulier la fragmentation des habitats naturels. La Trame verte et bleue (TVB) est l'une des mesures issues de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite « Grenelle 2 »). Son objectif

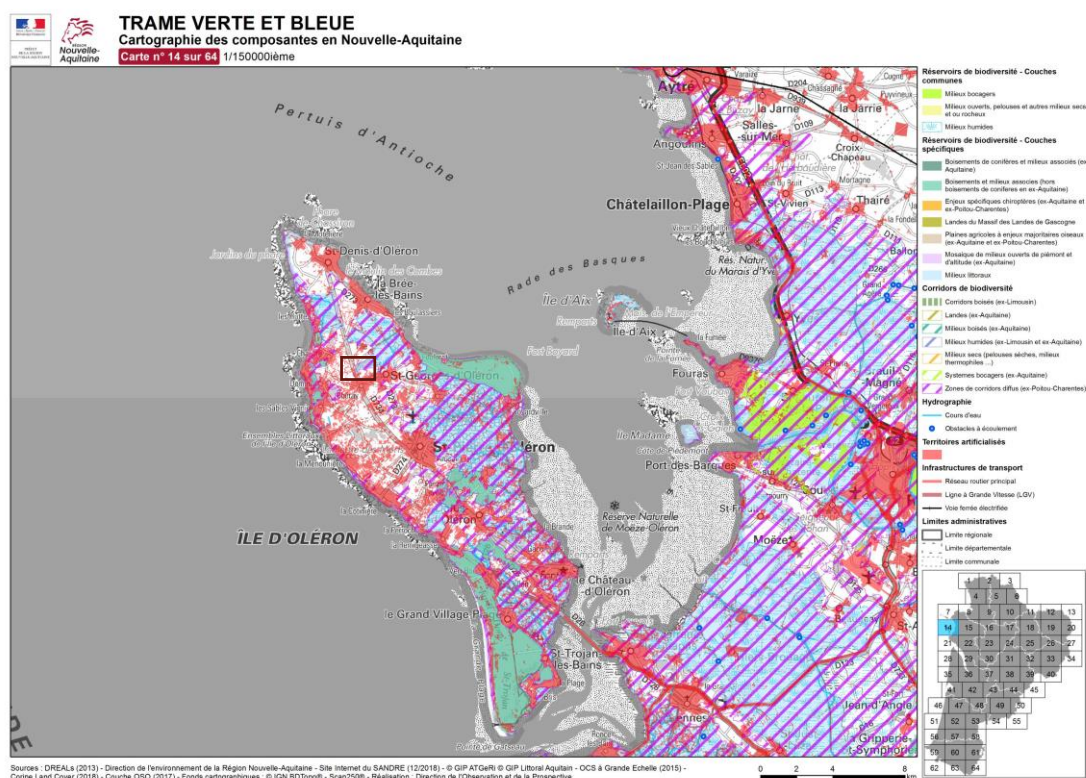
est « d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural ».

Conformément à l'article L.371-3 du Code de l'environnement, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), adopté en décembre 2019 à la place du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), vise à l'identification et à la mise en œuvre de la TVB à l'échelle régionale. Ce document cadre définit les enjeux en matière de préservation et de restauration des continuités écologiques, et détermine la stratégie régionale jusqu'en 2030. Il comporte les informations suivantes :

- ▶ la présentation des enjeux régionaux relatifs à la préservation et à la restauration des continuités écologiques
- ▶ des objectifs spécifiques découlant de la stratégie régionale d'adaptation aux transitions liés à l'orientation 2.2 « Préserver et valoriser les milieux naturels, les espaces agricoles, forestiers et garantir la ressource en eau »
- ▶ un volet identifiant l'ensemble des composantes de la TVB
- ▶ les mesures prévues pour accompagner la mise en œuvre des continuités écologiques.

Le site de projet, selon le SRADDET se trouve dans un maillage de territoires artificialisés constituant un potentiel obstacle au déplacement des espèces.

Figure 35: Trame verte et Bleue (SRADDET - Nouvelle-Aquitaine)



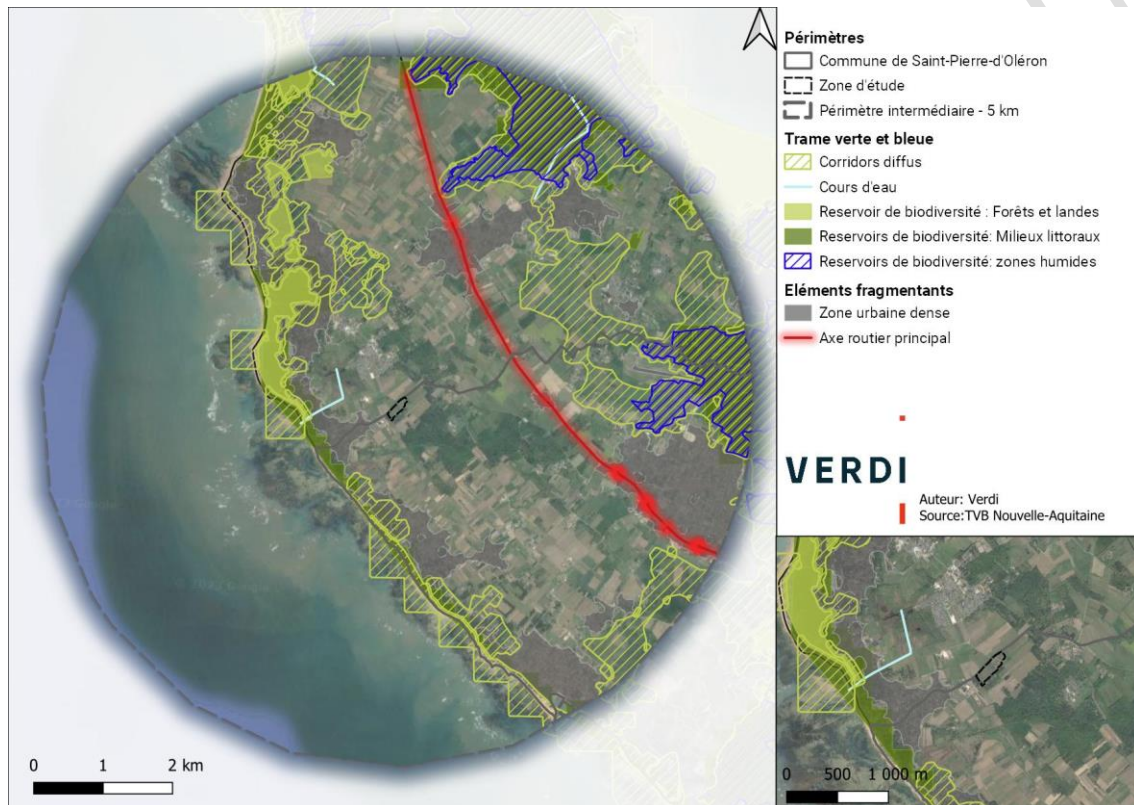
TRAMES VERTES ET BLEUES LOCALES

D'après le SRADDET Nouvelle-Aquitaine, le site ne se trouve pas dans une zone à fort intérêt écologique à l'échelle de la trame verte et bleue. En effet, sa position au sein d'un territoire partagé

entre agriculture et espaces urbains, aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique ne se dessine sur ou à proximité de la ZIP.

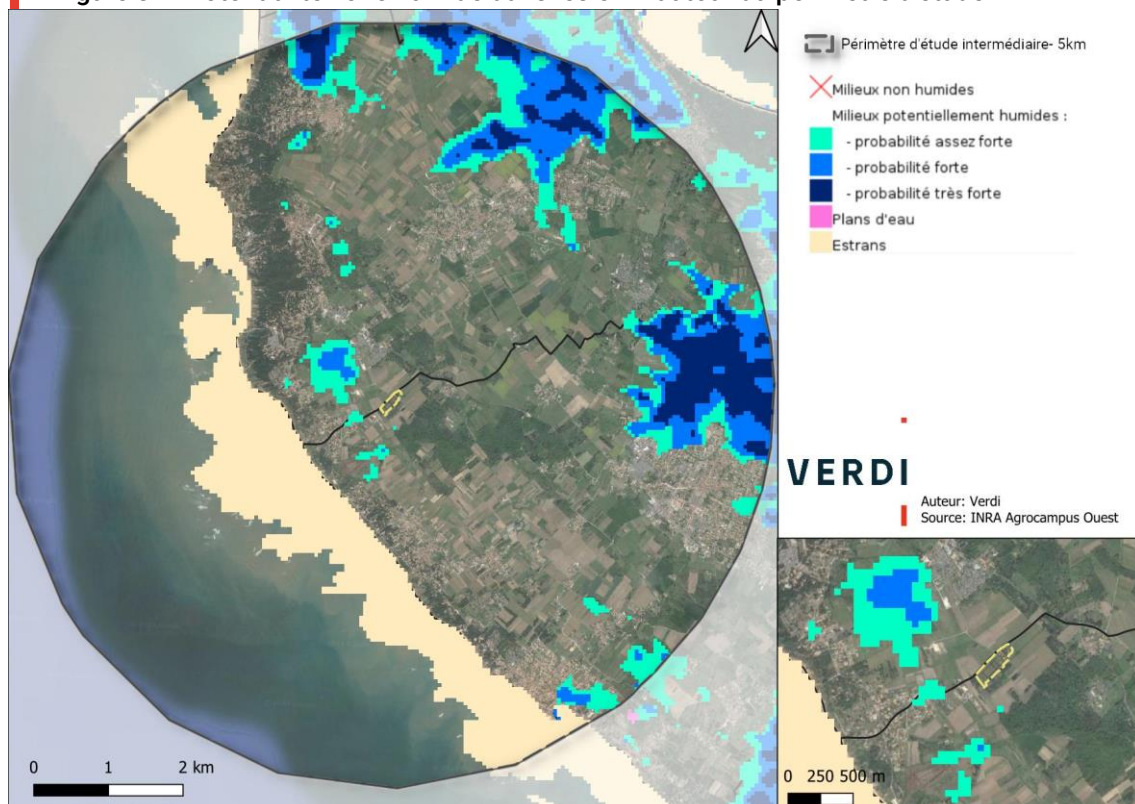
Le projet se trouve à distance des réservoirs et corridors de biodiversité, surtout constitué d'espaces littoraux ou forestiers.

Figure 36: Trame verte et bleue locale (Source : SRADDET)



3.1.2.4 Analyse des habitats, de la flore et de la faune

Zone humide

Figure 37 : Potentialité zone humide dans les 5km autour du périmètre d'étude

Le site ne présente pas de potentialité zone humide d'après INRA Agrocampus Ouest. La probabilité que ce que soit une zone humide est faible, l'enjeu est donc tout autant faible.

Flore

Flore patrimoniale

BIBLIOGRAPHIE

Les recherches bibliographiques ont permis de mettre en évidence la présence de **13 espèces de flore patrimoniale** susceptibles d'être présentes sur la zone d'étude

Tableau 8 : Liste des espèces de flore patrimoniale recensées dans la bibliographie (source : OBV-NA)

Nom latin	Nom commun	PN	PR	PD	LR N	LR R	Det. ZNIEF F	DHFF
<i>Anacamptis laxiflora</i>	Orchis à fleurs lâches	-	-	-	LC	VU	Oui	-
<i>Anacamptis palustris</i>	Orchis des marais	-	Oui	-	VU	EN	Oui	-
<i>Arbutus unedo</i>	Arbousier commun	-	-	-	LC	LC	Oui	-
<i>Bartsia trixago</i>	Bellardie germandrée	-	-	-	LC	NT	Oui	-
<i>Briza minor</i>	Petite amourette	-	-	-	LC	NT	Oui	-
<i>Cladium mariscus</i>	Cladium des marais	-	-	-	LC	LC	Oui	-
<i>Glebionis segetum</i>	Chrysanthème des mois- sons	-	-	-	LC	VU	Oui	-
<i>Lotus maritimus</i>	Lotier maritime	-	-	-	LC	LC	Oui	-
<i>Oenanthe lachenalii</i>	Oenanthe de Lachenal	-	-	-	LC	LC	Oui	-

<i>Ruscus aculeatus</i>	Fragon petit houx	-	-	-	LC	LC	-	An V
<i>Serapias lingua</i>	Sérapias langue	-	-	-	LC	NT	Oui	-
<i>Silene gallica</i>	Silène de France	-	-	-	LC	LC	Oui	-
<i>Sonchus maritimus</i>	Laiteron maritime	-	-	-	LC	NT	Oui	-

PN : Protection nationale ; PR : Protection régionale ; PD : Protection départementale ; LRN : Liste rouge de la flore vasculaire de France métropolitaine (2019) ; LRR : Liste rouge régionale ; LC = Préoccupation mineure ; NT : quasi menacée ; VU : Vulnérable ; EN : En danger ; Det ZNIEFF = espèces déterminantes ZNIEFF, DHFF : Directive Habitat Faune Flore.

INVENTAIRES

Aucune espèce de flore protégée n'a été observée sur l'aire d'étude.

Flore invasive

BIBLIOGRAPHIE

Les recherches bibliographiques ont permis de mettre en évidence la présence de **8 espèces exotiques envahissantes** susceptibles d'être présentes sur la zone d'étude.

Tableau 9 : Liste des espèces à caractère invasif recensées dans la bibliographie (source : OBV-NA)

Nom commun	Nom latin	Hierarchie des Plantes Exotiques Envahissantes (PEE)
Séneçon en arbre	<i>Baccharis halimifolia</i>	PEE à impact majeur
Herbe de la Pampa	<i>Cortaderia selloana</i>	PEE à impact majeur
Crépide de Nîmes	<i>Crepis sancta</i>	PEE à impact modéré
Cyprès de Lambert	<i>Cupressus macrocarpa</i>	PEE à impact majeur
Datura	<i>Datura stramonium</i>	PEE à impact modéré
Fusain du Japon	<i>Euonymus japonicus</i>	PEE à impact majeur
Peuplier du Canada	<i>Populus x canadensis</i>	PEE à impact majeur
Véronique de Perse	<i>Veronica persica</i>	PEE à impact modéré

INVENTAIRES

Les inventaires ont permis de recenser **deux espèces exotiques envahissantes** dans l'aire d'étude. Elles sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 10 : Liste des espèces à caractère invasif inventoriées dans la zone d'étude

Nom commun	Nom latin	Hierarchie des Plantes Exotiques Envahissantes (PEE)
Laurier-cerise	<i>Prunus laurocerasus</i>	PEE à impact majeur
Robinier faux-acacia	<i>Robinia pseudoacacia</i>	PEE à impact majeur

Avifaune

BIBLIOGRAPHIE

Les données bibliographiques (Fauna et INPN) ont montré la présence de **19 espèces à proximité du site d'étude (moins de 5km)** et qui pourrait être observées au niveau du site. Cinq espèces peuvent être potentiellement impactées par une modification d'usage des bâtiments. En effet, la Chevêche d'Athéna, l'Hirondelle des fenêtres, l'Hirondelle rustique, le Martinet noir et le Moineau domestique sont des espèces du cortège anthropique, elles utilisent notamment les bâtiments pour leur reproduction. Par l'absence de présence humaine et de dérangement, les bâtiments abandonnés peuvent leur être très favorables. Notamment les hirondelles rustiques qui réalisent leur nid à l'intérieur de vieux bâtiments ouverts. Pour ces espèces, l'enjeu peut être modéré puisqu'elles sont protégées et quasi-menacées en Poitou-Charentes.

Nom commun	Nom scientifique	PN	DO	LRN	LRR	ZNIEFF	Potentialité sur site
Chevêche d'Athéna	<i>Athene noctua</i>	Art 3	-	LC	NT	Non	Forte
Choucas des tours	<i>Coloeus monedula</i>	Art 3	-	LC	NT	Non	Moyenne
Cisticole des joncs	<i>Cisticola juncidis</i>	Art 3	-	VU	NT	Non	Faible
Faucon crécerelle	<i>Falco tinnunculus</i>	Art 3	-	NT	NT	Non	Moyenne
Fauvette des jardins	<i>Sylvia borin</i>	Art 3	-	NT	NT	Non	Faible
Fauvette grisette	<i>Sylvia communis</i>	Art 3	-	LC	NT	Non	Faible
Hirondelle de fenêtre	<i>Delichon urbicum</i>	Art 3	-	NT	NT	Non	Forte
Hirondelle rustique	<i>Hirundo rustica</i>	Art 3	-	NT	NT	Non	Forte
Linotte mélodieuse	<i>Linaria cannabina</i>	Art 3	-	VU	NT	Non	Faible
Martinet noir	<i>Apus apus</i>	Art 3	-	NT	NT	Non	Forte
Moineau domestique	<i>Passer domesticus</i>	Art 3	-	LC	NT	Non	Forte
Pigeon colombin	<i>Columba oenas</i>	-	-	LC	EN	Oui	Moyenne
Pipit farlouse	<i>Anthus pratensis</i>	Art 3	-	VU	EN	Oui	Faible
Pipit rousseline	<i>Anthus campestris</i>	Art 3	An I	LC	EN	Oui	Faible
Serin cini	<i>Serinus serinus</i>	Art 3	-	VU	NT	Non	Faible
Tarier pâle	<i>Saxicola rubicola</i>	Art 3	-	NT	NT	Non	Moyenne
Tourterelle des bois	<i>Streptopelia turtur</i>	-	-	VU	VU	Non	Moyenne
Traquet motteux	<i>Oenanthe oenanthe</i>	Art 3	-	NT	EN	Oui	Faible

INVENTAIRES

Une sortie le 03 juin 2024 a permis de déterminer avec plus de précision les espèces et l'utilisation du site par ces espèces. La prospection s'est concentrée sur les espèces anthropophiles et les rapaces nocturnes.

Nom commun	Nom scientifique	PN	DO	LRN	LRR	ZNIEFF	Enjeux
Chevêche d'Athéna	<i>Athene noctua</i>	Art 3	-	LC	NT	Non	Modéré
Effraie des clochers	<i>Tyto alba</i>	Art 3	-	LC	VU	Non	Fort
Hirondelle de fenêtre	<i>Delichon urbicum</i>	Art 3	-	NT	NT	Non	Faible
Hirondelle rustique	<i>Hirundo rustica</i>	Art 3	-	NT	NT	Non	Modéré
Martinet noir	<i>Apus apus</i>	Art 3	-	NT	NT	Non	Faible

L'enjeu le plus fort se trouve sur la **Chouette effraie**. En effet, de nombreuses pelotes de réjections ont été trouvées dans certains bâtiments et le site présente des caches fortement potentielles en

tant qu'habitat de nidification ou/et de repos. L'espèce a également été contactée à l'ouïe et visuellement lors de la sortie nocturne du 3 juin.



Figure 38: Pelotes de réjection de Chouette effraie dans le bâtiment n°7 (voir carte)



Figure 39: zone potentielle de nidification de la Chouette effraie, pièce voisine de celle aux nombreuses pelotes de réjections

La **Chevêche d'Athéna** n'a pas été contactée directement, mais sa présence est fortement probable. En effet, le milieu est favorable à sa présence et des pelotes de réjections ont été trouvées.



Figure 40: Pelote de réjection potentielle de la Chevrete d'Athéna (reste d'insectes) dans le bâtiment n°1



Figure 41: Pelote de réjection et plumes dans le même bâtiment

Aucun nid d'Hirondelle des fenêtres ni de martinet n'a été découvert. En revanche, cinq nids **d'Hirondelles rustiques** sont présents dans un des bâtiments. Aucune présence de poussins n'a été détectée. Des adultes survolés la zone d'étude, mais aucun n'a été observé à l'intérieur. Au moins deux nids étaient intacts et aptes à la nidification tandis que les autres semblaient moins solides. De plus, de nombreuses fientes étaient présentes sous les nids.



Figure 42: Nids d'Hirondelles rustiques



Figure 43: Bâtiment n°11 où se trouvent les nids des hirondelles (porte la plus à droite)

De plus, dans certains bâtiments des nids vides de passereaux ont été observés. L'espèce n'a pas pu être déterminée, mais le rougequeue noir pourrait utiliser le site pour sa reproduction ainsi que le moineau domestique.



Figure 44: Nid tombé par terre dans le bâtiment n°9



Figure 45: Nid vide dans la cloison du bâtiment n°10

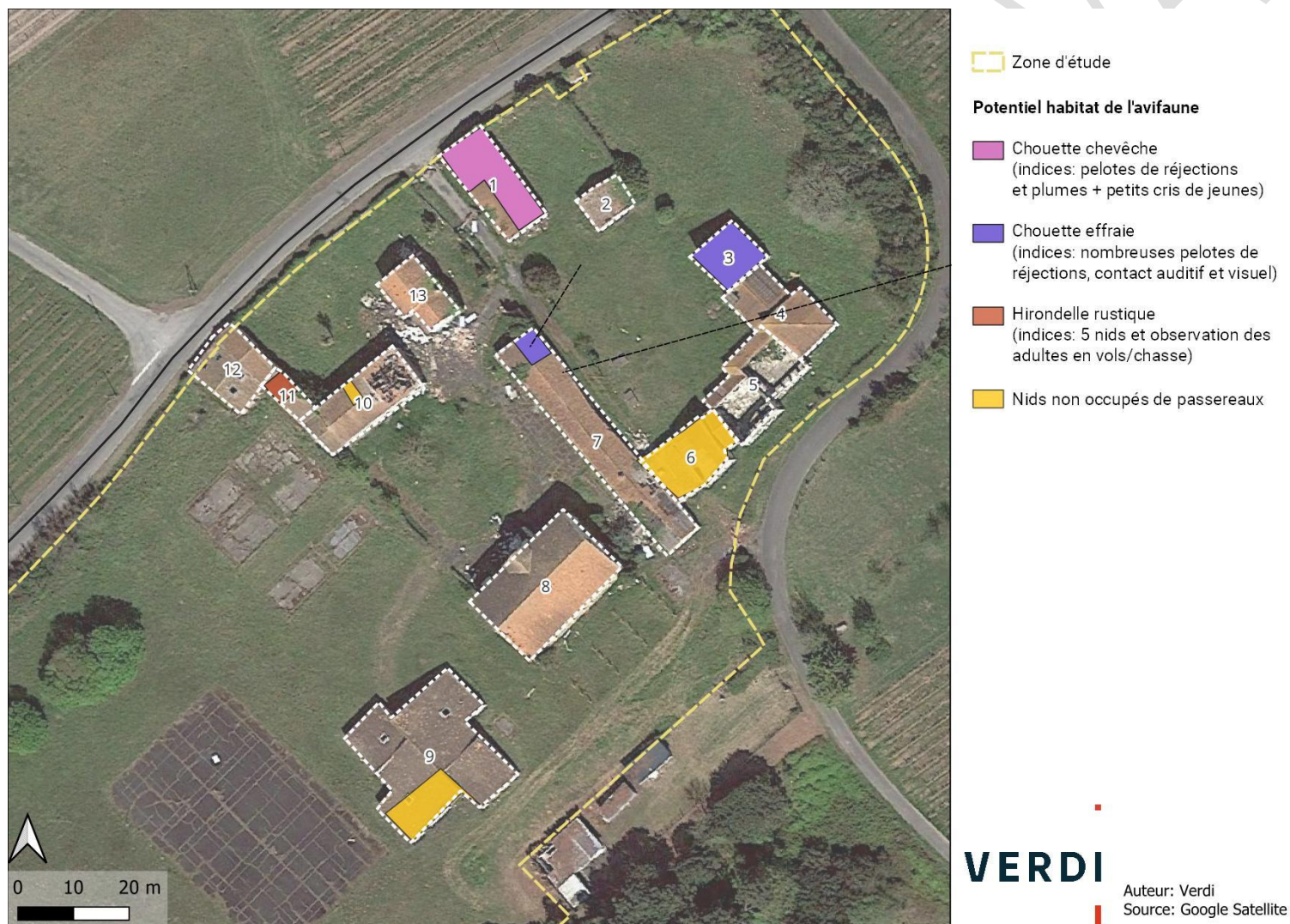


Figure 46: Localisation des observations de l'avifaune potentiellement nicheuse et leurs indices de présence

Mammifères terrestres

Nom commun	Nom scientifique	PN	DO	LRN	LRR	ZNIEFF	Potentialité sur site
Hérisson d'Europe	<i>Erinaceus europaeus</i>	Art 2	-	LC	LC	Non	Forte

Chiroptères

BIBLIOGRAPHIE

Nom commun	Nom scientifique	PN	DO	LRN	LRR	ZNIEFF	Poten- tialité sur site
Sérotine commune	<i>Eptesicus serotinus</i>	Art 2	An IV	NT	NT	Non	Forte
Espèces anthropophiles potentiellement sur site (sans biblio)							
Barbastelle d'Europe	<i>Barbastella barbastellus</i>	Art 2	An II et IV	LC	LC	Oui	Forte
Oreillard gris	<i>Plecotus austriacus</i>	Art 2	An IV	LC	LC	Non	Moyenne
Petit rhinolophe	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Art 2	An II et IV	LC	NT	Oui	Moyenne
Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Art 2	Av IV	NT	NT	Non	Forte
Pipistrelle de Kuhl	<i>Pipistrellus kuhlii</i>	Art 2	An IV	LC	NT	Non	Forte

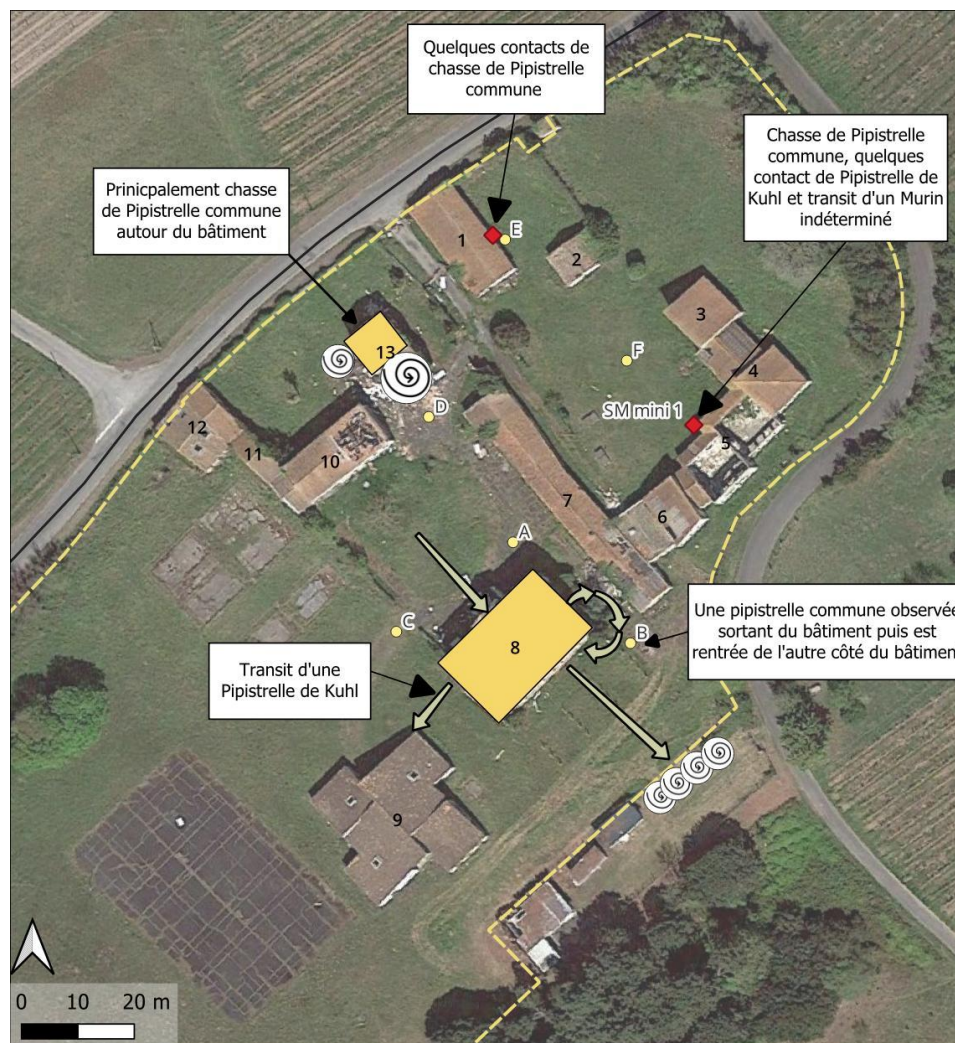
D'après l'INPN, la Sérotine commune est présente sur la commune de Saint-Pierre-d'Oléron. Aucune autre donnée sur les chiroptères n'a pu être récupérée (Fauna) cependant les **bâtiments abandonnés** présentes un fort potentiel pour plusieurs espèces de chiroptères qui affectionne les bâts comme gîtes.

INVENTAIRE

Nom commun	Nom scientifique	PN	DO	LRN	LRR	ZNIEFF	Enjeux sur site
Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Art 2	Av IV	NT	NT	Non	Modéré (chasse et potentiel gîte temporaire)
Pipistrelle de Kuhl	<i>Pipistrellus kuhlii</i>	Art 2	An IV	LC	NT	Non	Faible (chasse et transit)
Murin indéterminé	<i>Myotis sp</i>	Art 2	An IV	LC à NT	LC à EN	Oui/Non	Faible (transit)

La sortie de gîte nocturne et la recherche d'indice de jour le 3 juin 2024 n'ont pas permis de prouver l'utilisation des bâtiments comme gîte pour les chiroptères. De nombreuses anfractuosités ont été repérées dans certains bâtiments tandis que d'autres n'ont pas pu être prospectés pour des raisons de sécurité. Aucun indice de présence de chauve-souris n'a été observé (reste d'insectes, guano...) dans les bâtiments prospectés. La sortie de gîte n'a également pas permis d'observer des chiroptères sortir des bâtiments. Plusieurs individus notamment de pipistrelles communes utilisent cependant le site comme zone de chasse et de transit. Certaines entrent dans les bâtiments pour chasser.

Les chiroptères peuvent utiliser potentiellement le site comme gîte temporaire pour des individus solitaires. Des inventaires supplémentaires à différentes périodes permettraient une analyse plus précise et d'être sûr de l'absence de gîte.



Les Chiroptères à Saint-Pierre-d'Oléron

Zone d'étude

Localisation de l'inventaire

Point d'écoute

SM mini

Utilisation du site par les chiroptères lors de la sortie de gîte du 3 juin 2024

Chasse

Transit

Bâtiment offrant d'éventuel gîte temporaire (trus dans murs et plafond, présence de lierre épais en façade, combles)

VERDI

Auteur: Verdi
Source: Google Satellite

Figure 47: Utilisation du site par les chiroptères

Reptiles

BIBLIOGRAPHIE

Dans un rayon de 5km, sept espèces de reptiles ont été observés (INPN). Parmi elles, seul le lézard des murailles sera présent à proximité ou dans les bâtiments.

Les autres espèces peuvent être rencontrées éventuellement à proximité sauf les couleuvres helvétiques et vipérines qui sont plutôt inféodées aux milieux humides/aquatiques.

Nom commun	Nom scientifique	PN	DO	LRN	LRR	ZNIEFF	Potentialité sur site
Coronelle girondine	<i>Coronella girondica</i>	Art 3	-	LC	EN	Oui	Moyenne
Couleuvre helvétique	<i>Natrix helvetica</i>	Art 2	-	LC	LC	Non	Faible
Couleuvre vipérine	<i>Natrix maura</i>	Art 2	-	NT	VU	Non	Faible
Vipère aspic	<i>Vipera aspis. Aspis</i>	Art 2	-	LC	VU	Oui	Moyenne
Lézard des murailles	<i>Podarcis muralis</i>	Art 2	An IV	LC	LC	Non	Forte
Lézard vert occidental	<i>Lacerta bilineata</i>	Art 2	An IV	LC	LC	Non	Moyenne
Orvet fragile	<i>Anguis fragilis</i>	Art 3	-	LC	EN	Oui	Moyenne

L'enjeu pour les reptiles devrait être faible.

INVENTAIRE

Lors de la sortie terrain, aucune espèce de reptile n'a été contactée bien que le milieu pourrait y être propice, notamment pour le Lézard des murailles.

Amphibiens

Dans un rayon de 5km, cinq espèces d'amphibiens ont été observées (INPN et Fauna) ; Crapaud épineux, Grenouille rieuse, Pélobate cultripède, Pélodyte ponctué et Rainette méridionale. Cependant, **le site ne présente aucun habitat favorable à la reproduction de ces espèces** (absence de fossé en eau, de mares ou de points d'eau), les potentialités de présence des espèces en bibliographie sont nulles.

Entomofaune

BIBLIOGRAPHIE

Nom commun	Nom scientifique	PN	DO	LRE	LRR	ZNIEFF	Potentialité sur site
Rhopalocères							
Azuré de l'ajonc	<i>Plebejus argus</i>	-	-	LC	NT	Oui	Faible
Piérade des biscutelles	<i>Euchloe crameri</i>	-	-	LC	NT	Non	Moyenne
Orthoptères							
Criquet des dunes	<i>Calephorus compressicornis</i>	-	-	LC	NT	Oui	Faible
Decticelle frêle	<i>Yersinella raymondii</i>	-	-	LC	NT	Oui	Faible
Oedipode grenadine	<i>Acrotylus insubricus</i>	-	-	LC	EN	Oui	Moyenne
Oedipode soufrée	<i>Oedaleus decorus</i>	-	-	LC	EN	Oui	Moyenne
Phanéoptère commun	<i>Phaneroptera falcata</i>	-	-	LC	NT	Oui	Moyenne

L'entomofaune présente peu d'enjeux, car les espèces observées sur Saint-Pierre-d'Oléron sont communes et non protégées pour la majorité.

Seules deux espèces de coléoptères sont protégées (Lucane cerf-volant et grand Capricorne), mais ces espèces ne sont pas concernées par la modification du PLU, car ce sont des espèces plutôt forestières, vivants dans le bois vivant ou dans des souches, les bâtiments ne leur sont donc pas favorables.

Deux espèces de Rhopalocères et cinq espèces d'orthoptères non protégées, mais quasi-menacées ou en danger pourraient être observées dans la prairie au niveau du site. La modification du PLU concerne les bâtiments, donc l'entomofaune ne devrait pas en être impactée.

Les odonates ne sont pas concernés, car aucun milieu n'est propice à leur reproduction.

INVENTAIRE

L'entomofaune n'a pas été spécifiquement inventoriée, mais les espèces rencontrées étaient communes et le milieu ne semble pas présenter d'intérêt pour des espèces à enjeux, les plantes hôtes des deux papillons à enjeux n'ont pas été vus, mis à part la famille des Coronilles pour l'azuré de l'ajonc.

Synthèse des enjeux écologiques selon les données bibliographiques et de terrain

Tableau 11: Synthèse des enjeux écologiques

Composantes/taxons		Synthèse	Enjeu	Potentiel / avéré
Zonage écologique		Site n'est compris dans aucun zonage écologique, seule une ZNIEFF se trouve à 600m (intérêt floristique dunaire)	Faible	-
Continuités écologiques		Le site est compris au sein d'un territoire artificialisé (agricole) et est éloigné des continuités écologiques	Faible	-
Zones humides		Aucune potentialité zone humide	Faible	-
Habitats		Bâtiments abandonnés	Faible	-
		Pelouse entretenue (jardin)		-
Flore		Orchis à fleurs lâches	Assez fort	Potentielle
		Chrysanthème des moissons		Potentielle
		Bellardie germandrée	Modéré	Potentielle
		Petite amourette		Potentielle
		Sérapias langue		Potentielle
		Laiteron maritime		Potentielle
Avifaune	Milieu ouvert	Tarier pâtre	Modéré	Potentiel
		Faucon crécerelle		Potentiel
	Milieu anthropique	Chouette effraie	Fort	Presque avéré
		Chevêche d'Athéna	Modéré	Presque avéré
		Hirondelle rustique		Avéré
		Hirondelle des fenêtres		Potentielle
		Moineau domestique		Potentiel
		Martinet noir	Potentiel	
	Chiroptères		Barbastelle d'Europe, Serotine commune, Pipistrelle commune, Pipistrelle de Kuhl, Petit Rhinolophe et Oreillard gris	Assez fort
Mammifères terrestres		Hérisson d'Europe	Faible	Potentiel
Reptiles		Vipère aspic, Coronelle girondine et orvet fragile : potentialité moyenne	Modéré	Potentiel
		Lézard des murailles : potentialité forte	Faible	Potentiel
Entomofaune	Rhopalocères	Azuré de l'Ajonc et Piéride des biscutelles	Faible	Potentiel
	Orthoptères	Oedipode grenadine, Oedipode soufré et Phanéroptère commun	Faible	Potentiel

3.1.2.5 Synthèse des sensibilités et enjeux liés au milieu naturel

LES ZONES NATURELLES D'INTERET OU PROTEGEES

Le périmètre de projet s'inscrit dans une proximité des sites naturels d'intérêt comme les ZNIEFF et les site Natura 2000.

Ces sites sont identifiés du fait de leur caractère marin ou humide, ce qui ne correspond pas aux caractéristiques du site de projet.

LES FONCTIONNALITES ECOLOGIQUES

Le site de projet se trouve au milieu d'un système environnemental peu remarquable. Entre agriculture et bosquets, le site ne se trouve ni au sein de réservoirs ni le long de corridors de biodiversité. À l'échelle de la Trame Verte et Bleue, le site ne représente pas d'apports particuliers en termes de biodiversité.

MILIEUX NATURELS ET ZONES HUMIDES

Le traitement des données bibliographiques concernant le territoire démontre l'absence, ou la faible probabilité de présence, de zones humides sur le site.

FAUNE, FLORE ET ZONES HUMIDES

Le site de projet ne présente pas d'enjeu majeur vis-à-vis de la faune, flore et zone humide. Effectivement, ne présente aucune potentialité de zone humide et les habitats ne présentent qu'un enjeu faible.

Concernant la flore, aucune espèce protégée n'a été contactée, cependant plusieurs espèces sont potentielles, elles présentent des enjeux assez forts à modérés.

Par ailleurs, les inventaires ont révélé la présence de deux espèces exotiques envahissantes à impact majeur, le laurier cerise et le robinier faux acacia.

Concernant la faune, au vu des habitats présents sur la zone d'étude, la plupart des espèces contactées ou potentielles sont des espèces communes ou anthropiques. Les enjeux sont principalement ciblés sur les oiseaux nocturnes (Chouette effraie et Chevêche d'Athéna), les hirondelles rustique ainsi que certaines espèces à enjeux modérés de chiroptère sans que le site ne soit un gîte permanent pour ces espèces.

Tableau 12 : Synthèse des enjeux écologiques

Zones humides		Aucune potentialité zone humide	Faible	-
Habitats		Bâtiments abandonnés	Faible	-
		Pelouse entretenue (jardin)		-
Flore		Orchis à fleurs lâches	Assez fort	Potentielle
		Chrysanthème des moissons	Modéré	Potentielle
		Bellardie germandrée		Potentielle
		Petite amourette		Potentielle
		Sérapias langue		Potentielle
		Laiteron maritime		Potentielle
Avifaune	Milieu ouvert	Tarier pâtre	Modéré	Potentiel
		Faucon crécerelle		Potentiel

	Milieu anthropique	Chouette effraie	Fort	Presque Avéré
		Chevêche d'Athéna	Modéré	Presque avéré
		Hirondelle rustique		Avéré
		Moineau domestique		Potentiel
Chiroptères		Pipistrelle commune, Pipistrelle de Kuhl et Murin sp.	Modéré	Avéré (chasse et gîte temporaire)
Mammifères terrestres		Hérisson d'Europe	Faible	Potentiel
Reptiles		Vipère aspic, Coronelle girondine et orvet fragile : potentialité moyenne	Modéré	Potentiels
		Lézard des murailles : potentialité forte	Faible	Potentiels
Entomofaune	Rhopalocères	Azuré de l'Ajonc et Piéride des biscuitelles	Faible	Potentiels
	Orthoptères	Oedipode grenadine, Oedipode souffré et Phanéroptère commun	Faible	Potentiels

3.1.3 LE PATRIMOINE BATI ET PAYSAGER

3.1.3.1 Les périmètres d'étude

- **Le cadre éloigné ou grand paysage** : il s'agit de placer le site du projet dans son contexte global. La morphologie générale du paysage et les grandes tendances paysagères sont définies dans le but de caractériser le territoire. On s'attache à définir l'unité paysagère dans laquelle le projet s'inscrit et à comprendre les liens avec les unités voisines. Ce rayon d'étude sert également à identifier le patrimoine architectural, historique et archéologique. Un rayon d'étude de 5 km a été retenu ici.
- **L'échelle intermédiaire** : A cette échelle, les spécificités et les interactions avec le paysage local sont recherchées. Cette approche a pour but d'appréhender la logique paysagère et les dynamiques locales. Dans le cadre du projet, l'analyse sera étendue à un rayon de 3 km autour du site.
- **Le paysage rapproché** : à cette échelle dans un rayon de 1 km, le but est d'appréhender les dynamiques locales, le jeu de relief, le couvert végétal faisant office de barrières visuelles et les vues depuis les zones habitées les plus proches.
- **Le paysage immédiat est celui du site d'étude**. À cette échelle, les composantes paysagères intrinsèques du site sont étudiées (couverts végétalisés voire végétation d'intérêt, traitement des limites du site, accès et fonctionnement).

3.1.3.2 Le patrimoine bâti et archéologique

Les monuments historiques ainsi que les sites inscrits et classés sont des sites à haute valeur patrimoniale et paysagère. Ils sont définis par leurs composantes, mais aussi par leur environnement, et leur entourage.

Leur inscription dans leur environnement, mais également les paysages qu'ils donnent à voir méritent d'être étudiés afin de minimiser l'impact d'un projet sur les perceptions vers et depuis ces sites patrimoniaux. Il convient donc de décrire et de localiser, au préalable, ces monuments et ces sites.

SITES ET PAYSAGES INSCRITS OU CLASSES

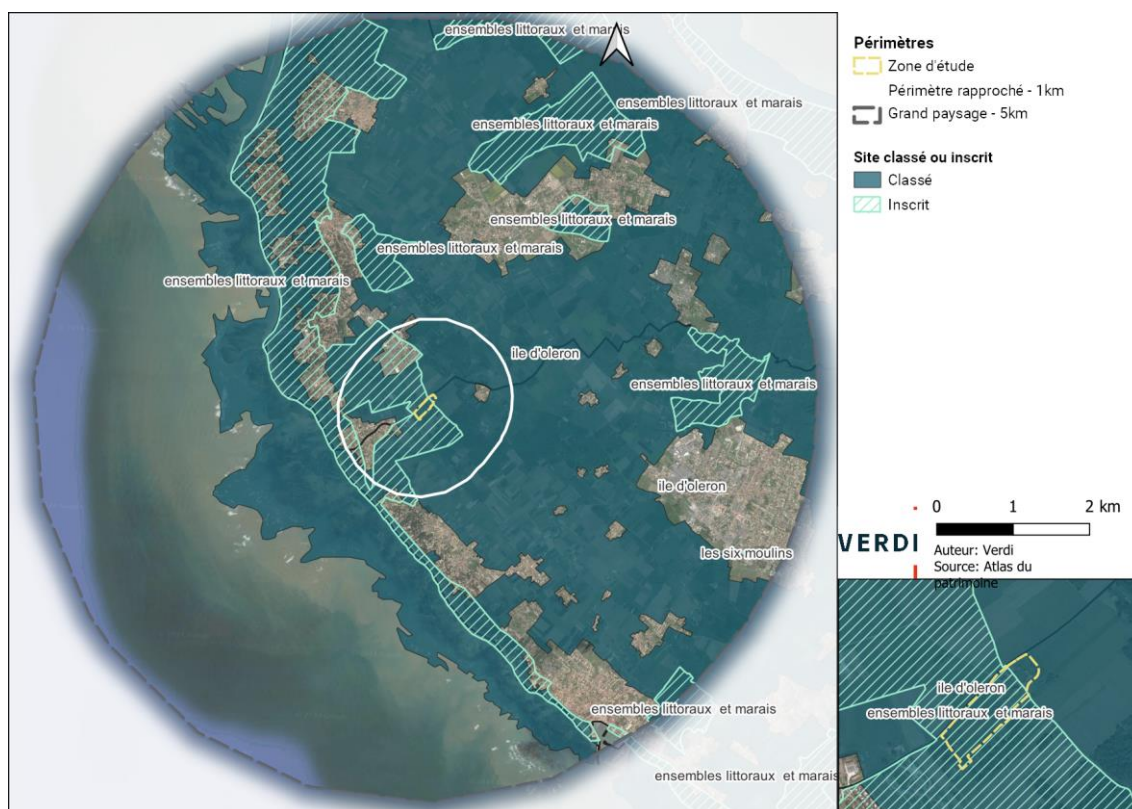
Un site inscrit est un espace naturel ou bâti de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque qui nécessite d'être conservé.

Un site classé est un site de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, dont la qualité appelle, au nom de l'intérêt général, la conservation en l'état et la préservation de toute atteinte grave. Le classement concerne des espaces naturels ou bâtis, quelle que soit leur étendue. Cette procédure est très utilisée dans le cadre de la protection d'un "paysage", considéré comme remarquable ou exceptionnel.

Un site classé est inclus dans le périmètre d'étude et deux sites inscrits sont localisés dans ou à proximité du périmètre d'étude. L'« Île d'Oléron » et les « Ensembles littoraux et marais ».

Nom	Classement	Distance avec le site d'étude
Île d'Oléron	Classé	Inclus
Ensembles littoraux et marais	Inscrit	Inclus (75% du site)
Les six moulins	Inscrit	4,5km à l'Est

Figure 48 : Les sites classés et inscrits (source : Atlas.patrimoines.culture.fr)



LES MONUMENTS HISTORIQUES CLASSES ET INSCRITS

La réglementation concernant les monuments historiques a été codifiée aux articles L.621-30 à L.621-32 du Code du Patrimoine. Le classement ou l'inscription comme monument historique est une servitude d'utilité publique visant à protéger un édifice remarquable de par son histoire ou son architecture. En cas de covisibilité avec un monument historique, l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) est consulté. Généralement, l'ABF est consulté quand un projet se situe à moins de 500 m du monument historique.

Le périmètre de projet se trouve à 2,4 km du monument historique le plus proche et n'est pas concerné par le périmètre de protection des abords des monuments historiques.

Nom	Classement	Catégorie	Commune	Distance avec le site d'étude
Lanterne des morts	Classé	Architecture funéraire-commémorative-votive	Saint-Pierre-d'Oléron	4,2 km à l'Est
Immeuble	Partiellement Inscrit	Architecture domestique	Saint-Pierre-d'Oléron	4,3 km à l'Est
Maison des Aïeuls	Partiellement Inscrit	Architecture domestique	Saint-Pierre-d'Oléron	4,4km à l'Est
Maison de M. Thomas	Partiellement Inscrit	Architecture domestique	Saint-Pierre-d'Oléron	4,2 km à l'Est
Eglise Saint-Pierre	Inscrit	Architecture religieuse	Saint-Pierre-d'Oléron	4,3km à l'Est

Château de Bonne- mie	Partielle- ment Inscrit	Architecture domestique	Saint-Pierre- d'Oléron	3,5 km à l'Est
Ecluse à poisson des Sables Vignier	Inscrit	Génie civil	Saint-Georges- d'Oléron	2,4 km à l'Ouest
Eglise	Classé	Architecture religieuse	Saint-Georges- d'Oléron	3 km au Nord-Est

Figure 49 : Les monuments historiques et leurs périmètres de protection (source : Atlas.patrimoines.culture.fr)



Aucun monument historique ni périmètres de protection n'interceptent le périmètre de projet, mais des monuments historiques et leur périmètre de protection se situent dans un rayon de 5 km autour du site de projet.

AUTRES SITES REMARQUABLES

SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE

Les sites patrimoniaux remarquables sont « les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. »

Le site patrimonial remarquable le plus proche du périmètre de projet est celui de la commune de Saint-Georges d'Oléron situé en limite communale et donc en limite du périmètre d'étude.

SENSIBILITE ARCHEOLOGIQUE

Afin de sauvegarder le patrimoine archéologique lorsqu'il est menacé par des travaux d'aménagement, l'État a mis en place le régime juridique de l'archéologie préventive (articles L.521-1 à 524-16 du Code du Patrimoine). Ainsi, les services de l'État (DRAC), sous l'autorité du préfet de la région,

peuvent prescrire des mesures visant à la détection, à la conservation et à la sauvegarde du patrimoine avant tous travaux. Les opérations d'archéologie préventive sont financées par les aménageurs et réalisées par des organismes publics ou privés, agréés à cet effet.

Lorsqu'un projet d'aménagement est susceptible de porter atteinte au patrimoine archéologique, le préfet de région peut prescrire :

- ▶ Un diagnostic préalable à tous travaux qui vise à déterminer la présence éventuelle d'un patrimoine archéologique sur le site ;
- ▶ Des fouilles, après diagnostic, ou sans diagnostic préalable si les informations sont suffisantes ;
- ▶ La modification du projet, tout ou en partie (nature des fondations, modes de construction ou déconstruction, ...) pour éviter la réalisation des fouilles ;

Deux Zones de présomption de prescription archéologique se trouvent dans le périmètre rapproché du site de projet en contact direct avec le périmètre.

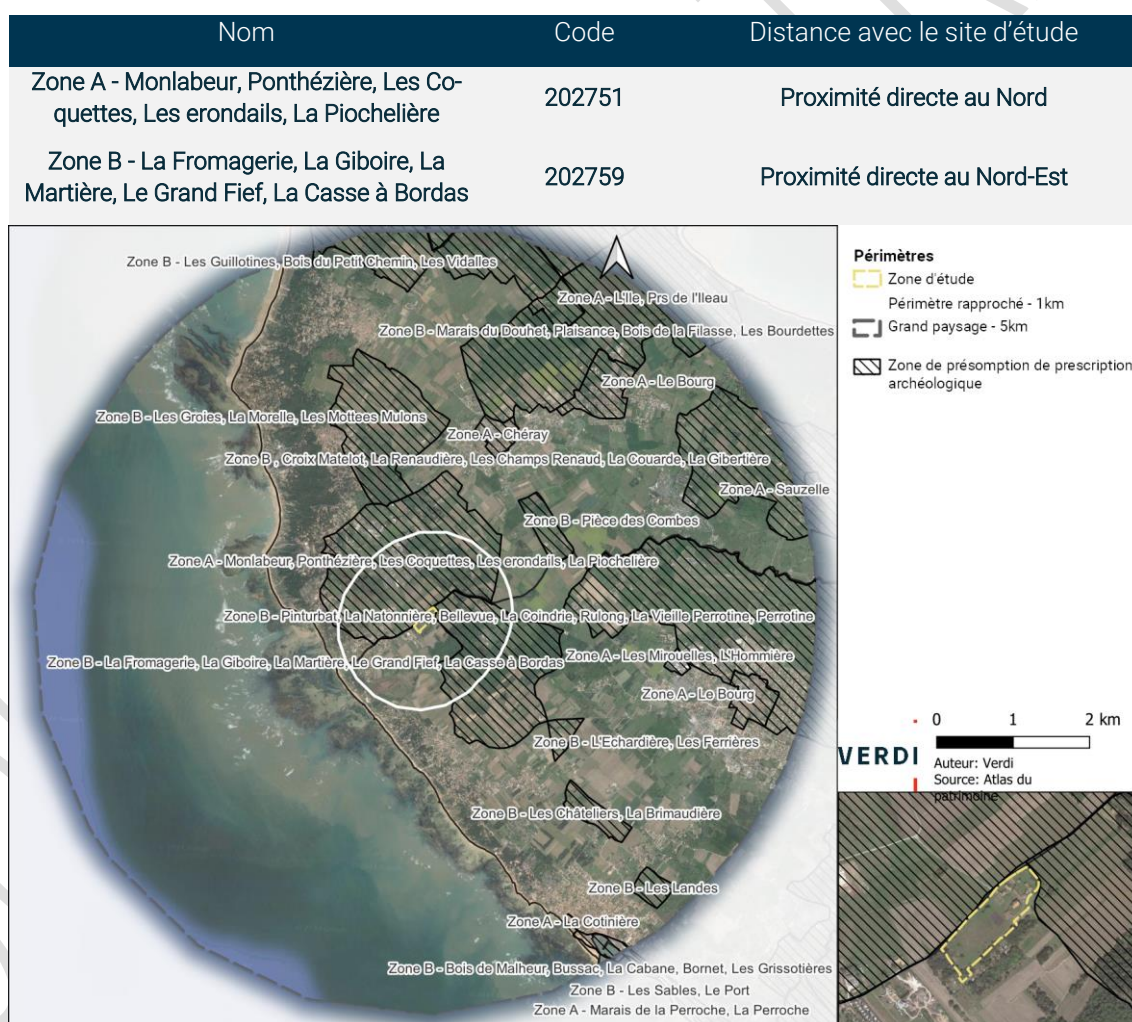


Figure 50: Zone de présomption de prescription archéologique

Par ailleurs, « En application de l'article L531-14 du Code du patrimoine qui régleme les découvertes fortuites, toute mise à jour de quelque sorte qu'elle soit, susceptible de receler un intérêt au

regard de la préhistoire, de l'histoire, de l'art, de l'archéologie ou de la numismatique doit immédiatement être signalée au maire de la commune qui doit la transmettre au préfet sans délai. Celui-ci avise l'autorité compétente en matière d'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par un agent de l'État. Tout contrevenant serait passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal en application de l'article L 114-2 du Code du patrimoine. [...] Il est recommandé de consulter la carte archéologique nationale qui recense l'ensemble des sites connus selon les modalités exposées dans les articles 69 à 72 du décret 2004-490 du 3 juin 2004 et de prendre contact avec le service compétent dont les coordonnées figurent ci-après :

Direction Régionale des Affaires Culturelles Nouvelle-Aquitaine (DRAC)

Service Régional d'Archéologie»

Le secteur de projet est situé en dehors de ces zones sensibles. Lors de la réalisation de travaux et afin d'éviter toute destruction du site, la DRAC devra toutefois être immédiatement prévenue conformément à l'article L531.14 du code du patrimoine.

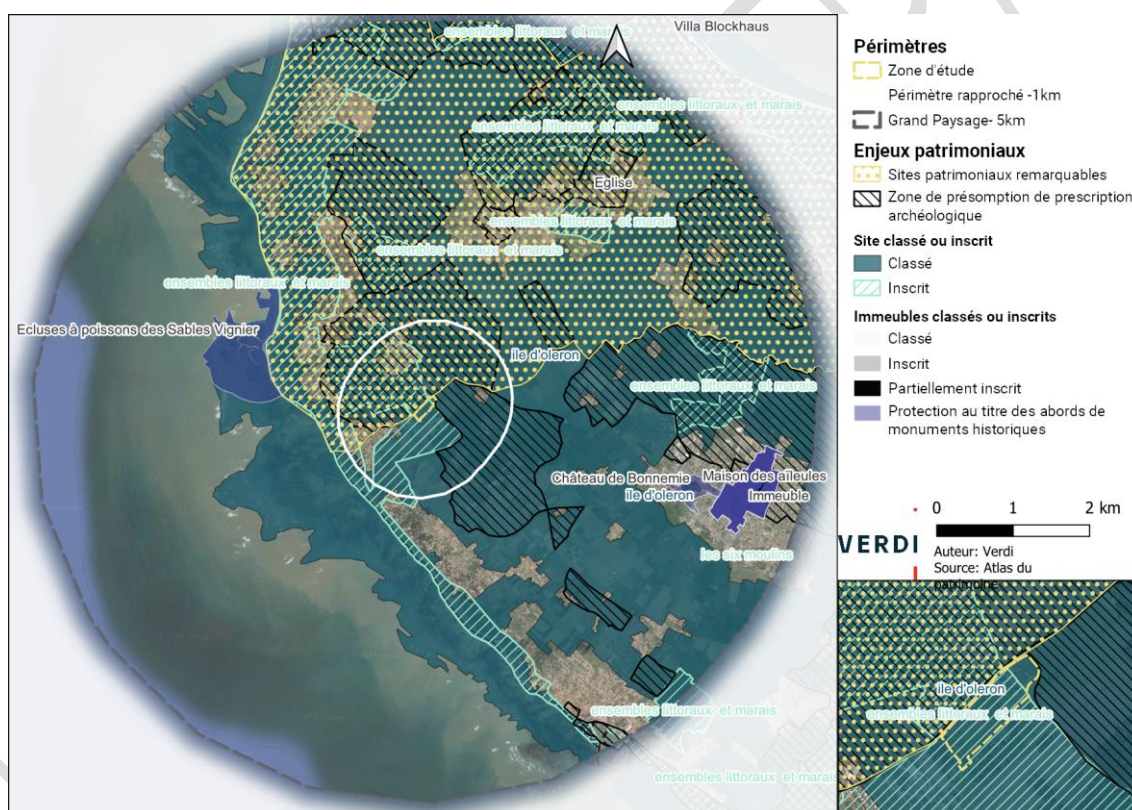


Figure 51 : Carte de synthèse des enjeux patrimoine

3.1.3.3 Analyse paysagère

LE GRAND PAYSAGE

A l'échelle régionale, le périmètre éloigné du projet intègre le paysage des « îles et pertuis Charentais » (Portrait des paysages de Nouvelle-Aquitaine). A l'échelle départementale, le grand paysage du périmètre de projet est constitué de l'unité paysagère « le marais d'Oléron »

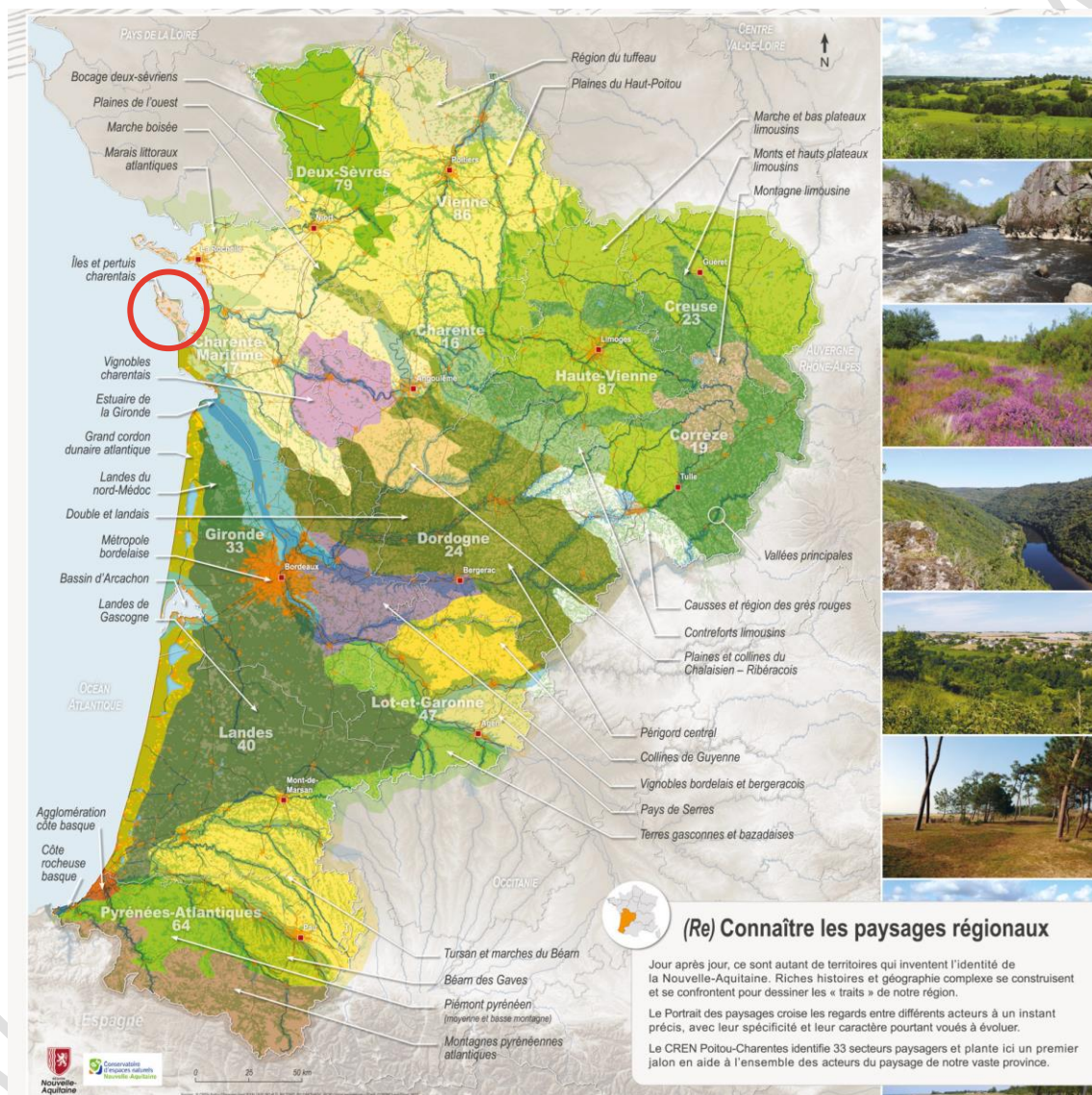


Figure 52: Le portrait des paysages de la Nouvelle-Aquitaine

Ce paysage particulier est formé par la proximité des îles à la terre, créant des pertuis, des formes de détroits, entre les formations terrestres. La particularité des paysages insulaires est la variabilité dans les formes et donc l'alternance rapide entre les différentes composantes paysagères. Sur l'île d'Oléron, l'enchaînement d'espaces ouverts des marais salants et agricoles, d'espaces fermés boisés ou dunaires, et de paysages urbains bâtis en fait un paysage atypique, très localisé.



Figure 53 : déclinaison locale des ouvertures et fermetures paysagères

Les enjeux de ces paysages sont les suivants :

- ▶ Résilience face à une attractivité touristique couplée à un développement urbain proportionnel
- ▶ Visibilité des paysages particuliers (donner à voir)
- ▶ Conserver la ruralité des ambiances paysagères

La topographie participe également à masquer les visibilitées et à dessiner le paysage. Le site de projet se localise au sein d'un espace plan, sans variantes topographiques importantes. Les ouvertures paysagères sont donc très visibles, rendant le paysage vulnérable aux variations. Le cordon dunaire à l'Est constitue un masque topographique entre la côte littorale et le site du projet.

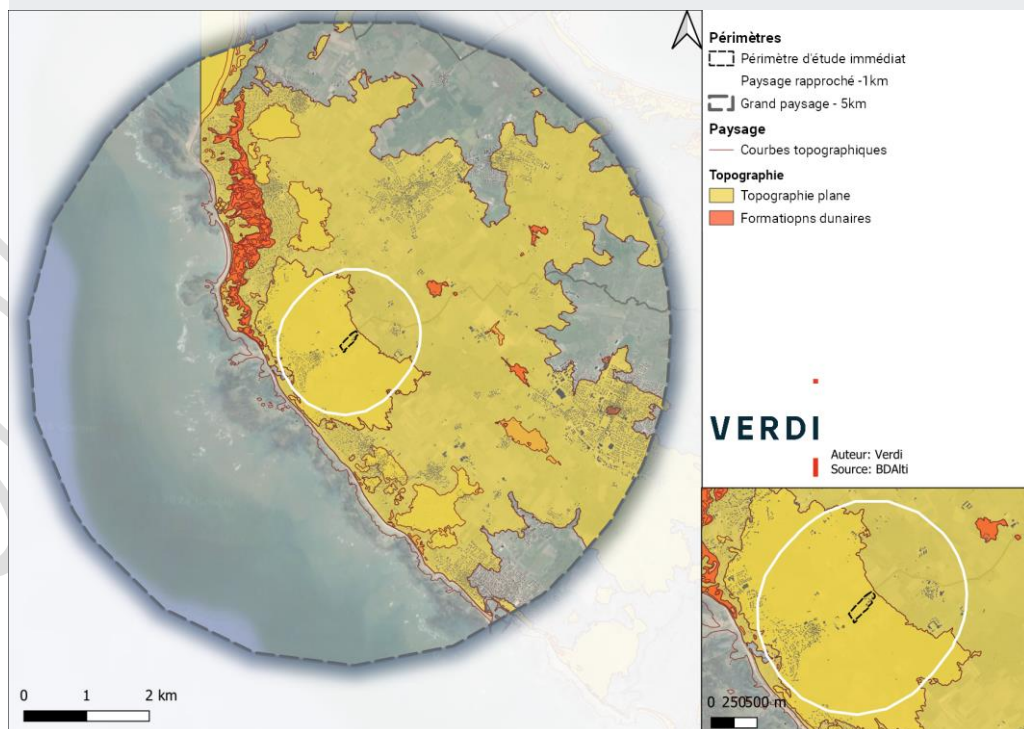


Figure 54 : Topographie au sein du grand paysage

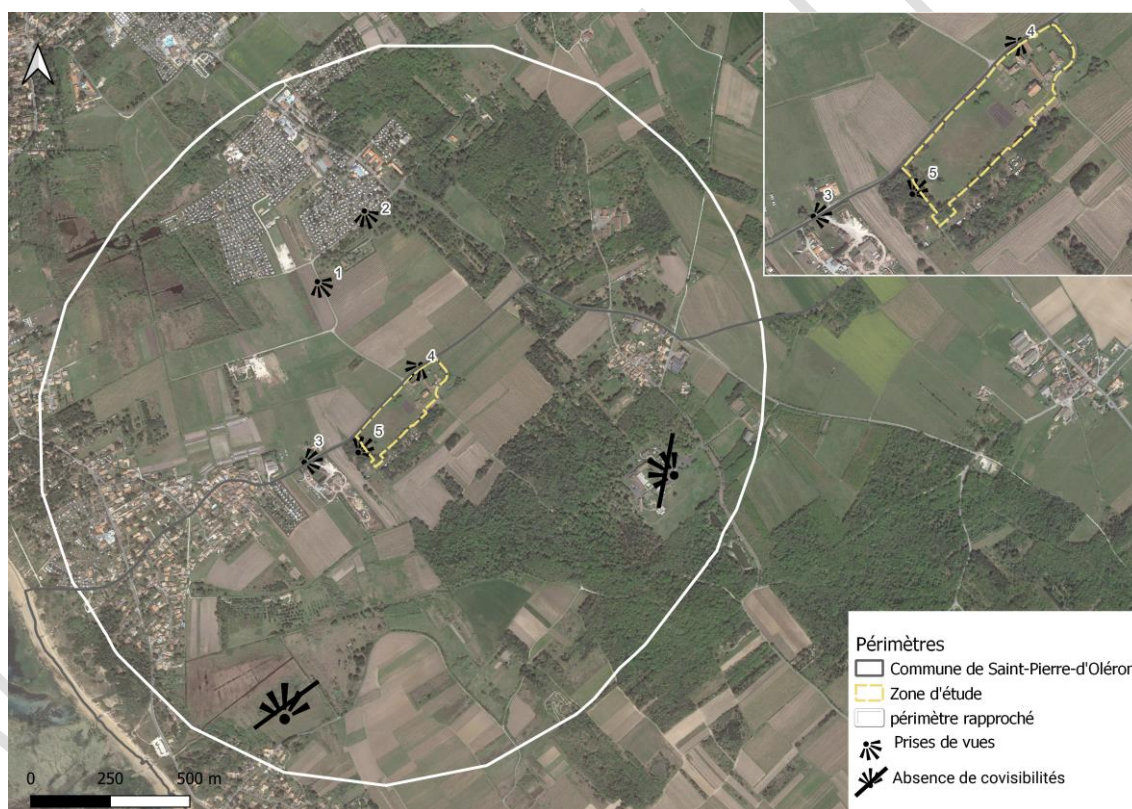
INSERTION PAYSAGERE DU SITE LOCALEMENT

Le site s'insère à différentes échelles et se laisse plus ou moins percevoir. Deux échelles seront ici étudiées, la première concerne les vues au sein du paysage intermédiaire (maximum 1km) et la seconde concerne les vues immédiates (autour du site de projet).

De manière globale, le site s'insère dans un paysage intermédiaire mixte, partagé entre boisements denses et espaces agricoles. Les caractéristiques de ces deux unités paysagères sont très différentes et participent chacune à façonner les vues vers et depuis le site d'étude :

- ▶ Paysage boisé : les boisements denses, plus ou moins gros, et les haies linéaires, plus ou moins dense et éparées, ont pour caractéristique paysagère la capacité de masquer les vues, c'est-à-dire d'obstruer la visibilité, totale ou partielle, des autres éléments paysagers.
- ▶ Paysage agricole : ces paysages ont la particularité de donner à voir, d'ouvrir les vues et étendre le regard, porté vers les obstacles les plus proches, ou l'horizon. Ces paysages agricoles donnent à voir la topographie puisque leur proximité des sols (peu élevés) épouse les formes topographiques.

Figure 55: Points de prises de vue des photos suivantes



LE PAYSAGE INTERMEDIAIRE

Le site de projet se trouve éloigné de l'urbanisation, de ce fait, il est très peu visible quotidiennement par les usagers du territoire. La visibilité depuis les hameaux d'habitation et les axes routiers vers le site dépend grandement du paysage global dans lequel ils s'insèrent. En effet, les hameaux situés plus au Sud et à l'Est du site, du fait de la présence d'importants boisements, ne sont pas en covisibilité du site.

Néanmoins, ceux à l'ouest et au Nord sont beaucoup plus vulnérables du fait de leur insertion dans un paysage viticole ouvert. Depuis plusieurs points, au niveau des hameaux, le site est visible. (vue 1-2)



Figure 56: vue depuis le lotissement au nord du site (commune de Saint-Georges-d'Oléron) - visibilité sur le site du fait de la présence d'un paysage viticole ouvert -vue 1



Figure 57: vue depuis le lotissement au nord du site (commune de Saint-Georges-d'Oléron) - visibilité sur le site du fait de la discontinuité des boisements -vue 2



Figure 58: vue depuis le bout du hameau à l'ouest du site - vue 3- absence de covisibilité du fait de la présence d'un boisement au sud du site

LE PAYSAGE IMMEDIAT

Depuis ses bords, le site est très visible depuis sa frange ouest, où il est longé par la rue de l'Estran. L'absence d'obstacles visuels assez importants pour masquer la visibilité du site rend le paysage vulnérable à tout changement. Néanmoins, comme énoncé précédemment, les colonies de vacances font partie du patrimoine et de l'identité du territoire. Ces anciennes constructions sont donc totalement intégrées dans le paysage depuis des années et leur abandon risque de dégrader cette intégration.

Sur les franges sud et est, un bosquet et une haie boisée masque la visibilité vers le site. Une fenêtre de vue se déploie sur la partie la plus au nord donnant à voir les bâtiments abandonnés.

L'enjeu est de conserver leur caractère pour tout projet de requalification et d'enliser leur dégradation.



Figure 59 : Prise de vue n°4-5- visibilité du site d puis la rue de l'océan et le boisement au sud-ouest

LE PAYSAGE DU SITE

Le site présente un caractère paysager particulier. Il offre le souvenir d'une époque où les colonies de vacances se multipliaient sur le territoire, témoignant des traces de l'enfance.

Aujourd'hui, il est occupé par les reliquats de cette époque avec des bâtiments aux formes et hauteurs très différentes, témoignant des différents usages qui leur étaient attribués (dortoir, réfectoire, etc.). Le premier plan bâti est constitué par un ancien corps de ferme derrière lequel se développe des bâtiments plus récents de la colonie.

Parallèlement à ce paysage urbain abandonné, se déploie un paysage naturel de friche avec des prairies et des haies boisées qui encerclent le site.



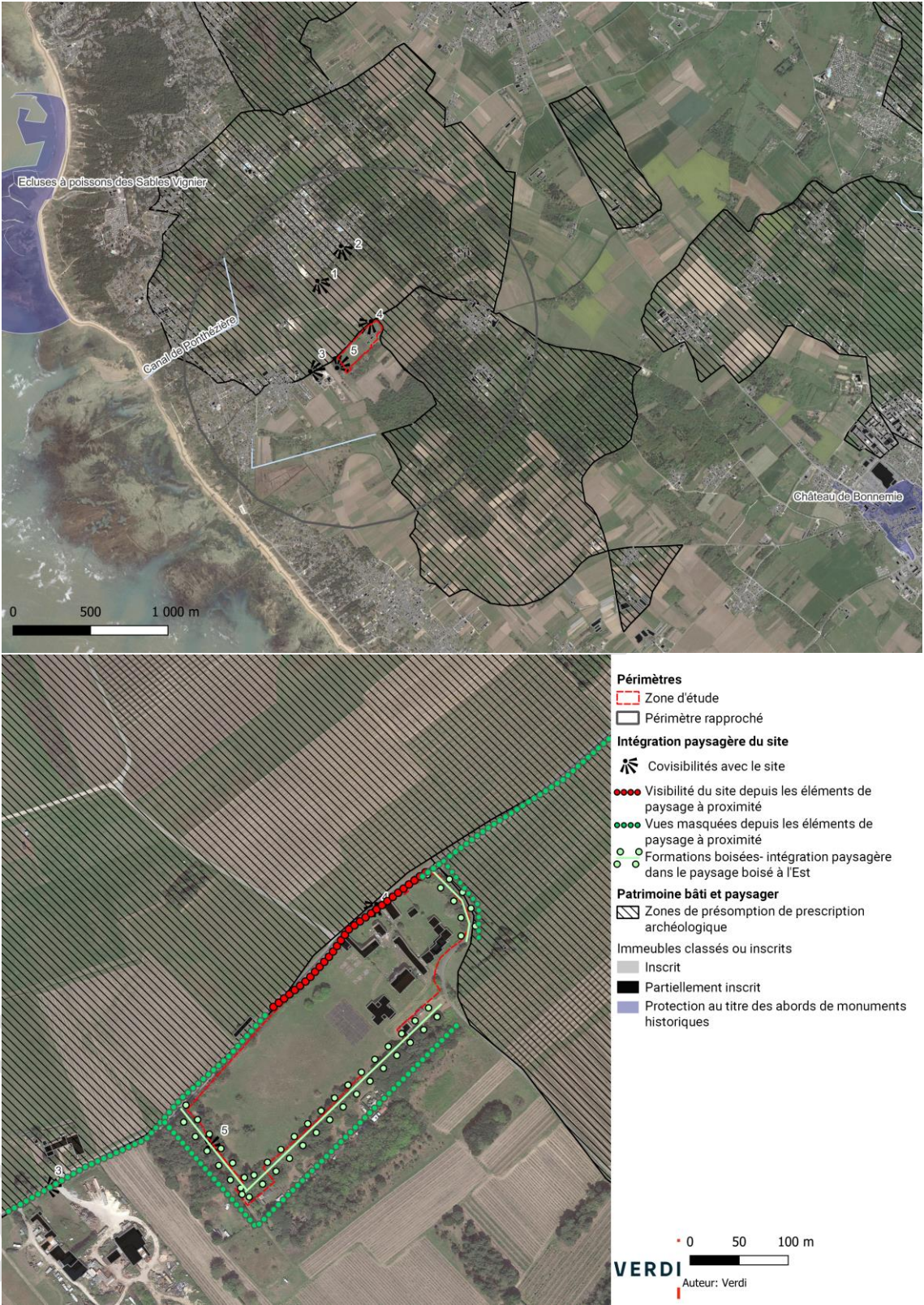
Figure 60: photos prises dans l'enceinte du site

3.1.3.4 Synthèse du patrimoine bâti et paysager

Les enjeux en lien avec le patrimoine bâti et le paysage sont :

- ▶ La pérennisation de l'intégration des anciennes colonies de vacances dans le paysage – éviter leur dégradation
- ▶ Conserver l'aspect et le volume des constructions du site pour ne pas altérer un paysage majoritairement ouvert
- ▶ La présence de zones de présomption de prescription archéologique en bordure du site
- ▶ Un grand paysage au sud et à l'Ouest pondéré par les formations boisées, masquant les covisibilités avec les sites et monuments classés.

Figure 61 : Carte de synthèse du patrimoine bâti et paysager



3.1.4 LE MILIEU HUMAIN

3.1.4.1 Analyse sociodémographique

LA POPULATION

La commune de Saint-Pierre-d'Oléron est d'une superficie de 40,55 km². En 2020, la commune recensait 6 585 habitants.

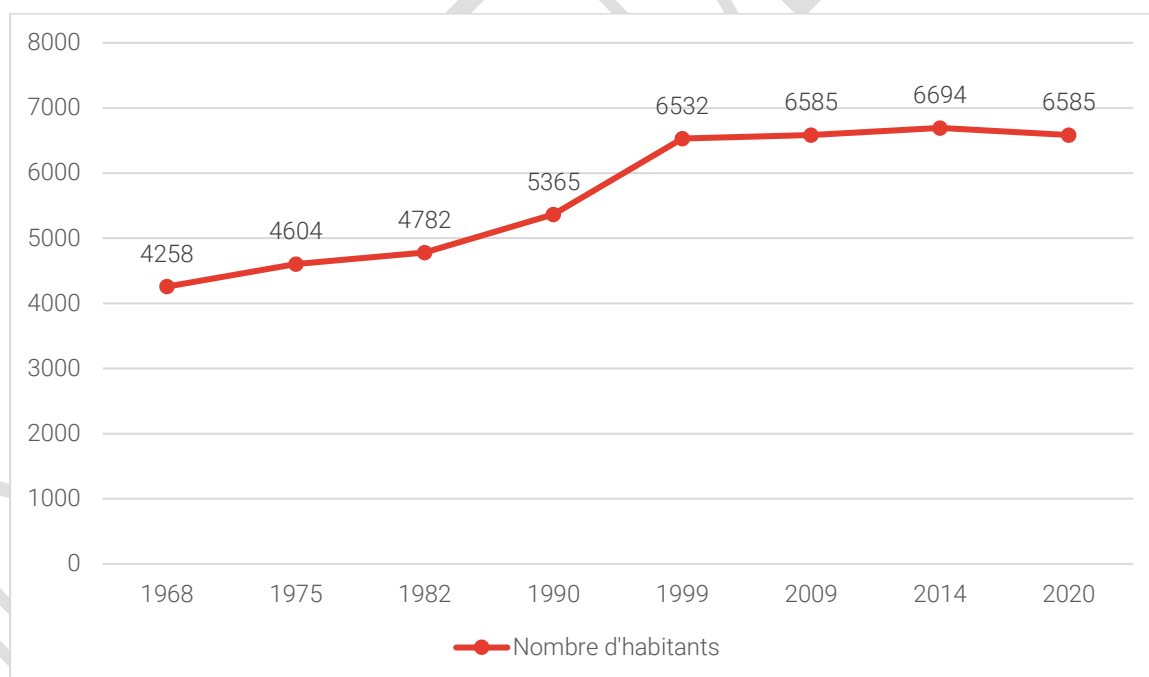
Le tableau et la figure ci-dessous présentent l'évolution du nombre d'habitants et de la densité de population à Saint-Pierre-d'Oléron au cours de la période 1968-2020, d'après les séries historiques de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

Tableau 13 : Évolution du nombre d'habitants de Saint-Pierre-d'Oléron de 1968 à 2020 (source : INSEE.fr)

	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014	2020
Population	4 258	4 604	4 782	5 365	5 944	6 532	6 694	6 585
Densité moyenne (hab/km ²)	105,0	113,5	117,9	132,3	146,6	161,1	165,1	162,4

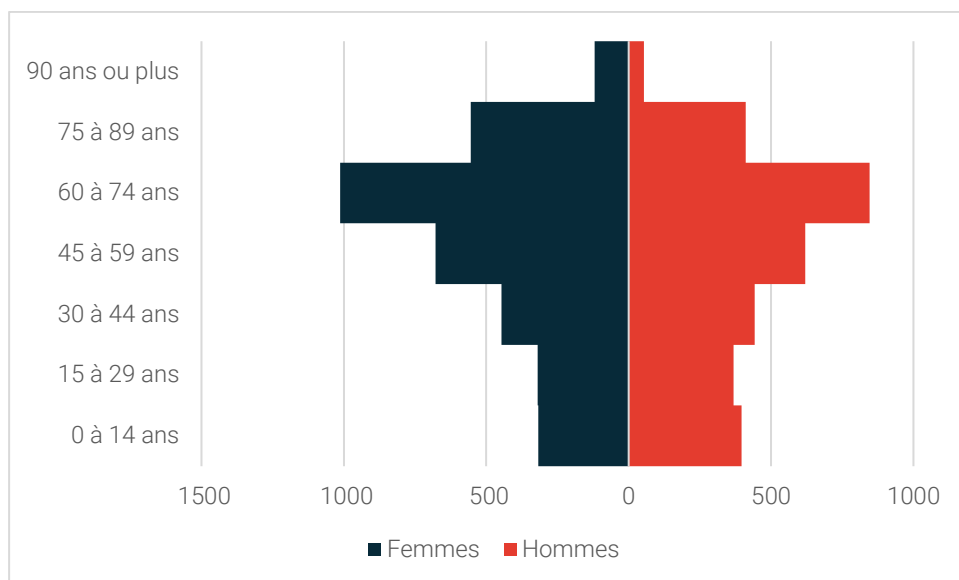
La commune de Saint-Pierre-d'Oléron observe une croissance de sa population de 1968 à 2020, passant de 4 258 habitants à 6 585 habitants soit +54%.

Figure 62 : Évolution du nombre d'habitants à Saint-Pierre-d'Oléron de 1968 à 2020 (source : INSEE)



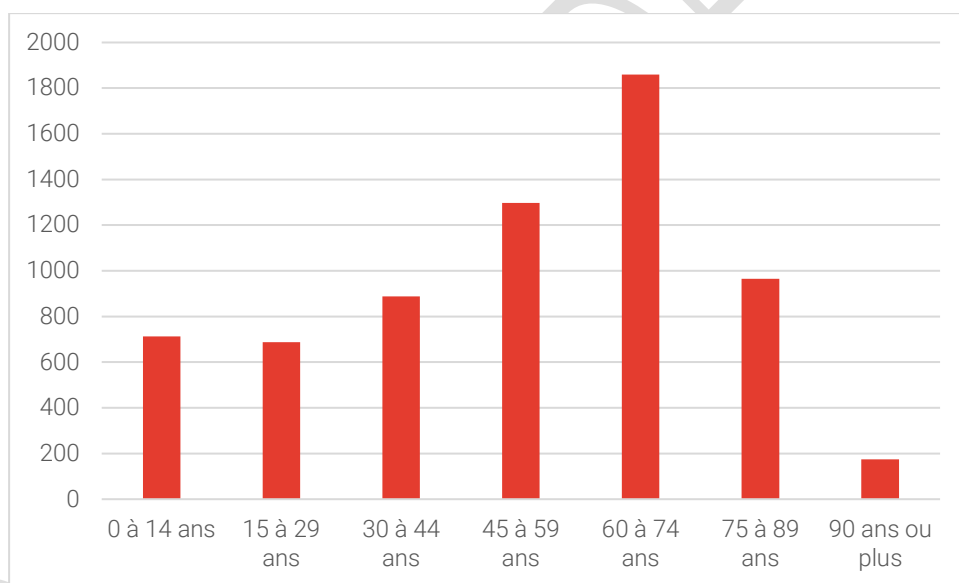
Les répartitions par tranches d'âges des habitants ainsi que les pyramides des âges correspondantes sont résumées sur les figures suivantes.

Figure 63 : Pyramide des âges de Saint-Pierre-d'Oléron en 2020 (source : INSEE.fr)



En 2019, 52 % de la population de Saint-Pierre-d'Oléron est féminine contre 51.6% pour la France métropolitaine.

Figure 64 : Répartition de la population totale en 2020 par grandes tranches d'âges (source : INSEE.fr)

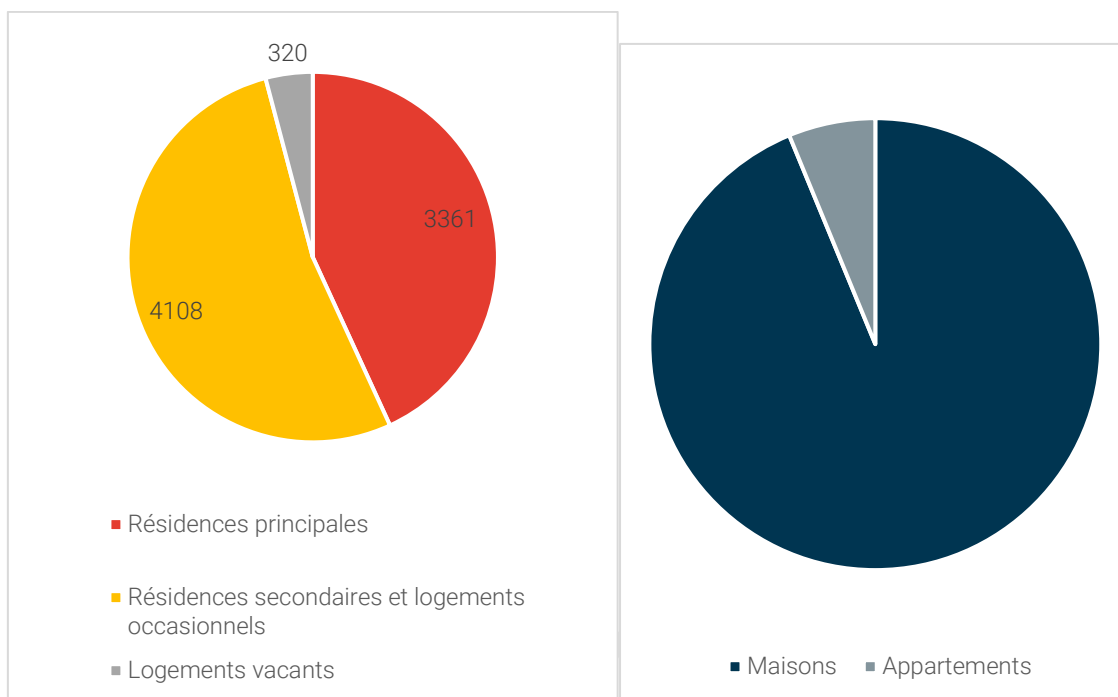


La commune de Saint-Pierre-d'Oléron témoigne d'une population plutôt vieillissante avec une grande partie d'habitants retraités, avec 28,2% d'habitants âgés de 60 à 74 ans.

LE LOGEMENT

En 2019, la commune comptabilisait au total 7 789 logements sur son territoire. Il s'agit essentiellement de maisons d'habitation (91,9 % des logements) et majoritairement des résidences secondaires (52,7%).

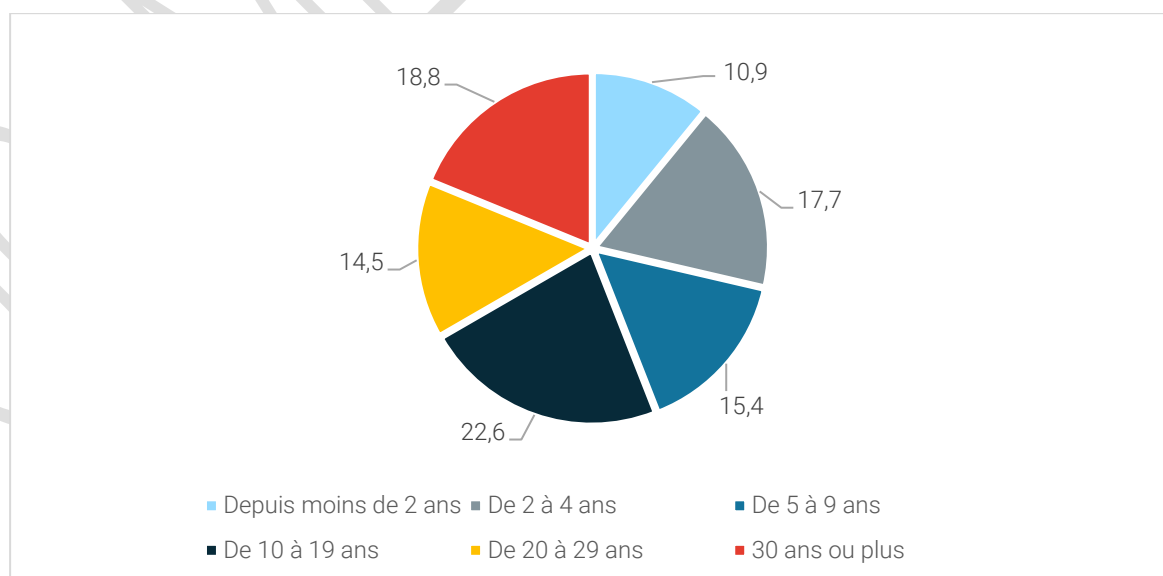
Figure 65 : Répartition des catégories des logements en 2020 de Saint-Pierre-d'Oléron (source : INSEE.fr)



L'ancienneté d'emménagement dans la commune de Saint-Pierre-d'Oléron est majoritairement de plus de 10 à 19 ans (22,6%) et de 30 ans ou plus (18,8%), les autres catégories sont assez homogènes, avec un pourcentage autour des 10-15%. La commune accueille dans l'ensemble une population fixe depuis plusieurs années.

En 2020, la commune de Saint-Pierre-d'Oléron comptabilisait 7789 logements, dont 3361 résidences principales, 4108 résidences secondaires et logements occasionnels et 320 logements vacants. La commune fait face à une augmentation de la population qui tend à une stabilisation et une augmentation de la part des résidences principales. Les nouvelles populations préfèrent habiter dans des logements déjà existants, avec une majorité de résidences principales achevées entre 1971 à 1990 (30,5%) suivi de près par celles achevées entre 1991 à 2005 (27,1%). 16,4% du parc de résidences principales est un parc récent achevé entre 2006 à 2017.

Figure 66 : Répartition de l'ancienneté d'emménagement des ménages en 2020 (en %) (source : INSEE.fr)



3.1.4.2 Les équipements publics

Le site du projet se trouve à égale distance des équipements publics proposés par la commune de Saint-Pierre-d'Oléron et ceux de Saint-Georges-d'Oléron.

Les équipements sont principalement concentrés dans les centres-bourgs et offrent l'accès aux activités sportives, administratives et d'éducation aux habitants.

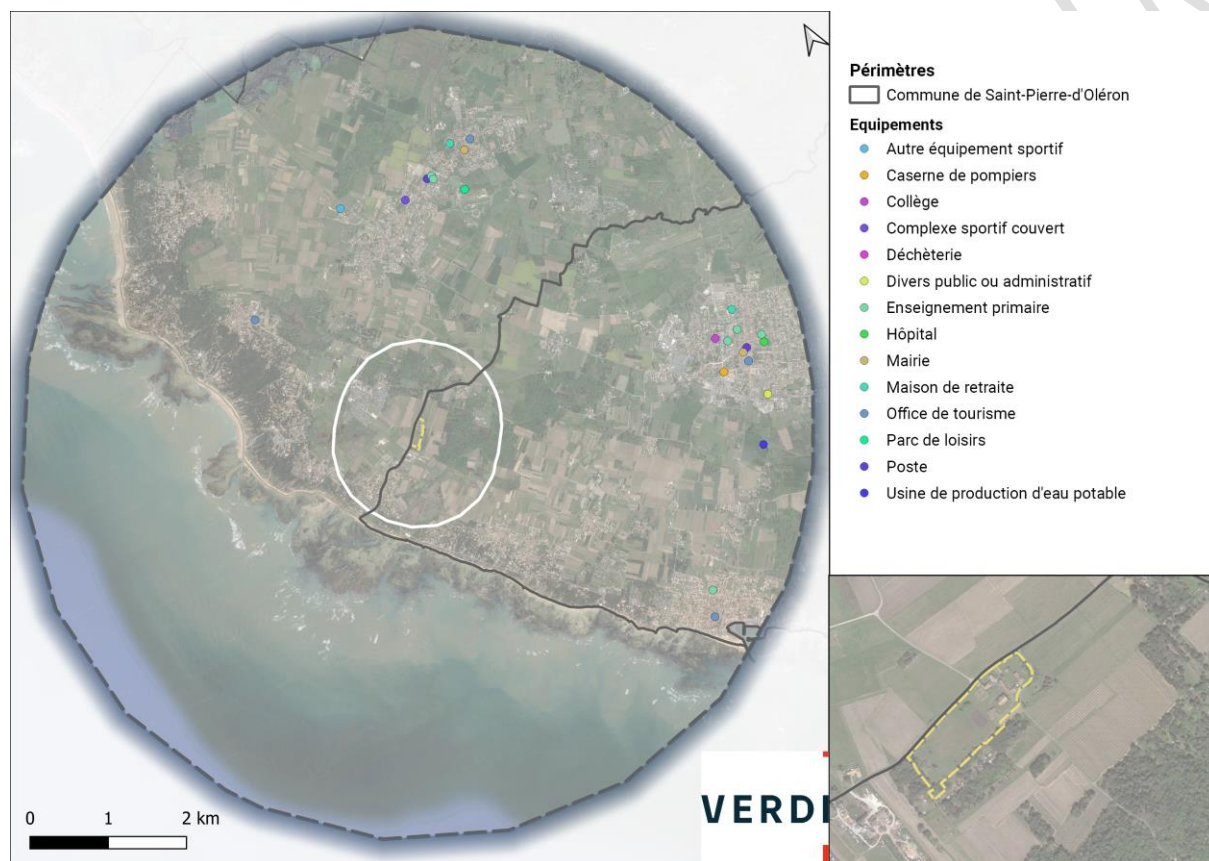


Figure 67: répartition des équipements publics autour du projet

3.1.4.3 Les activités économiques

Entre 2014 et 2020, une légère augmentation des actifs est observée sur la commune de Saint-Pierre-d'Oléron (+1,7%), avec une diminution des inactifs et une légère augmentation pour les chômeurs (0,7%). Le taux de chômage (11,9%) est supérieur à la moyenne départementale (9,6%) et nationale (7,4 %).

Tableau 14 : Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2014	2020
Ensemble	3 737	3 443
Actifs en %	71,9	73,6
Actifs ayant un emploi en %	60,7	61,7
Chômeurs en %	11,2	11,9
Inactifs en %	28,1	26,4
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	5,7	5,1

Retraités ou préretraités en %	13,4	12
Autres inactifs en %	8,9	9,3

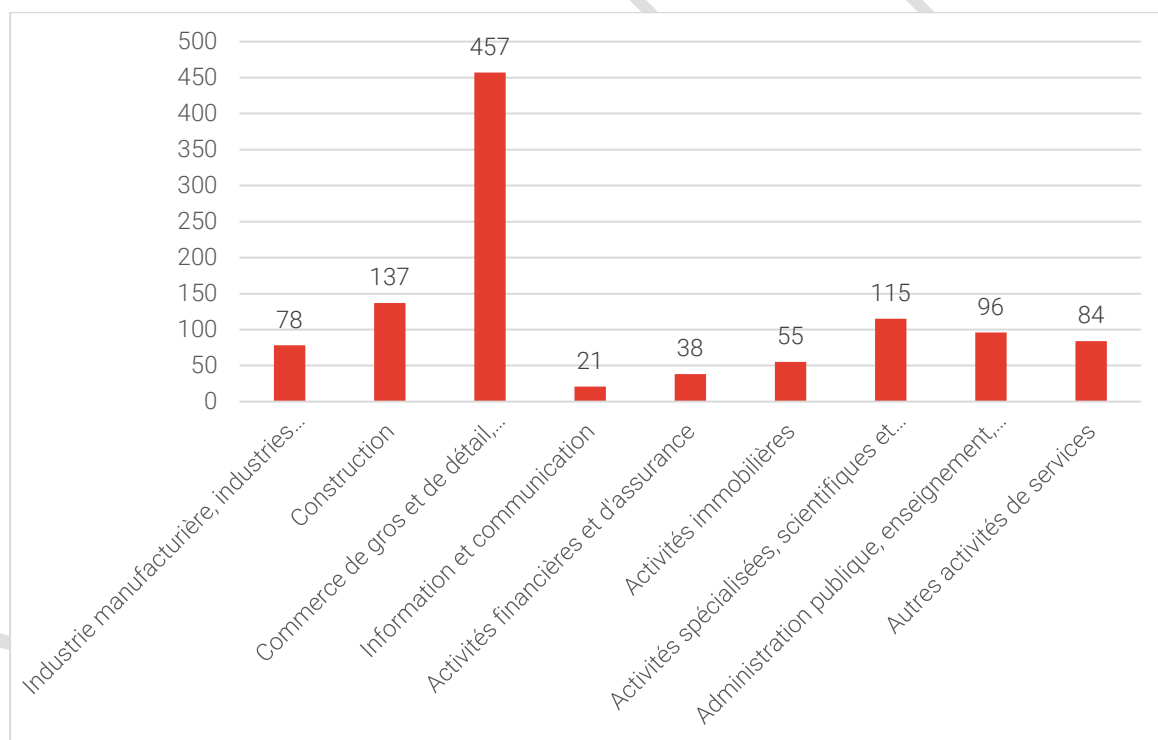
La majorité des actifs ayant un emploi et résidant sur Saint-Pierre-d'Oléron travaillent dans la commune de résidence (65 %), en diminution entre 2014 et 2020.

Tableau 15 : Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2014	%	2020	%
Ensemble	2 310	100	2 185	100
Travaillent :				
dans la commune de résidence	1 636	70,8	1 421	65
dans une commune autre que la commune de résidence	674	29,2	764	35

En 2020, 1081 établissements étaient référencés sur la commune, dont 457 relevant des domaines du Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration.

Figure 68 : Nombre d'établissements par secteur d'activité au 31 décembre 2020



Sur le territoire, une majorité des habitants est constituée par les retraités, l'autre constituée majoritairement d'actifs, travaillant sur la commune de résidence.

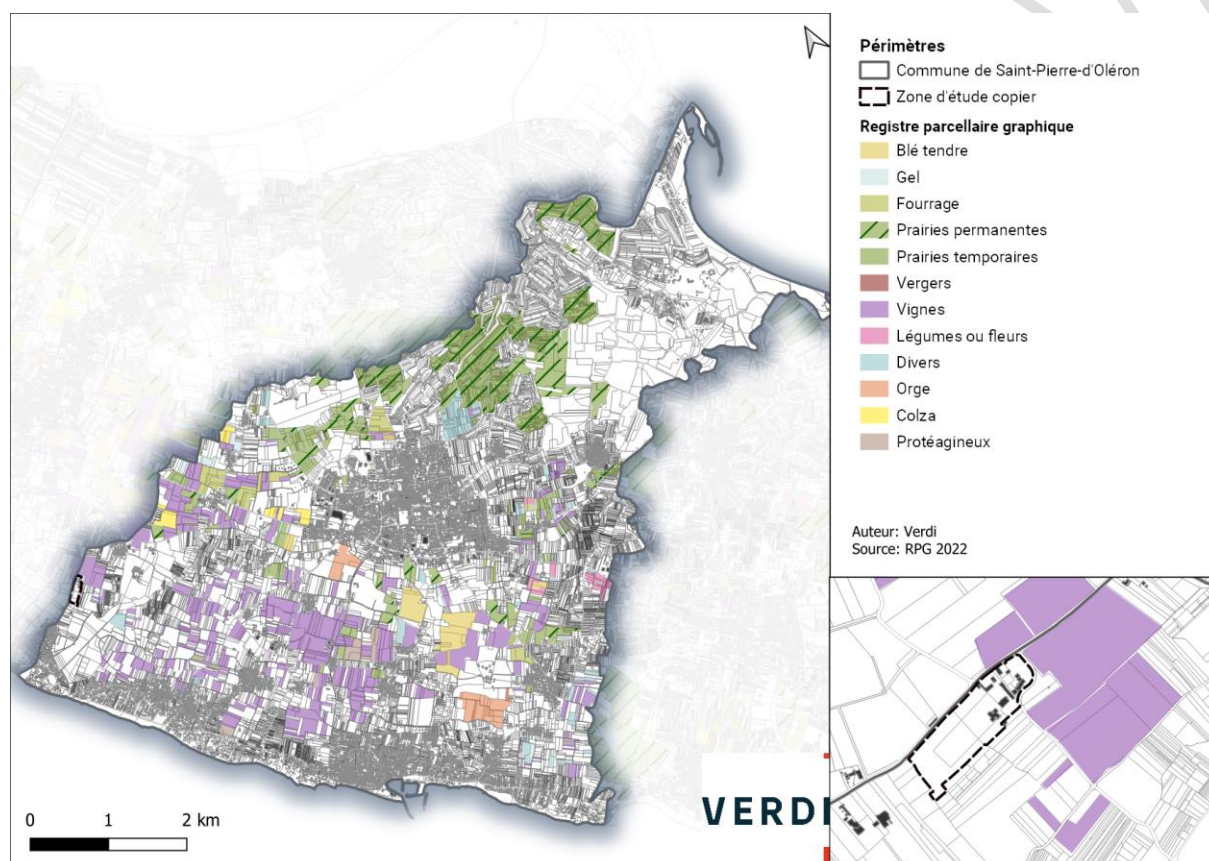
La majorité des logements sont des résidences secondaires. La part de résidences principales quant à elle, avoisine les 43%.

3.1.4.4 Les activités agricoles

La commune de Saint-Pierre-d'Oléron accueille environ 800 ha de surfaces agricoles d'après le registre parcellaire graphique 2022 ce qui correspond à plus de 20% du territoire communal. La majeure partie des surfaces sont utilisées par des prairies (340 ha) et des vignes (300 ha).

Le territoire est concerné par 3 produits sous appellation (Cognac, Pineau des Charentes et Beurre des Charentes)

Figure 69 : Registre parcellaire graphique sur la commune de Saint-Pierre-d'Oléron (2022)



3.1.4.5 La mobilité

LE RESEAU ROUTIER

Saint-Pierre est situé sur les RD 274, RD 273 et RD 734, axes centraux de communication Nord-Ouest – Sud-Est qui structurent le réseau routier de l'île. Ces axes, reliant l'île au continent, recueillent la majorité du trafic local et du trafic de transit, ce qui entraîne de fréquentes saturations des voies ainsi qu'un risque d'insécurité routière, notamment en période estivale. La commune est également traversée par la RD 274 du Nord-Est au Sud-Ouest, route secondaire qui assure la liaison avec les bourgs littoraux

D'une manière générale, le réseau apparaît comme peu hiérarchisé, plus particulièrement pour les routes secondaires pour lesquelles les usages ne sont pas clairement définis. On observe alors la présence de véhicules de gabarits très différents qui engendrent des difficultés de circulation.

Le site est desservi par une route locale communale.

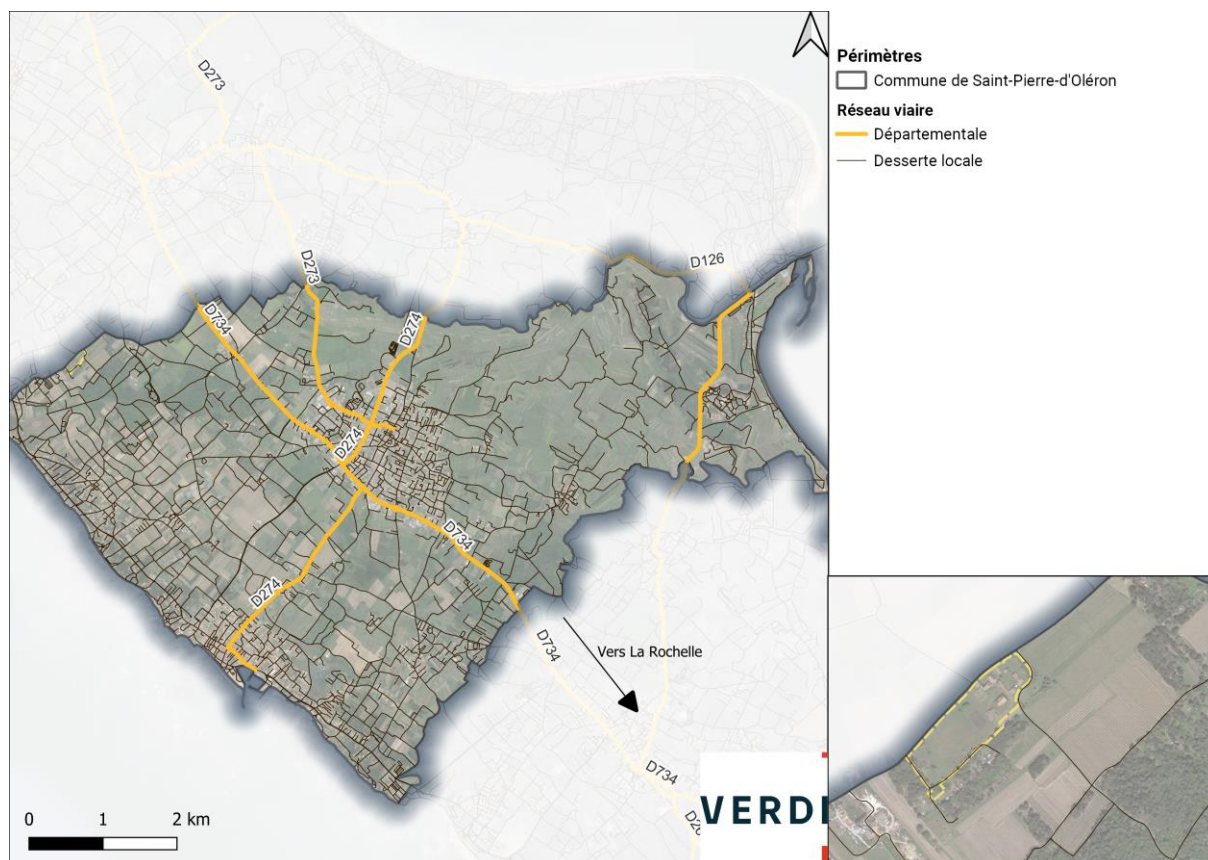


Figure 70 : Réseau viaire autour du site de projet

MOBILITE DURABLE ET TRANSPORT COLLECTIF

La commune de Saint-Pierre-d'Oléron ne possède pas de réseau de transport collectif très développé ; Ce dernier se base sur quelques lignes d'autocar régionales, avec la présence d'une gare routière reliant la commune aux autres communes de l'île et au continent, sur les itinéraires suivants :

- ▶ ligne 6 : Saint-Pierre-d'Oléron <> Rochefort
- ▶ ligne 6 express : Saint-Pierre-d'Oléron <> Rochefort <> Surgères
- ▶ ligne 7 : Saint-Pierre-d'Oléron (jusqu'à Saint-Denis-d'Oléron en été) <> La Rochelle
- ▶ ligne 8 en Juillet/Août uniquement : (jusqu'à Saint-Pierre-d'Oléron en été) <> Marennes <> Saintes



Figure 71: réseau des cars régionaux reliant l'île d'Oléron au reste du territoire.

Une liaison par voie maritime est également existante reliant la commune au continent sur l'itinéraire Boyardville-La Rochelle et Saint-Denis-La Rochelle.

Concernant l'accès par train, l'île n'est pas desservie par un réseau ferré.

Un important réseau de pistes cyclables est déployé sur la commune permettant une circulation confortable et sécurisée des moyens de transports durables (vélo, trottinettes, etc.)



Figure 72: réseau cyclable de l'île d'Oléron

3.1.4.6 Urbanisme et servitudes

La commune de Saint-Pierre-d'Oléron appartient à la communauté de communes de l'île d'Oléron qui couvre 8 communes et plus de 20 000 habitants.

Un SCoT

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays Marennes Oléron est un document de planification territoriale et une démarche de projet qui vise à définir les orientations en matière d'aménagement et de développement pour les 20 ans à venir.

Le SCoT du Pays Marennes Oléron a été approuvé le 27 décembre 2005 et il est actuellement en révision. Il reste applicable jusqu'à l'approbation de la révision.

Il concerne 14 communes du département de la Charente-Maritime. Le SCoT s'étend sur une superficie de 358 km². 37 459 habitants sont couverts.

Le territoire de ce SCoT est majoritairement naturel avec une faible densité de population (100 habs/km²).

Figure 73 : Périmètre du SCoT du Pays Marennes Oléron



LE DOCUMENT D'URBANISME DE LA COMMUNE

Le PLU est un document stratégique et opérationnel qui permet la mise en œuvre des actions et des opérations d'aménagement souhaitées par la commune. Il s'agit d'un outil privilégié de mise en œuvre du

projet de territoire intercommunal et il permet de mettre en place les politiques publiques. Le PLU de la commune de Saint-Pierre -d'Oléron a été approuvé le 1^{er} décembre 2011. Il a connu de nombreuses procédures de révision et de modification en suivant.

LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Les servitudes d'utilité publique (SUP) sont des servitudes administratives établissant, à l'initiative de l'administration, pour cause d'utilité publique, des limites au droit de propriété et d'usage du sol. Elles sont instituées en vertu de réglementations qui leur sont propres.

La commune de Saint Pierre d'Oléron est concernée par de nombreuses SUP.

Seule la servitude relative à la présence d'un site classé (AC2) concerne le périmètre d'étude.

3.1.4.7 Qualité de vie et santé humaine

HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE

LE TRAITEMENT DES EAUX USEES DOMESTIQUES ET PLUVIALES

Il existe deux systèmes d'assainissement : l'un est collectif, l'autre est individuel.

L'assainissement collectif consiste en ce que les maisons soient reliées directement au réseau public de collecte des eaux usées et le traitement de ces eaux est assuré en station d'épuration.

L'assainissement individuel (ou autonome ou non collectif) consiste à ce que chacune des habitations réalise son propre traitement des eaux avant leur rejet dans le milieu naturel. L'assainissement individuel représente la solution technique et économique la mieux adaptée au milieu rural où la densité des maisons est peu élevée et où les travaux de raccordement mobiliseraient des ressources financières importantes.

Selon les termes de l'article L2224-8 du Code général des collectivités territoriales, les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées. Elles doivent à ce titre établir un schéma d'assainissement collectif comprenant un descriptif des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées. Pour des raisons économiques, cette compétence peut être déléguée à un EPCI qui exercera cette mission en régie. Les communes doivent également assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif.

La commune de Saint-Pierre-d'Oléron est concernée par les deux types d'assainissement. En ce qui concerne l'assainissement collectif, la RESE assure la collecte, le transport et la dépollution de l'eau.

Il existe une station d'épuration des eaux usées sur la commune d'une capacité d'environ 60 000 eq/hab. 20% environ de la commune reste en assainissement individuel du fait d'un mitage important.

L'ADDUCTION EN EAU POTABLE

Sur la commune, l'adduction en eau potable est assurée par la RESE. La société assure les missions de production, de distribution et de transfert d'eau potable.

L'adduction se fait dans les nappes souterraines ou dans le fleuve Charente. La commune de Saint-Pierre-d'Oléron est alimentée pour une petite part par un point de captage à « l'Aubier », localisé sur son territoire. Le puits de « l'Aubier » est désaffecté depuis le 25 novembre 2010, seul le forage reste en service. La majeure partie du réseau est alimentée par le point de captage de Saint-Hyppolite « Lucien Grand » sur le continent

Le territoire de l'île d'Oléron n'est concerné par aucune aire de captage.

LA GESTION DES DECHETS

La collecte, le tri et les équipements des déchets ménagers sont assurée par la communauté de commune de l'Île d'Oléron, en régie. .

Sur la commune, une déchetterie se trouve à l'extrême est du territoire.

ANALYSE DES RESEAUX DIVERS

DEFENSE INCENDIE

L'article R 123-4 du code de la construction et de l'habitation dispose que les Etablissements Recevant du Public doivent avoir une ou plusieurs façades en bordures des voies ou d'espaces libres permettant l'évacuation du public, l'accès et la mise en œuvre des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

La commune dispose d'un schéma de DFCI approuvé.

RESEAU ELECTRIQUE

La compétence en matière énergétique (électricité et gaz) posée par l'article L2224-31 du Code général des collectivités territoriales est du ressort des communes et des établissements publics de coopération. Ces collectivités territoriales sont donc des Autorités Organisatrices de Distributions d'Energie (AODE)

Cette compétence d'AODE peut être délégué à un Syndicat Département d'Energie (SDE). Cette délégation permet une mutualisation de certains biens et services.

Dans le département de la Charente-Maritime, le SDEER17, créé en 1953, assure cette compétence.

Sur le volet de la **distribution d'énergie électrique** :

Afin de mutualiser les coûts liés à l'entretien, renforcement et extension de réseaux, les AODE ont la possibilité de contracter une concession avec le gestionnaire de réseau ENEDIS (« contrat de concession »). ENEDIS (ex-ERDF) est l'opérateur de distribution d'électricité majoritaire en France. Il a la charge de près de 95% du réseau.

Ces contrats de concessions organisent la répartition des travaux pris en charge par le SDE et par extension, les communes, des travaux pris en charge par ENEDIS. En contrepartie de cette prise en charge le SDE verse une redevance.

Le SDEER17 a renouvelé son contrat de concession avec ENEDIS en 2020. Ce contrat a vocation à perdurer 30 ans.

Sur le volet de la **fourniture d'énergie électrique** :

Le fournisseur EDF se charge de la fourniture d'électricité aux clients raccordés au réseau de distribution de la concession, bénéficiant des Tarifs Réglementés de Vente (TRV).

RESEAU DE COMMUNICATION (TELEPHONE – FIBRE OPTIQUE)

La couverture mobile du territoire varie selon les temporalités. Le réseau de communication est notamment peu qualitatif en période estivale en raison de l'augmentation de la fréquentation touristique. Si la couverture est correcte dans les plaines et plateaux, elle est de mauvaise qualité voire inexistante dans les vallées encaissées.

LES RISQUES INDUSTRIELS ET TECHNOLOGIQUES (LES ICPE, TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES, ETC.)

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

Afin de limiter l'occurrence et les conséquences des risques industriels, l'État a répertorié les établissements les plus dangereux et les a soumis à réglementation. Il s'agit des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Trois régimes ont été fixés :

- ▶ Les installations peu dangereuses, soumises à déclaration ;
- ▶ Les installations plus dangereuses, soumises à enregistrement ;
- ▶ Les installations plus dangereuses, soumises à autorisation et devant faire l'objet d'études d'impact et de dangers. Les plus dangereuses, dites « installations Seveso » (à seuil bas ou seuil haut), sont assujetties à une réglementation spécifique.

Les dispositions relatives aux ICPE sont codifiées depuis la ratification de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, modifiée par l'Ordonnance n° 2009-663 du 11 juin 2009 relative à l'enregistrement de certaines installations classées pour la protection de l'environnement.

En complément et suite à l'émoi suscité par le rejet accidentel de dioxine le 10 juillet 1976 sur la commune de Seveso (Italie), les États membres de la Communauté Economique Européenne (CEE) se dote d'une politique commune en matière de prévention des risques industriels majeurs.

Ainsi, est adoptée le 24 juin 1982 la directive 82/501/CEE du Conseil concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles (« directive SEVESO »). Cette directive demande aux États et aux entreprises d'identifier les risques associés à certaines activités industrielles dangereuses et de prendre les mesures pour y faire face.

Cette directive SEVESO a ensuite étendu son champ progressivement après l'adoption de la directive 96/82/CE du Conseil du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (« directive SEVESO II »), transposée en droit français par l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

La directive SEVESO II crée la notion de « seuil bas » et de « seuil haut » qui correspondent à un classement basé, entre autres, sur les quantités de substances et produits dangereux présents dans l'ICPE autorisée. Des obligations s'appliquent à chacun des deux seuils, le « seuil haut » étant le plus contraignants.

Face aux lacunes de la directive SEVESO II, les institutions de l'Union européenne adoptent la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil (dite « SEVESO III ») que les États membres devront transposer avant le 31 mai 2015.

Les installations avec Servitude d'utilité publique (ICPE AS) correspondent aux installations soumises à autorisation délimitant les périmètres de protection pour la maîtrise de l'urbanisation ; elles incluent les installations dites « seuil haut ». Les exploitants de ces installations doivent mettre en place un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) afin de mieux encadrer l'urbanisation future.

Aucune ICPE n'est située dans le périmètre rapproché du projet. 3 ICPE se trouvent dans un périmètre de 5km du site :

Tableau 16 : Liste des ICPE localisées dans un rayon de 3 km autour du site de projet

Site	Activité	Régime	Localisation	Distance avec le périmètre de projet
BERNALEAU Mickael (dechets illégal)	Industries	Soumis à Autorisation	St Georges d'Oléron	3 km à l'est
PUYO Yves Marc (VHU illégal)	Industries	Enregistrement	St Georges d'Oléron	5 km au Nord-Est
VITI-OLERON	Industries	Enregistrement	St Georges d'Oléron	3 km au Nord-Est

Aucune usine soumise au régime SEVESO n'est recensée dans le secteur d'étude.

La ZIP et ses environs immédiats ne sont donc concernés par aucune servitude d'utilité publique ni zonage spécifique de protection liée au risque industriel. L'enjeu peut donc être qualifié comme faible au niveau du projet.

LES NUISANCES ET POLLUTIONS

LA POLLUTION DES SOLS

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes dans le sol (suite à l'épandage, accidentel ou pas, de produits chimiques par exemple), présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.

■ SITES ET SOLS POLLUES « BASOL »

Les sites BASOL sont les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif.

Aucun site BASOL ne se trouve dans le périmètre éloigné du site de projet.

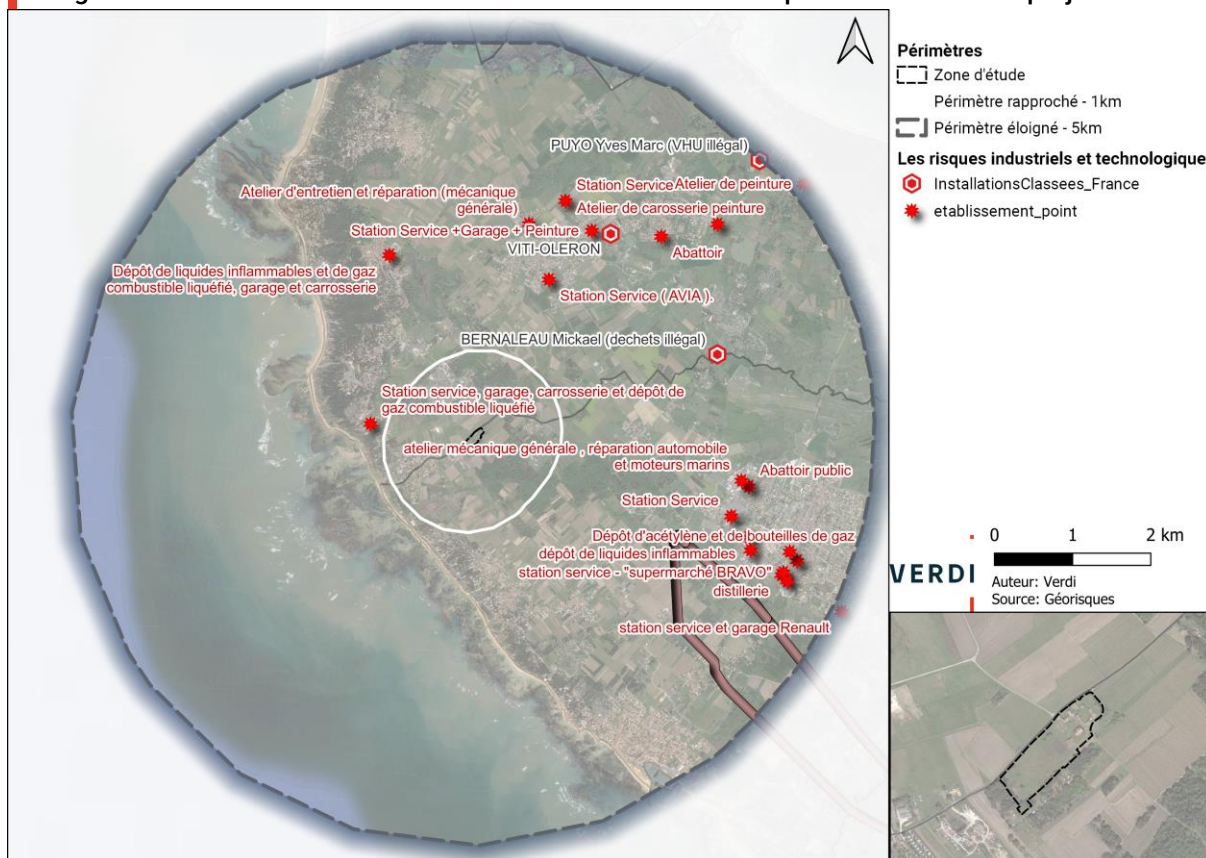
■ ACTIVITES HISTORIQUES « BASIAS »

La base de données BASIAS inventorie les anciens sites industriels et activités de services sans déterminer si ces sites sont pollués.

19 sites industriels, recensés par la base de données BASIAS, sont présent dans un rayon de 5 km autour du site de projet. Aucun ne se trouve dans le périmètre rapproché (1km) du site.

Compte tenu de la distance séparant la zone d'étude des sites BASIAS et BASOL, l'existence de polluants liés à ces activités sur le périmètre du projet est jugée peu probable.

Figure 74 : Localisation des sites BASIAS et BASOL et ICPE à proximité du site de projet



LE CONTEXTE SONORE

D'après les enquêtes réalisées régulièrement sur le sujet en France, le bruit est perçu comme l'une des premières nuisances par 40% des Français, loin devant la pollution de l'air (18%). L'origine des nuisances sonores est principalement liée aux transports, mais également, à un niveau plus local, aux diverses activités humaines. Les niveaux du bruit urbain sont en général en deçà de ces seuils de danger pour l'ouïe. Ils ne rendent pas sourd, mais peuvent néanmoins provoquer des problèmes de santé lourds de conséquences.

Sur la commune de Saint-Pierre-d'Oléron, il n'y a pas de plan d'exposition au bruit (PEB). Elle est néanmoins concernée par des problèmes de bruit. L'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 pris pour la quatrième échéance a arrêté et publié les cartes stratégiques du bruit des infrastructures de transports terrestres du département de la Charente-Maritime. Sur la commune, c'est la RD734 qui est génératrice de fortes nuisances sonores

Figure 75: •zones exposées au bruit des grandes infrastructures de transport selon les indicateurs Lden et Ln

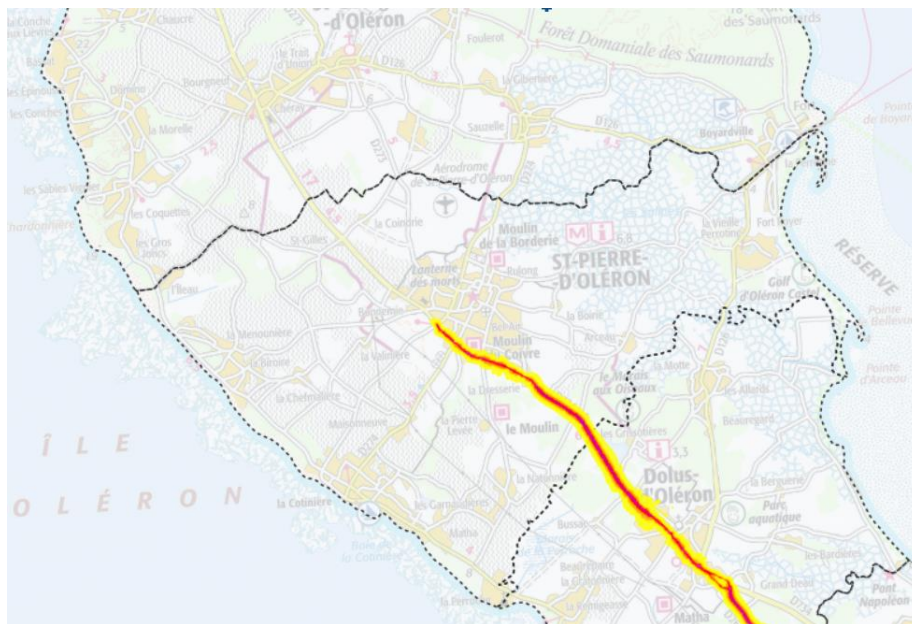
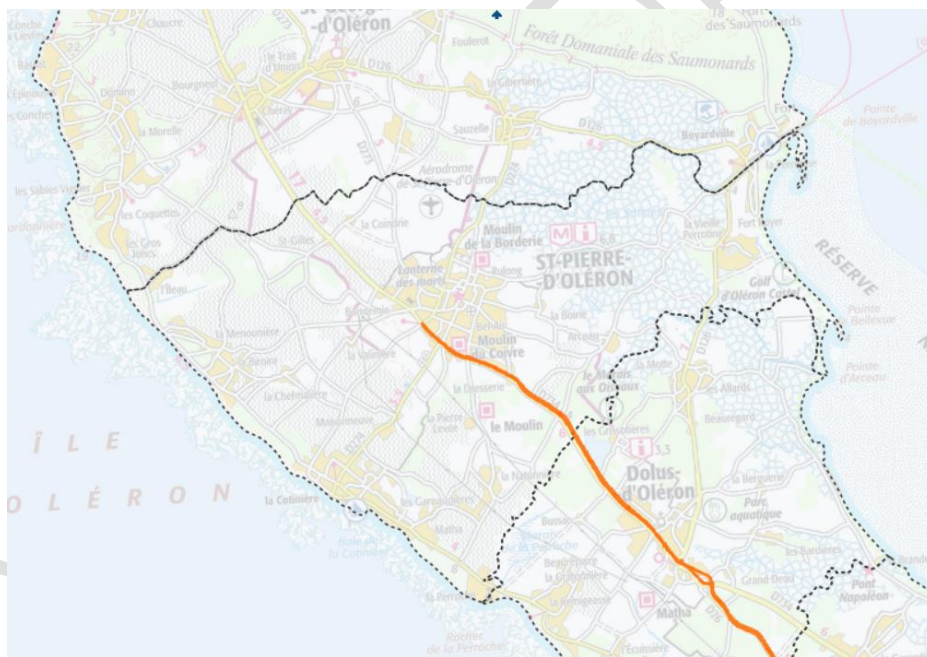


Figure 76: •zones de dépassement des valeurs limites selon les indicateurs Lden et Ln.



Les axes routiers concernés par des dépassements de valeurs limites ne concernent pas le site d'implantation potentiel du projet. Les principales sources de bruits sur ce secteur peuvent provenir des routes de desserte locales et des activités agricoles environnantes. Ces sources de bruit sont ponctuelles et de faible ampleur. Ainsi l'ambiance sonore est calme.

LES VIBRATIONS

Dans certaines conditions de trafic routier (circulation des véhicules) des vibrations peuvent être générées et porter atteinte aux biens physiques et aux personnes.

Au regard du contexte calme et presque rural dans lequel s'inscrit le projet, elles ne sont donc pas ressenties sur les terrains du projet.

LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

■ LES GRANDES SOURCES D'EMISSIONS DE POLLUANTS ATMOSPHERIQUES :

Les activités humaines sont génératrices de nombreux polluants atmosphériques qui dégradent fortement la qualité de l'air que nous respirons, provoquant des incidences sur la santé humaine et l'environnement. Parmi les pollutions incriminées, nous retrouvons celles issues de l'industrie, du transport (routier et non routier), du résidentiel et du tertiaire ainsi que celles issues de la production et de l'acheminement d'énergie.

De façon générale, la qualité de l'air peut être appréciée par l'analyse des polluants émis dans l'atmosphère par les activités humaines dont les principaux sont :

- ▶ Le monoxyde de carbone (CO),
- ▶ Les oxydes d'azote (NOx),
- ▶ Le dioxyde de soufre (SO2),
- ▶ Les composés organiques volatils (COV),
- ▶ Les particules fines d'un diamètre de moins de 10 µm (PM10).

Polluants	Origine du polluant	Effets sur la santé (sous certaines concentrations)	Effets sur les bâtiments et les écosystèmes
Oxydes d'azote (NOx)	Combustion à haute température dans les moteurs thermiques ou les chaudières	Irritant pour les bronches Augmente la fréquence et la gravité des crises d'asthme Favorise les infections pulmonaires chez les enfants	Acidification Formation d'ozone Altération de la couche d'ozone
Particules fines (PM)	Combustion incomplète Abrasion des pneus et des disques de frein	Irritant et altération des voies respiratoires Propriétés mutagènes et cancérigènes en fonction de la composition	Salissure des bâtiments Acidification
Dioxyde de soufre (SO2)	Oxydation du soufre contenu dans les combustibles fossiles	Troubles respiratoires	Dégradation des bâtiments
Composés Organiques Volatils (COV)	Évaporation de produits pétroliers, procédés industriels, combustion incomplète des combustibles et carburants, émissions naturelles	Toxicité (dépendante du produit) Cancers pour certains composés (benzène par exemple)	Formation d'ozone
Monoxyde de carbone (CO)	Combustion incomplète des combustibles fossiles	Se fixe à la place de l'oxygène sur l'hémoglobine du sang Exposition prolongée peut conduire au coma et à la mort	Formation d'ozone

■ LA SITUATION SUR LE TERRITOIRE

Localement, la surveillance de la qualité de l'air est assurée par l'ATMO Nouvelle-Aquitaine,. La diffusion des résultats et la publication quotidienne de l'indice ATMO réalisé à partir de la mesure de quatre polluants (SO₂, NO₂, O₃, PM₁₀), permettent ainsi une information régulière du public sur la qualité de l'air.

L'implantation des sites de mesure de la qualité de l'air n'est pas aléatoire, elle dépend de nombreux critères permettant de mesurer dans sa globalité l'air sur toute la zone étudiée. Il existe plusieurs types de stations spécifiques à un objectif de surveillance. Chaque station répond à des critères de fonctionnement et d'implantation très rigoureux. Nous avons donc, un total de 5 stations de mesure de la qualité de l'air :

- ▶ Stations urbaines de fond ;
- ▶ Stations de proximité automobile ;
- ▶ Stations de proximité industrielle ;
- ▶ Station périurbaine de fond ;
- ▶ Station rurale régionale.

Cette dernière station participe à la surveillance de l'exposition des écosystèmes et de la population à la pollution atmosphérique de « fond » notamment photochimique dans les zones rurales et très étendues à densité de population faible telles que le présent territoire d'étude.

La station la plus proche du site de projet est la station fixe urbaine de La Rochelles- Pallice. La qualité de l'air est globalement très bonne.

Le secteur le plus émetteur de particules sur le territoire est le secteur résidentiel, suivi par les transports routiers.

**De ce fait, en l'absence d'industrie lourde et d'infrastructure routière dense sur le territoire d'étude, il est possible de considérer que la qualité de l'air est globalement bonne.
Le site d'étude n'est donc pas concerné par la pollution de l'air.**

LA POLLUTION LUMINEUSE

On parle de pollution ou nuisance lumineuse lorsque les éclairages artificiels sont si nombreux et omniprésents ou inadaptés qu'ils nuisent à l'obscurité normale et souhaitable de la nuit. La pollution lumineuse est une forme de pollution assez peu évoquée dans la littérature car à priori peu néfaste pour la santé lorsqu'on la compare aux pollutions plus classiques : déchets, smog urbain, eaux souillées, etc. Toutefois, la lumière artificielle peut influencer la santé et le bien-être des hommes et des animaux. A contrario, les émissions lumineuses sont utiles pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

La pollution lumineuse a comme source physique :

- ▶ La lumière artificielle émise par des sources fixes et permanentes telles que les luminaires de la ville, des parkings, des voiries, des ponts, des installations industrielles et commerciales, publicitaires, des locaux et bureaux éclairés la nuit et dont les parois vitrées et fenêtres ne sont pas occultées, ...
- ▶ Des sources mobiles comme les phares de véhicules.

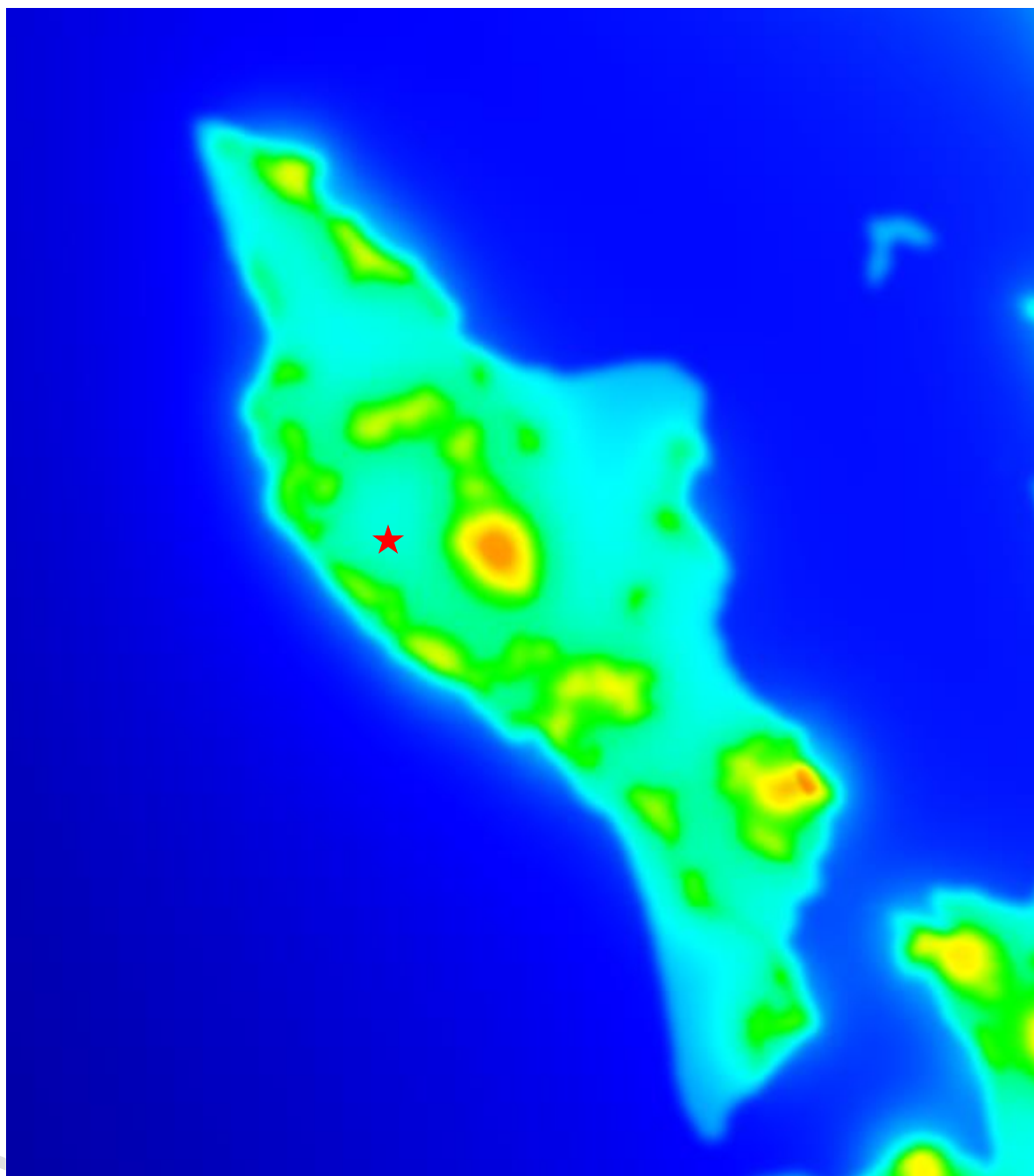
La vie animale et végétale est rythmée par l'alternance jour/nuit. Toutefois, ces dernières décennies, l'action humaine a complètement bouleversé cette alternance naturelle avec l'introduction de l'éclairage artificiel dans notre quotidien. Cela se traduit par un halo de lumière enveloppant chaque ville et village de France. En effet, l'éclairage nocturne impacte la faune et la flore. Il modifie le rythme biologique des espèces et celles-ci finissent par s'épuiser. La faune et notamment les espèces nocturnes peuvent se retrouver désorientées. La lumière joue donc un rôle répulsif vis-à-vis des espèces. Concernant les espèces floristiques cela tend à perturber leur cycle métabolique et à accélérer leur dépérissement.

L'article 41 de la loi, codifié à l'article L.583-1 du code de l'environnement précise les 3 raisons de prévenir, supprimer ou limiter les émissions de lumière artificielle lorsque ces dernières :

- ▶ sont de nature à présenter des dangers ou à causer un trouble excessif aux personnes, à la faune, à la flore ou aux écosystèmes,
- ▶ entraînent un gaspillage énergétique
- ▶ empêchent l'observation du ciel nocturne.

A ce jour, aucune étude spécifique sur les pollutions lumineuses n'a été réalisée sur le territoire. Concernant la commune de Saint-Pierre-d'Oléron, on peut observer une pollution lumineuse concentrée sur le centre bourg et le littoral et presque inexistante dans les espaces naturels peu urbanisés. Ainsi, la Voie lactée est souvent visible dans le ciel.

Figure 77 : Pollution lumineuse sur la commune de la Saint-Pierre-d'Oléron (Source : AVEX)



Blanc : > 0-50 étoiles visibles (hors planètes) selon les conditions. Pollution lumineuse très puissante et omniprésente. Typique des très grands centres urbains et grandes métropoles régionales et nationales.

Magenta : 50-100 étoiles visibles, les principales constellations commencent à être reconnaissables.

Rouge : 100 -200 étoiles : les constellations et quelques étoiles supplémentaires apparaissent. Au télescope, certains Messier se laissent apercevoir.

Orange : 200-250 étoiles visibles, dans de bonnes conditions, quelques coins de ciel plus noir apparaissent ; typiquement moyenne banlieue.

Jaune : 250-500 étoiles : pollution lumineuse encore forte. La Voie Lactée peut apparaître dans de très bonnes conditions.

Vert : 500–1000 étoiles : grande banlieue tranquille, les halos de pollution lumineuse n'occupent qu'une partie du ciel

Cyan : 1000–1800 étoiles : la Voie Lactée est visible la plupart du temps

Bleu : 1800–3000 : bon ciel, la Voie Lactée se détache assez nettement

Bleu nuit : 3000–5000 : bon ciel

Noir : + 5000 étoiles visibles, plus de problème de pollution lumineuse décelable à la verticale

★ : Périmètre d'implantation potentielle du projet

Le site, localisé au sein d'une zone naturelle, est essentiellement marqué par les émissions lumineuses liées à la circulation routière.

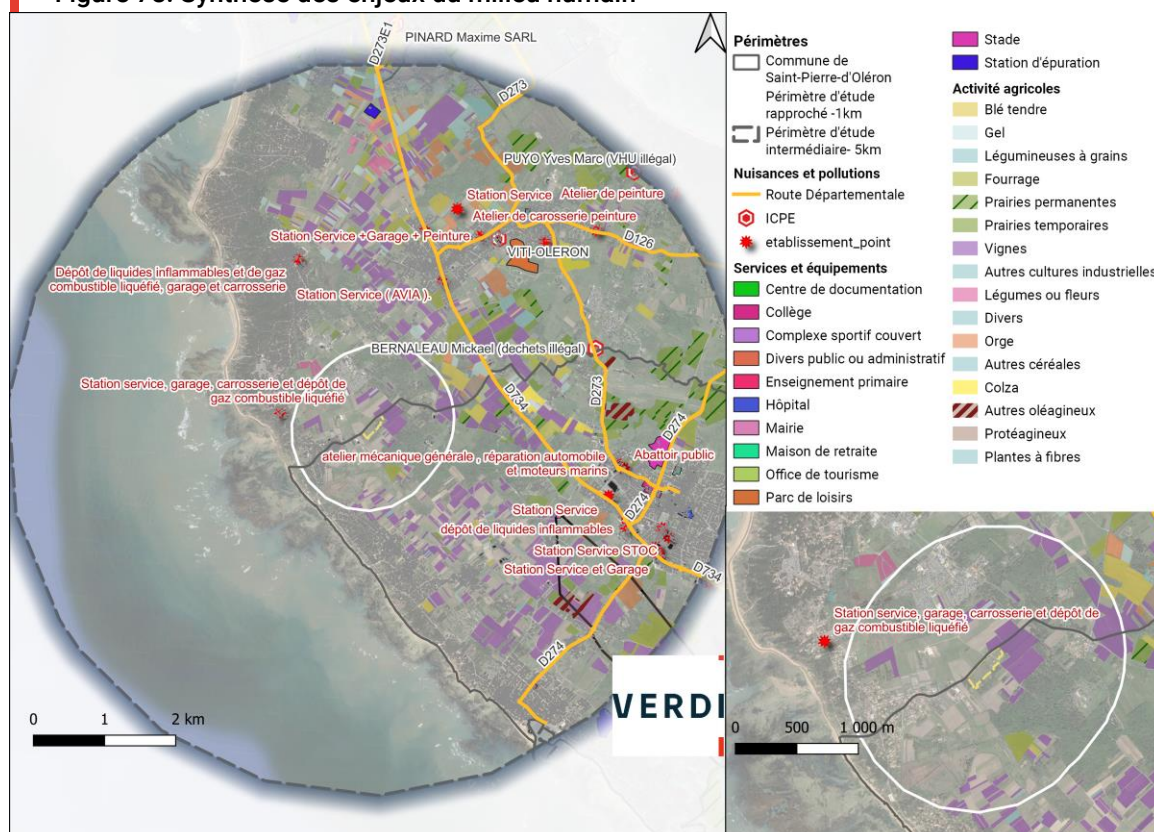
Le site n'est donc pas soumis à la pollution lumineuse.

3.1.4.8 Synthèse du milieu humain

Du fait de son insertion dans un contexte forestier, le site ne présente que très peu d'enjeux humains qui sont :

- ▶ Un zonage du PLU incompatible avec les futures destinations
- ▶ Une occupation du sol majoritairement artificialisée avec une absence d'activité (site à l'abandon)
- ▶ Un site à l'écart des nuisances

Figure 78: Synthèse des enjeux du milieu humain

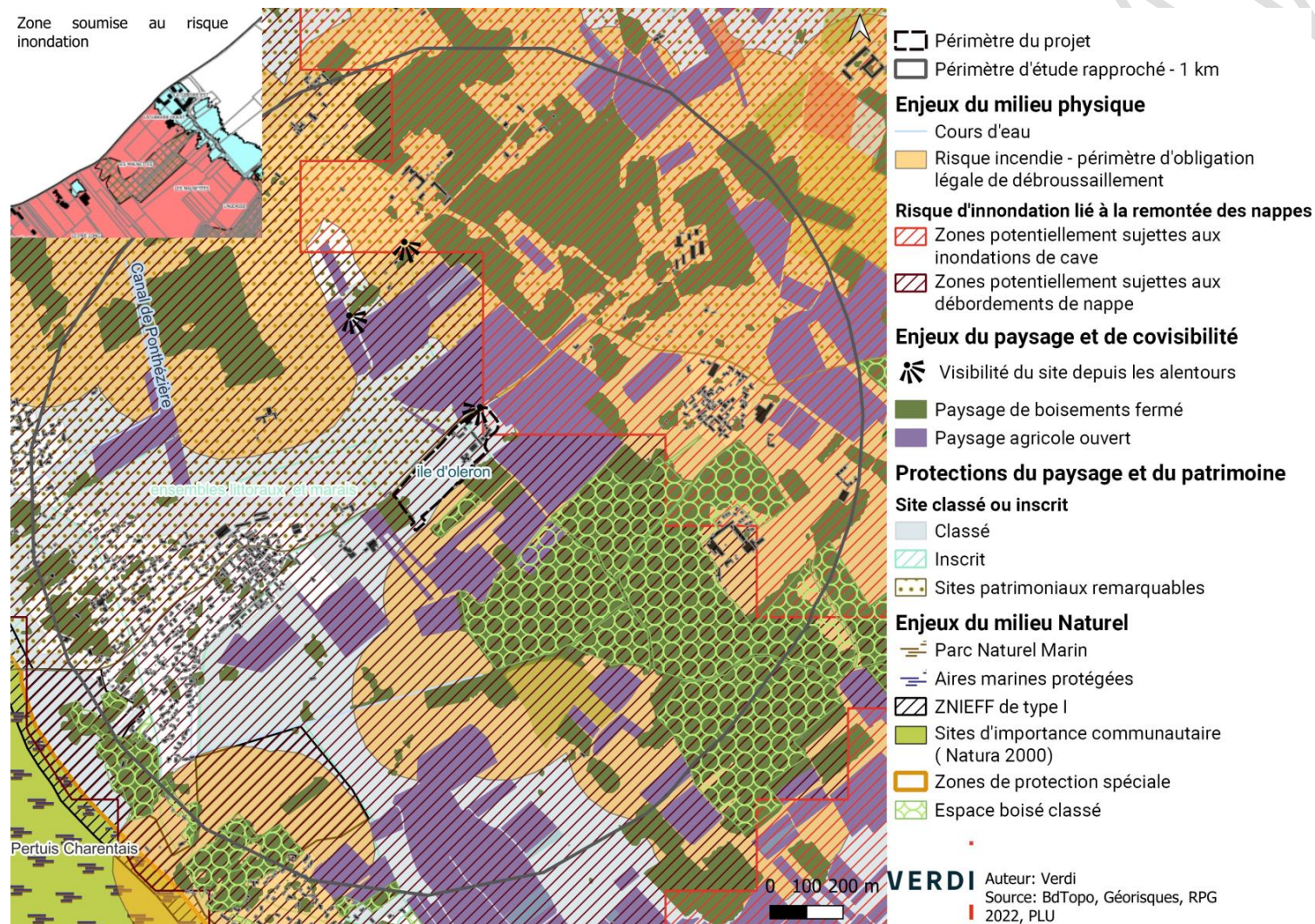


3.1.5 SYNTHÈSE DE L'ÉTAT INITIAL DE LA ZONE ET DES MILIEUX SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

La zone faisant l'objet de la modification du PLU de Saint-Pierre-d'Oléron présente les enjeux suivants :

- ▶ Le milieu physique
 - Risque inondation
 - Risque feu de forêt
 - Risque retrait-gonflement des argiles
- ▶ Le milieu naturel
 - Présence d'un site Natura 2000
 - Présence de sites ZNIEFF de type I
 - Potentielle présence de chiroptères dans les bâtiments abandonnés
- ▶ Le milieu humain
 - Un zonage du PLU incompatible avec le projet
- ▶ Le paysage
 - Une insertion paysagère des constructions du site, marqueurs d'une identité du territoire
 - Une visibilité marquée au Nord du site
 - Des masques visuels sur la partie sud et est du site à conserver

Figure 79: carte de synthèse des enjeux du site d'étude



3.2 INCIDENCES DU PROJET ET MESURES ENVISAGEES

3.2.1 PRINCIPALES RAISONS DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT POUR LESQUELLE LE PROJET A ETE RETENU

Le projet a été retenu, car il permet :

- ▶ La diminution de la consommation et de l'artificialisation des sols
- ▶ La réhabilitation de bâtiments abandonnés pour permettre la production de logements abordables
- ▶ La conservation des caractéristiques architecturales locales
- ▶ La production de logements sans impacter les ressources naturelles et agricoles du territoire et sans aggraver les risques naturels ni exposer de nouvelles populations à ces risques.

3.2.2 ANALYSE DES INCIDENCES ET MESURES ERC

3.2.2.1 Impacts sur le milieu physique

Impacts sur le climat

Au regard de l'absence de micro-climat, d'aucune altération du milieu naturel et hydrographique, de la densité végétale et de l'artificialisation, le climat local ne sera pas altéré.

Aucun impact sur le climat n'est pressenti et induit par l'objet de la modification de droit commun.

Impacts sur la géologie, les matériaux et la topographie du terrain

La zone Nhg n'autorise aucun type de constructions nouvelles. Seules les extensions liées à la rénovation (sécurité, accessibilité et rénovation énergétique) des bâtiments existants sont autorisées.

Concernant la création de voiries et de circulations piétonnes, la consommation d'espace liée à leur aménagement sera compensée par la suppression de certaines dalles bétons présentes sur le site. De plus, les circulations piétonnes seront réalisées avec des matériaux perméables.

Ces aménagements sont donc très peu consommateurs d'emprise au sol et ne nécessitent pas de travaux lourds.

Par les changements de destination des constructions existantes, la modification de droit commun du PLU encourage la réhabilitation et la réutilisation du bâti existant et limite ainsi l'impact sur les matériaux.

De plus, le règlement limite à 6 mètres (à l'égout du toit) la hauteur maximale des constructions, depuis le terrain naturel avant travaux.

La partie « Sud-Ouest » de la zone NT3g n'étant pas intégrée au nouveau zonage Nhg, cette dernière passe en zonage A, ainsi seuls les aménagements nécessaires à une exploitation agricole seront possibles.

L'ensemble de ces réglementations permettent de juger l'impact du changement de zonage sur la topographie, les matériaux et la géologie comme très faible.

Impacts sur la ressource en eau

La zone Nhg n'autorisant pas les nouvelles constructions, les effets sur la ressource en eau sont limités.

Le bâti déjà présent dispose à minima d'un système de traitement des eaux à la parcelle, lié à l'ancienne activité d'hébergement. Ce dernier pourra faire l'objet d'une rénovation et d'une mise aux normes, au même titre que le bâti.

Concernant les eaux pluviales le règlement intègre d'ores et déjà que l'infiltration à la parcelle est favorisée et que les techniques de gestion des eaux pluviales alternatives seront possibles. De plus, l'interdiction de nouvelles constructions et la réalisation des circulations piétonnes avec matériaux perméables limitent l'impact sur l'évacuation et l'infiltration des eaux de pluie.

Cette modification de droit commun s'inscrit dans les objectifs de développement des projets communaux et intercommunaux. Le PLU et le SCoT en vigueur fixent des objectifs en matière de renouvellement du bâti existant et de soutien de l'habitat permanent sur le territoire. L'élaboration de ces objectifs tient compte des besoins, ainsi les capacités d'approvisionnement en eau potable sont adaptées.

L'ensemble de ces mesures permet de limiter tout impact sur les eaux superficielles d'un point de vue quantitatif et qualitatif.

Impacts sur le niveau de risque naturels

La zone Nhg est concernée par le PPRN de la commune de Saint-Pierre-d'Oléron et plus particulièrement par les zonages Bs2 et Rs3. Le changement de destination des bâtiments concernés par le zonage Nhg, à destination de constructions « habitation » et sous-destination « logement » est compatible avec le règlement de la zone Bs2 du PPRN, mais pas avec le règlement de la zone Rs3, en effet ce dernier interdit l'augmentation du nombre de logements.

Cependant, le règlement de la zone Nhg du PLU interdit les nouvelles constructions et réglemente les extensions, et le règlement de la zone Rs3 du PPRN interdit l'augmentation du nombre de logements, c'est donc la plus restrictive des règles qui s'applique.

En effet, n'existant pas de différenciation réglementaire dans le Code de l'urbanisme entre le logement et les annexes ou les bâtiments de stockage, l'ensemble des bâtiments concernés font l'objet d'un changement de destination « habitation » et de sous-destination « logement ». Une exception sera faite pour les bâtiments localisés en zone Rs3 du PPRN, étant donné qu'ils respectent les conditions suivantes :

- rester dans le volume actuel à la date de la présente application du PPRN ;
- ne pas augmenter significativement la capacité d'accueil à la date de la présente application du PPRN ;
- ne pas créer de logement ;

- assurer la sécurité des personnes par une prise en compte de l'activité dans le plan communal de sauvegarde (PCS) ;
- ne pas aggraver, voire diminuer, la vulnérabilité des biens et des activités ;
- ne pas augmenter l'exposition aux risques liés à la pollution d'installations et/ou d'activités détenant et/ou exploitant des produits dangereux et/ou polluants.

Par conséquent, le règlement de zone Nhg et les changements de destinations sont compatibles avec le PPRN et n'ont pas d'impacts sur les risques naturels et en particulier le risque submersion marine.

Selon les capacités de réglementation du PLU, l'impact du projet sur les risques naturels est jugé nul.

3.2.2.2 Impacts sur le milieu naturel

Impacts sur les périmètres de protection et d'inventaires des espaces naturels

La commune de Saint-Pierre-d'Oléron présente de nombreux intérêts écologiques avec divers zonage et statut de protection. En effet, l'île est reconnue pour son pertuis charentais (Parc marin et site Natura 2000), les habitats dunaires (Natura 2000 et ZNIEFF) et les marais (Natura 2000, ZNIEFF type I et II, ZICO, ENS et arrêté de protection biotope). Cependant, nombreux d'entre eux ne présentent aucune connexion écologique par rapport au site.

Les milieux concernés par le site sont majoritairement des parcelles agricoles, urbaines ou boisées.

Le projet de modification du plan d'urbanisme présente des impacts très faibles vis-à-vis des zones riches en biodiversité. L'analyse détaillée des incidences Natura 2000 est présentée en partie 4.4.

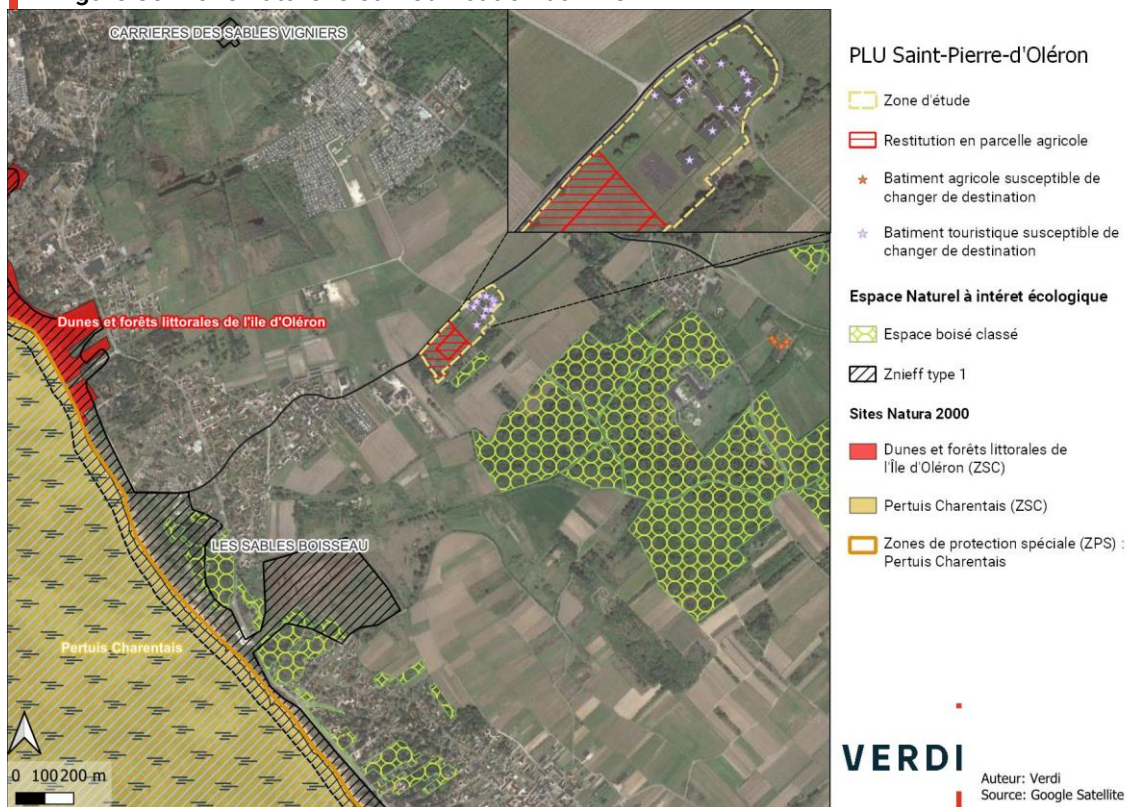
En effet, le projet intègre des dispositions réglementaires permettant de réduire son impact sur ces espaces :

- ▶ Interdiction de réaliser de nouvelles constructions
- ▶ Destruction et/ou réhabilitation des bâtiments existants
- ▶ Aménagement des voies piétonnes à partir de matériaux perméables
- ▶ Limitation du nombre de places de stationnements (1,5 place par logement de 60m² et 2 places pour les logements de plus de 60m²)
- ▶ Places de stationnements perméables
- ▶ Restitution de la partie non construite de la parcelle en parcelle agricole.

Le site ne présente aucune surface commune avec les zones de protections et les sites d'intérêt écologique (Natura 2000, ZNIEFF, ENS, ZICO). L'impact est donc très faible.

Ainsi, selon les mesures mises en place par le PLU, l'impact du projet sur les périmètres de protection et d'inventaires est très faible. L'analyse détaillée des incidences Natura 2000 est présentée en partie 4.4.

Figure 80: Zone naturelle et modification du PLU



Impacts sur les habitats naturels

Le périmètre du projet présente majoritairement des habitats anthropisés avec principalement des bâtiments abandonnés et une pelouse entretenue. L'enjeu pour l'habitat naturel est faible. De plus, il y a aura peu d'impact puisqu'il y aura peu d'artificialisation du sol étant donné que les bâtiments seront sur du bâti déjà présent.

L'impact sur les habitats naturels est donc très faible.

Impacts sur la faune

Le périmètre de projet présente des enjeux relatifs à la faune assez faible en raison d'un habitat anthropisé et peu favorable à la faune sauvage. Les espèces à enjeux qui ont été contactées ou celles potentielles sur site et potentiellement impactées sont principalement des espèces anthropiques d'oiseaux, des chiroptères ainsi que des reptiles.

- ▶ Murin sp
- ▶ Pipistrelle commune
- ▶ Pipistrelle de Kuhl

Certaines espèces d'oiseaux peuvent être impactées, notamment le cortège anthropique qui utilise les bâtisses pour nicher :

- ▶ Hirondelle rustique
- ▶ Chevêche d'Athéna
- ▶ Chouette effraie
- ▶ Moineau domestique.

Le projet de modification du PLU autorisant la réhabilitation des bâtiments en habitation entraîne nécessairement la destruction de potentiel gîte pour des chiroptères et de l'avifaune. De plus, le site sera beaucoup plus fréquenté, ce qui pourrait engendrer du dérangement des espèces.

En raison de ces enjeux, le futur règlement du PLU prévoit la nécessité de conserver les gîtes existants sur les façades et l'installation de nouveaux gîtes et nichoirs pour les chiroptères et l'avifaune.

L'impact sur la faune est donc globalement faible en raison de la reconstruction de gîtes et nichoirs pour les potentielles espèces impactées.

Impacts sur la flore

Le périmètre de projet étant un jardin entretenu avec des tontes ou fauches plus ou moins régulières, les espèces floristiques présentent un enjeu faible, voire très faible. Le seul impact sera lors des travaux de réhabilitation avec la circulation d'engin sur les milieux herbacés.

Concernant les espèces exotiques envahissantes, le règlement écrit de la zone comprend une mention sur la prise en compte de ces espèces et la possibilité d'abattre des arbres étant définis comme tels.

Concernant les espèces potentielles aucune ne présente d'enjeu fort.

L'impact sur la flore est donc très faible.

Impacts sur les zones humides

Le projet n'impactera pas de zone humide, selon les données bibliographiques et la visite de terrain, le site ne présente pas de potentialité humide.

L'impact sur les zones humides est nul.

3.2.2.3 Impacts sur le milieu humain

Impacts sur les activités économiques locales et intercommunales

La modification de droit commun pour le changement de destination des bâtiments sur le site de la « Giboire » et la modification du zonage avec la création de la zone Nhg permet de stimuler l'activité économique locale.

La réhabilitation de cet ensemble bâti en logements permanents apporte une clientèle durable avec l'installation de nouveaux habitants sur le territoire. Cette arrivée de population va participer à la vie économique locale dans sa globalité. De plus, l'opération de réhabilitation de ce projet pourra solliciter les entreprises locales pour réaliser les travaux, ce qui apportera un bénéfice même si cela se fera sur une durée limitée.

Enfin, ce projet attirera une main-d'œuvre qui pourra participer à l'économie locale.

L'impact de la modification sur l'activité économique locale est positif.

Impacts sur l'activité agricole

L'évolution du zonage divise l'actuelle zone NT3g en deux, avec la création de la zone Nhg et l'intégration du reste à la zone A. Ainsi, l'ensemble de la partie sud-ouest de la NT3g passe en zone A. Cela augmente la surface du territoire vouée à l'agriculture, ce qui soutient cette activité.

L'impact sur l'activité agricole est positif.

Impacts sur la mobilité

Le site est bordé par deux voies communales, dont la rue de l'Estran menant au quartier de l'Îleau, l'accès principal à la parcelle se trouve sur cette dernière. Ces deux voies sont les seuls itinéraires carrossables pour se rendre sur le site.

Il existe également une piste cyclable desservant l'Îleau.

Le flux sur ce territoire et donc sur les voies de circulation qui bordent le site de projet, est très sujet aux effets de saisonnalité. La période estivale voit une explosion des effectifs due au tourisme balnéaire. La création d'une cinquantaine de logements permanents par ce projet aura pour conséquences de d'augmenter les effectifs à l'échelle locale. Cependant, avec un flux modéré en période creuse, l'impact sur la mobilité ne devrait pas être important. En effet, c'est environ 50 voitures jours qui viendront s'ajouter au flux existant. Quant à la période estivale, ce sont les flux touristiques qui surchargent le réseau, ainsi la variation du flux liée à ce projet ne sera pas significative.

Il est précisé dans le règlement de la zone Nhg que le stationnement sera géré à la parcelle ce qui évite toutes gênes sur les voies publiques.

L'impact sur les circulations et la mobilité est très faible à faible.

Impacts sur la qualité de vie et la santé humaine

Le projet s'inscrivant sur un bâti existant, qui a vocation à être rénové, les impacts seront assez limités.

Le site se trouve à proximité de l'enveloppe urbaine du quartier de l'Îleau. Etant dans un cadre où l'activité humaine est déjà présente (routes, habitations, activités agricoles), la création de logements permanents ne va pas engendrer d'importantes modifications. Les nuisances sonores et lumineuses induites par ce projet seront faibles pour les premières et modérées pour les secondes. Pour ce qu'il en est des nuisances visuelles, elles seront nulles étant donné que les bâtiments sont existants.

Au regard des cartes de bruit stratégiques et plans de prévention du bruit à l'échelle départementale, ce site n'est pas exposé à un risque de bruit. La circulation modérée sur les voies attenantes ne représente pas une nuisance importante.

La présence d'activités agricoles (viticulture) à proximité du site peut entraîner des nuisances pour les résidents. Le maintien de haies et de zones tampons peut permettre de limiter ces nuisances.

Au regard des pollutions, la rénovation du bâti et l'absence d'activité industrielle ou économique polluante ne constituent pas de risque d'augmentation de la pollution ou du risque.

L'impact sur la qualité de vie et la santé humaine est très faible à faible.

3.2.2.4 Impacts sur le paysage et le patrimoine bâti

Impact sur le patrimoine bâti et naturel

Aucun monument classé ou inscrit ne se trouve à proximité du site concerné par la modification.

Le changement de destination en logement et la création du zonage Nhg interdisant les nouvelles constructions permettent d'intervenir sur le bâti existant en conservant les volumes, en respectant

les caractéristiques architecturales locales, (d'après l'article Nh11) tout en favorisant la résorption des bâtiments à l'abandon dans le paysage.

L'impact de ce projet est positif, car il ne modifie pas le paysage et réduit la part de bâtiments abandonnés sur le territoire.

Impacts sur le grand paysage

Le changement de destination et l'interdiction des nouvelles constructions par le règlement permettent de conserver les mêmes implantations et les volumes bâtis sur le site. Par conséquent le projet n'impacte pas le grand paysage, car il ne modifie pas la structure bâtie et n'impacte aucun élément constitutif du grand paysage. De plus, le maintien de l'ensemble des boisements et de la majorité des haies à proximité du site facilite son intégration paysagère.

Aucune protection réglementaire (élément de paysage, EBC...) n'a été supprimée ou réduite, ce qui ne crée pas de vulnérabilité pour le grand paysage.

L'impact de la modification du PLU sur le grand paysage est nul.

Impacts sur le paysage rapproché

Concernant le paysage rapproché, l'enjeu est de maintenir les formations arborées (haies et boisements) à proximité du site afin de faciliter son intégration paysagère. Concernant les vues depuis la route (rue de l'Estran), le maintien de l'aspect général du site (structure bâtie, caractéristiques architecturales, haies et boisements...) est nécessaire afin de ne pas modifier l'intégration paysagère et les différentes perspectives visuelles.

Les changements de destination et la modification du zonage impactent très faiblement le paysage local.

3.2.3 SYNTHESE DES IMPACTS ET MESURES

Impacts			Mesures			
	Nature	Niveau	Évitement	Réduction	Compensation	Accompagnement
Milieu physique	Modification du climat	Absence d'impact	Pas de micro-climat Le projet ne modifie pas le climat	/	/	/
	Utilisation de matériaux et topographie	Très faible	Passage en zonage A d'une partie de l'ancienne zone Nt3g. Interdiction des nouvelles constructions	Utilisation de matériaux perméables (stationnements et cheminements piétons). Suppression des dalles bétons.	/	/
	Pollution de la ressource en eau	Absence d'impact	Règlement interdit les nouvelles constructions. Règlement impose une gestion adaptée des EU et EP.	Utilisation de matériaux perméables (stationnements et cheminements piétons).	/	/

	Vulnérabilité des constructions au risque submersion marine	Absence d'impact	Règlement interdit les nouvelles constructions. Impossibilité d'augmenter le nombre de logements en zone Rs3 du PPRN.	/	/	/
Milieu naturel	Impacts sur les périmètres de protection et d'inventaires des espaces naturels	Très faible	Absence de connexion écologique avec les zones de protections et les sites d'intérêt écologique.	Dispositions réglementaires permettant de réduire l'impact du projet sur ces espaces.	/	/
	Suppression d'habitats naturels	Très faible	Absence de nouvelles constructions. Milieu déjà anthropisé avec des habitats aux enjeux faibles. Restitution de 1,76 ha en zone A	Limitation de l'imperméabilisation du sol	/	/
	Dérangement de la faune	Faible	Absence de nouvelles constructions.	Conservation des gîtes à chiroptères et nichoirs pour avifaune anthropique existants et construction de nouveaux obligatoire	/	/
	Destruction de la flore	Très faible	Aucune espèce protégée contactée	Limitation de l'imperméabilisation du sol	/	/

	Espèces exotiques envahissantes	Positif				Ajout de la possibilité d'abattre des espèces exotiques envahissantes et ajout des espèces contactées sur site dans la liste des espèces à proscrire
	Impacts sur les zones humides	Nul	/	/	/	/
Milieu humain	Renforcement de la clientèle à l'année	Positif	/	/	/	/
	Apport de main-d'œuvre sur le territoire					
	Extension de la surface agricole	Positif	/	/	/	/
	Impacts sur la mobilité	Très faible à faible	Obligation d'assurer le stationnement au sein de l'opération et non sur les voies publiques.	/	/	/
	Évolution des documents d'urbanisme	Positif	Une partie de l'ancienne zone Nt3 (1,76 ha) est classée en zone A.	Changement de destination des bâtiments et interdiction des nouvelles constructions en zone Nhg	/	/
	Nuisances et risques pour la santé humaine	Très faible à faible	Rénovation du bâti.	Maintien des haies et des zones tampons entre habitations et parcelles viticoles.	/	/

Paysage et patrimoine	Impact sur le patrimoine bâti et naturel	Positif	Maintien des volumes et des caractéristiques architecturales locales.	Réduction de la part de bâtiments abandonnés sur le territoire.	/	/
	Impact sur le paysage dans sa globalité	Très faible	Maintien des implantations, des volumes et des caractéristiques du bâti. Maintien des formations arborées. Pas de suppression ou de réduction de protection réglementaire.	/	/	Conserver les vues depuis la rue de l'Océan.

3.3 ÉVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET SUR LES SITES NATURA 2000

Le périmètre du PLU soumis à la modification, objet de la présente notice, est concerné par 4 sites Natura 2000 intitulés comme suit :

- ▶ « Pertuis Charentais »,
- ▶ « Dunes et forêts littorales de l'île d'Oléron »,
- ▶ « Marais de Brouage (et Nord Oléron) »,
- ▶ « Marais de la Seudre »,

Le site du projet n'est pas concerné par les sites Natura 2000, les plus proches se trouvent à 1km. Le projet présente peu de possibilités d'interactions avec les ZSC et ZPS et les habitats à l'origine de sa désignation.

3.3.1 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Comme précisé à l'article R414-19 du Code de l'environnement, « doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences sur un ou plusieurs sites Natura 2000 en application du 1° du III de l'article L. 414-4 [...] :

1° Les plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale systématique ou après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-17 du présent code et des articles R. 104-1 et suivants du code de l'urbanisme »

La présente modification de droit commun doit donc faire l'objet d'une évaluation des incidences sur le réseau Natura 2000. Le contenu de l'évaluation des incidences est détaillé dans l'article R.414-23 du Code de l'environnement.

L'objet de l'évaluation des incidences Natura 2000 est de déterminer si le projet envisagé portera atteinte aux objectifs de conservation des habitats et espèces végétales et animales ayant justifié la désignation des sites. Cette évaluation est proportionnée à l'importance de l'opération et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence. Chaque notice d'évaluation doit comprendre au minimum une description du projet envisagé et un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur le réseau de sites Natura 2000. Si aucune incidence potentielle n'existe, l'évaluation n'est pas menée plus avant.

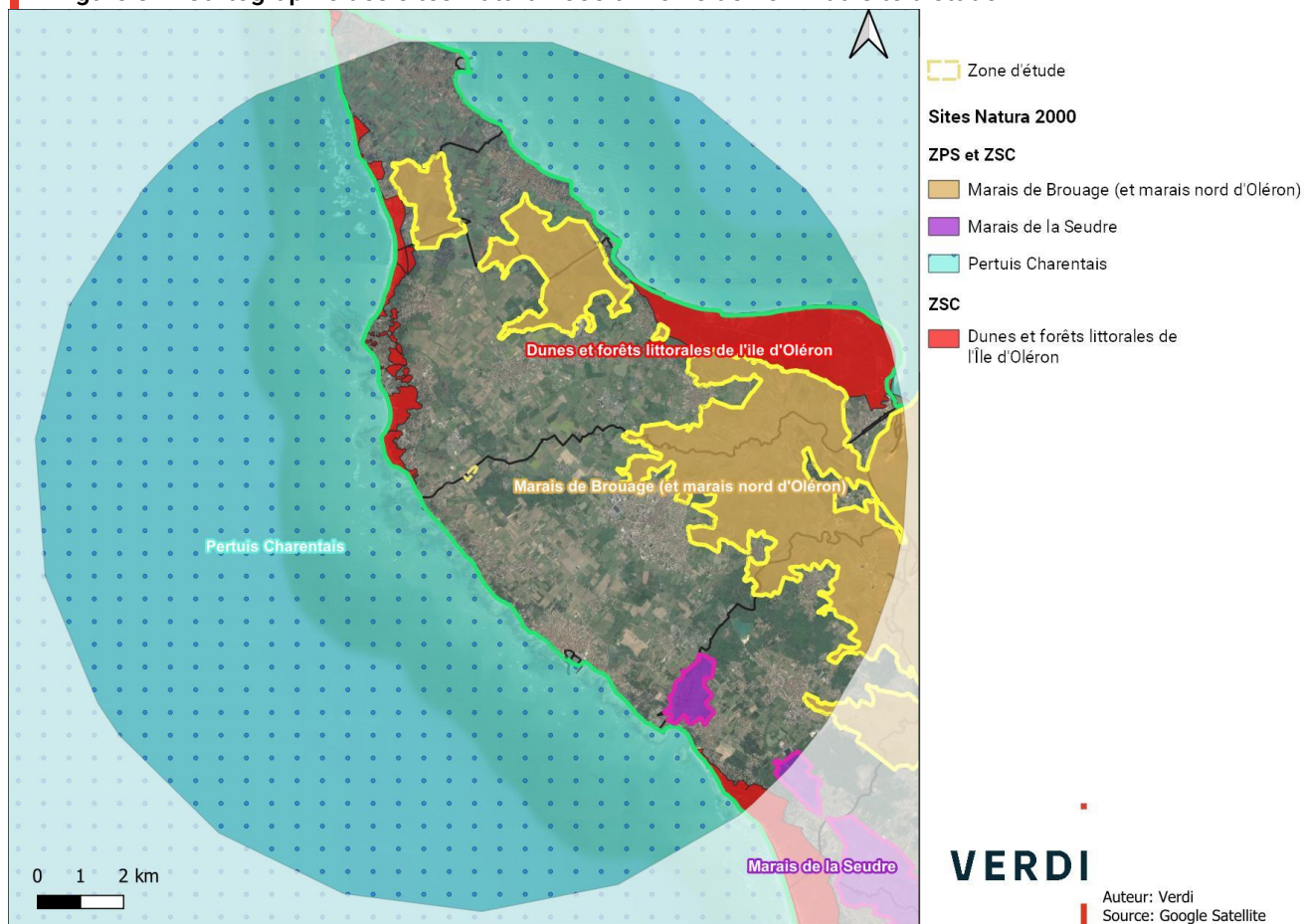
3.3.2 LOCALISATION DU PROJET PAR RAPPORT AUX SITES NATURA 2000

Les informations concernant les sites Natura 2000 ont été recensées auprès de l'INPN.

L'analyse s'est effectuée au droit du site de projet et jusqu'à une distance de 10 km autour, distance largement suffisante au regard du projet en question et de l'étendue de ses incidences potentielles.

Cette première approche a permis de mettre en évidence que le périmètre de projet se situe à plus de 1,1km d'un site Natura 2000. Les deux plus proches sont les **ZSC et ZPS du « Pertuis Charentais »** et **« Dunes et forêts littorales de l'île d'Oléron »**. Deux autres sites Natura 2000 se trouvent à moins de 10km : **« Marais de la Seudre » (7km)** et **« Marais de Brouage et Marais Nord d'Oléron » (3km)**.

Figure 81 : Cartographie des sites Natura 2000 à moins de 10km du site d'étude

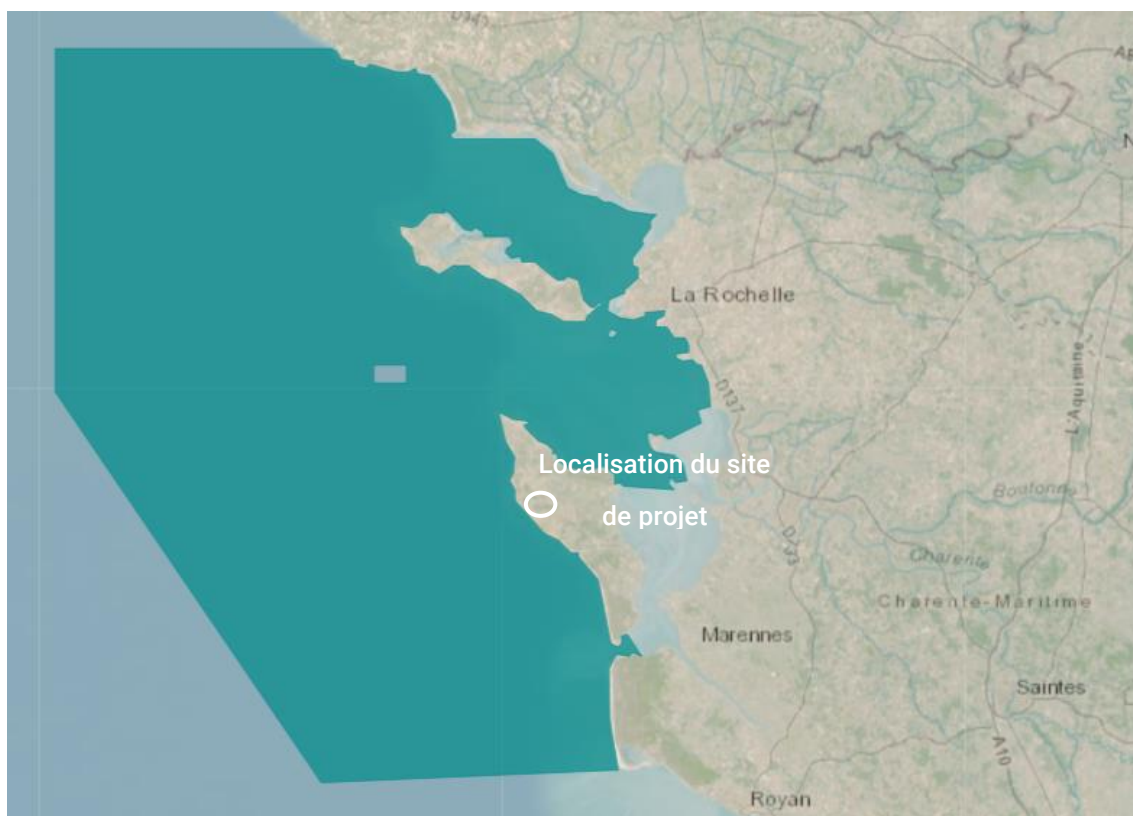


3.3.3 DESCRIPTIFS DES SITES NATURA 2000 LES PLUS PROCHES DU PERIMETRE DE PROJET

3.3.3.1 Le site FR5400469 « Pertuis Charentais »

Le site Natura 2000 FR5400469 « Pertuis Charentais » (site d'intérêt communautaire, SIC), désigné au titre de la Directive habitats, est localisé à cheval dans les départements de la Vendée et de la Charente-Maritime. Il s'étend sur 456 027 hectares et est exclusivement marin.

Figure 82 : Localisation du site Natura 2000 « Pertuis Charentais » (Source INPN)



Site marin prenant en compte une partie du plateau continental et des eaux néritiques littorales, limité au large par l'isobathe -50 m s'étendant au large des côtes de Vendée et de Charente-Maritime. Il constitue un des deux sous-ensembles du système Pertuis-Gironde, entité écologique majeure à l'échelle du golfe de Gascogne. Ce site rassemble plusieurs caractéristiques écologiques qui en font l'originalité et en expliquent l'intérêt biologique : eaux de faible profondeur en ambiance climatique subméditerranéenne, agitées par d'importants courants de marée, enrichies par les apports nutritifs de quatre estuaires (Lay, Sèvre niortaise, Charente et Seudre) et sous l'influence de celui de la Gironde.

Plusieurs habitats d'intérêt communautaire sont identifiés :

- "Grandes criques et baies peu profondes (60 560,39 ha, soit 13,28%)
- Bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine (75563,67 ha , soit 16,57%)
- Récifs (58 645 ha, soit 12, 86%)
- Replats boueux ou sableux exondés à marée basse (3009,78 ha, soit 0,66%)
- Végétation annuelle des laissés de mer (9120,54 ha, soit 2%)

En parallèle de ces habitats d'intérêt communautaires, plusieurs espèces (et leurs habitats) ont également été identifiés comme présentant un intérêt communautaire. L'ensemble des espèces sont de la faune marine aquatique.

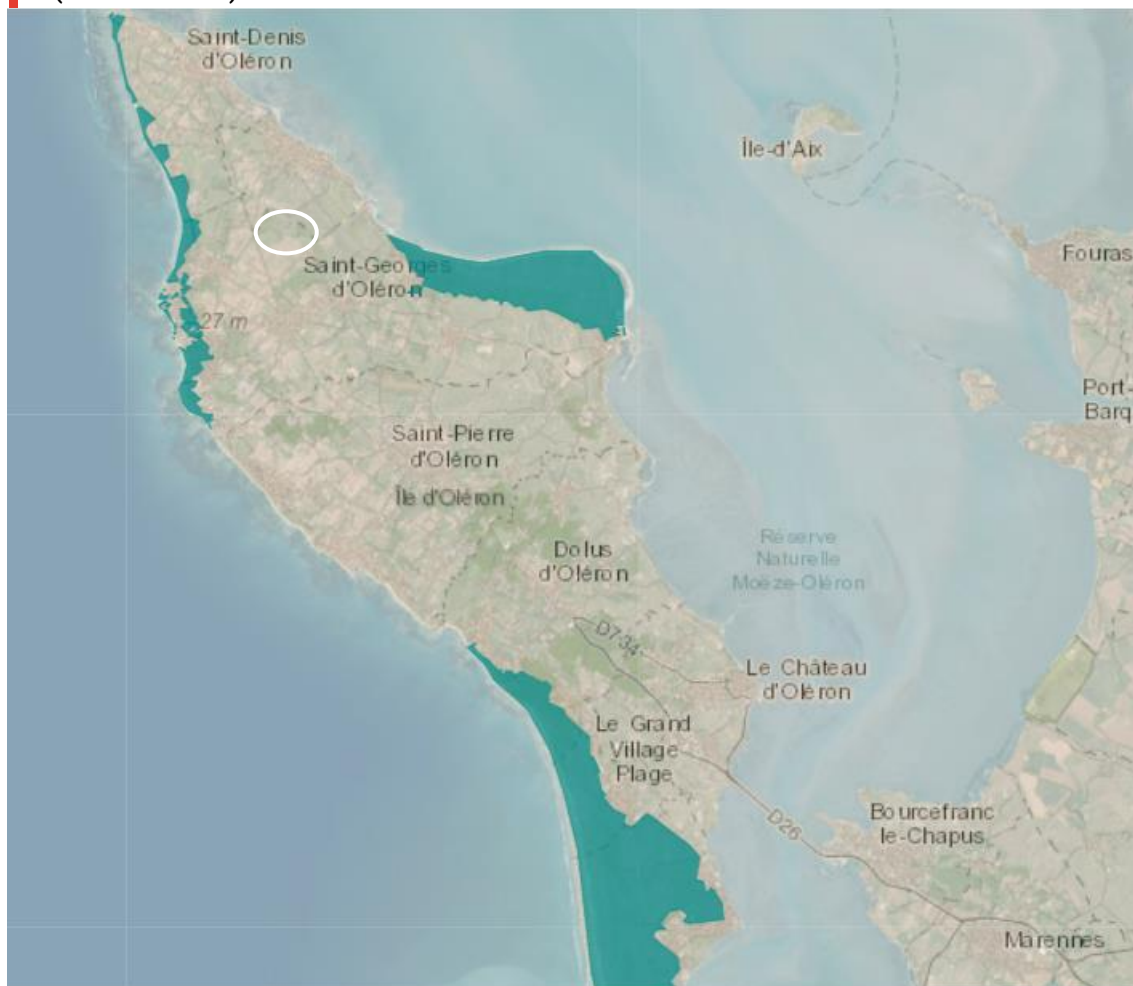
La **ZPS du Pertuis Charentais - Rochebonne (FR5412026)** a une plus grande superficie, avec 819 258ha et est également **exclusivement marine**. Les espèces à intérêt communautaires sont

des oiseaux principalement pélagiques avec les Plongeurs, Puffins, Goélands, Mouettes, Océanite tempête, Océanite culblanc, Grèbe esclavon, Fou de Bassan, Macreuse noire, Pingouin torda....

3.3.3.2 Le site FR5400433 « Dunes et forêts littorales de l'île d'Oléron »

Le site Natura 2000 FR5400433 « Dunes et forêts littorales de l'île d'Oléron » (site d'intérêt communautaire, SIC), désigné au titre de la Directive habitats, est localisé dans le département de la Charente-Maritime. Il s'étend sur cinq communes de l'île d'Oléron, soit sur 2 904 hectares.

Figure 83 : Localisation du site Natura 2000 « Dunes et forêts littorales de l'île d'Oléron» (Source : INPN)



Ensemble disjoint de 4 complexes de dunes vives et forêts dunaires sur dunes calcaires fossiles. Localement (bloc de St Trojan), présence d'importantes dépressions arrière-dunaires avec nappe phréatique douce affleurante permettant le développement d'habitats à hydromorphie temporaire ou permanente particulièrement diversifiés (les pelouses calcicoles des falaises de la Vitrierie - pointe de Chassiron - ainsi que les marais saumâtres des Bris constituent 2 petits satellites de ces noyaux principaux).

Plusieurs habitats d'intérêt communautaire sont identifiés :

- Dunes côtières fixées à végétation herbacée (dunes grises) (448,47 ha, soit 15,44%)
- Dunes mobiles du cordon littoral à *Ammophila arenaria* (dunes blanches) (35,76 ha, soit 1,23%)
- Dunes boisées des régions atlantique, continentale et boréale (1968,4 ha, soit 67,78%)

Le principal facteur ayant un impact sur la conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire est la sur fréquentation due à l'activité touristique importante, notamment en période estivale.

Les espèces à intérêt communautaire présentes dans ce site Natura 2000 sont principalement des espèces floristiques typiques des milieux dunaires, sont notées également plusieurs espèces de chiroptères, d'amphibiens et de reptiles. On peut noter notamment le Lézard ocellé et le Pélobate cultripède. Parmi les chiroptères, treize espèces peuvent utiliser des bâtiments comme gîtes. Deux d'entre elles sont classées VU en Poitou-Charentes : Le Grand Rhinolophe et la Noctule commune. Cinq autres espèces sont quant à elles classées NT : le Petit Rhinolophe, la Pipistrelle commune, la Pipistrelle de Kuhl, la Pipistrelle de Nathusius et la Sérotine commune.

3.3.3.3 Le site FR5400431 « Marais de Brouage et Marais Nord d'Oléron »

Le site Natura 2000 FR5400431 « Marais de Brouage et Marais Nord d'Oléron » (site d'intérêt communautaire, SIC), désigné au titre de la Directive habitats, est localisé dans le département de la Charente-Maritime. Il s'étend sur cinq communes de l'île d'Oléron, soit sur 2 904 hectares.

Figure 84: Localisation du site Natura 2000 « Marais de Brouage et Marais Nord d'Oléron » (Source : INPN)



Vaste complexe de marais arrière-littoraux centre-atlantiques associant des prairies semi-naturelles sur des sols plus ou moins hydromorphes et halomorphes, des prés salés, des vasières tidales, des marais salants abandonnés. En lisière orientale, présence d'éléments ponctuels, mais d'une très forte valeur biologique : aulnaie-frênaie (colonie d'ardéidés), tourbière alcaline, moliniaies.

Marais saumâtre/salé composé d'une mosaïque de bassins conchylicoles aux usages et aux formations végétales variées : cet espace étendu sur une surface d'environ 2450 ha possède un intérêt

particulier pour de nombreux habitats de la Directive, dont l'habitat « Lagune 1150* » (habitat identifié par la Directive Habitat comme prioritaire) s'étend sur plus de 50% de sa surface. Au total, 8 habitats d'intérêt communautaires composent la richesse du marais d'Oléron :

- Lagunes côtières (1 787 ha, soit 6,84%)
- Végétations pionnières à *Salicornia* et autres espèces annuelles des zones boueuses et sableuses (633,7 ha, soit 2,42%)
- Prés-salés atlantiques (*Glauco-Puccinellietalia maritimae*) (552,2 ha, soit 2,11%)
- Prés-salés méditerranéens (*Juncetalia maritimi*) (2986,5 ha, soit 11,42%)
- Fourrés halophiles méditerranéens et thermo-atlantiques (*Sarcocornietea fruticosi*) (160 ha, soit 0,61%)
- Lacs eutrophes naturels avec végétation du *Magnopotamion* ou de l'*Hydrocharition* (724,35 ha, soit 2,77%)
- Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpin (100 ha, soit 0,38%)
- Forêts mixtes à *Quercus robur*, *Ulmus laevis*, *Ulmus minor*, *Fraxinus excelsior* ou *Fraxinus angustifolia*, riveraines des grands fleuves (*Ulmion minoris*) (74,61 ha, soit 0,29%)

Cependant, cette richesse semble être menacée, en raison du déclin de l'usage des marais et du tarissement progressif du réseau hydraulique alimentant le marais en eau salé.

Les espèces à intérêt communautaire présentes dans ce site Natura 2000 sont principalement de la flore, de l'herpétofaune et des mammifères (chiroptères). Parmi les chiroptères, neuf espèces utilisent potentiellement des bâtiments comme gîtes, dont cinq espèces à enjeux plus élevés avec la Noctule commune classée VU en Poitou-Charentes, la Pipistrelle commune, la Pipistrelle de Kuhl, la Pipistrelle de Nathusius et la Sérotine commune, classée NT. Sur ce site, il y a notamment le Pélobate cultripède, le Triton marbré, le Crapaud calamite, les rainettes et la Grenouille agile pour les amphibiens et la Couleuvre d'Esculape et la Coronelle girondine pour les reptiles. Des insectes protégés comme l'Agrion de Mercure, la Lucane Cerf-volant, la Rosalie des Alpes et le Grand Capri-corne sont également à noter.

3.3.3.4 Le site FR5400432 « Marais de la Seudre »

Le site Natura 2000 FR5400432 « Marais de la Seudre » (site d'intérêt communautaire, SIC), désigné au titre de la Directive habitats, est localisé dans le département de la Charente-Maritime. Il s'étend sur 18 communes, soit sur 13 983 hectares.

Figure 85: Localisation du site Natura 2000 « Marais de la Seudre » (Source : INPN)



Complexe de milieux estuariens associant un fleuve soumis aux marées, des vasières tidales, d'anciens marais salants partiellement reconvertis pour l'aquaculture, un dense réseau de chenaux et d'étiers saumâtres et des prairies sub-halophiles, d'hydromorphie variable, pâturées ou fauchées. Sur l'île d'Oléron les 2 exclaves du Marais d'Avail et du Marais de la Perroche possèdent des habitats peu différents : prairies hygrophiles planes, localement marécageuses à forte tendance dulcicole (nappe phréatique).

Trois habitats sont de forme prioritaire :

- Lagunes côtières (2136 ha, 15.28%)
- Marais calcaires à *Cladium mariscus* et espèces du *Caricion davallianae* (2 ha, soit 0.01%)
- Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion albae*) (16 ha, soit 0.11%).

Les deux habitats dominants avec les lagunes côtières sont :

- Estuaires (3148 ha, soit 22.51%)
- Prés-salés atlantiques (*Glauco-Puccinellietalia maritima*) (2029, soit 14.51%).

Les espèces à intérêt communautaire présentes dans ce site Natura 2000 sont principalement des mammifères, notamment des chiroptères, la Loutre d'Europe et le Vison d'Europe. Parmi les chiroptères, treize espèces sont des espèces qui utilisent potentiellement des bâtiments comme gîtes, dont sept espèces à enjeux : grand Rhinolophe et Noctule commune, classée VU en Poitou-Charentes, Petit Rhinolophe, Pipistrelle commune, Pipistrelle de Nathusius, Pipistrelle de Kuhl et Sérotine commune, classées NT. Les autres espèces sont similaires au site du Marais de Brouage.

3.3.4 INCIDENCES POTENTIELLES DU PROJET SUR LES SITES NATURA 2000

Les sites Natura 2000 ne présentent pas de lien écologique avec le projet, ainsi, aucun impact n'est à prévoir sur ces milieux. Les sites les plus proches se trouvent à 1.1km et présentent des milieux très différents du projet (milieu marin et dunaire). Du point de vue de la faune, seuls les chiroptères, étant souvent notés à intérêt pour les sites Natura 2000, pourraient être présents sur le site de projet. En effet, treize espèces de chiroptères sont notées comme intérêt pour le site le plus proche « Dunes et forêts littorales de l'île d'Oléron » à 1km, et sont susceptibles d'utiliser des bâtiments comme gîtes. Les plus grands enjeux sont sur sept espèces : le Grand Rhinolophe, la Noctule commune, le Petit Rhinolophe, la Pipistrelle commune, la Pipistrelle de Kuhl, la Pipistrelle de Nathusius et la Sérotine commune.

Le dérangement de ces espèces et la destruction de gîtes potentiels notamment par la réhabilitation des bâtiments pourra donc indirectement impacter les sites Natura 2000. Néanmoins la réglementation nécessitant l'installation de gîtes au sein des constructions permettra de pallier cet impact.

3.3.5 CONCLUSION SUR L'ANALYSE DES INCIDENCES SUR LE RESEAU NATURA 2000

L'analyse du lien écologique entre le périmètre de projet et les quatre sites Natura 2000 a permis de conclure à l'absence d'impact négatif significatif entre le projet et ces sites.

En effet, la nature même du projet et son emplacement, un site d'hébergement inséré au milieu de vignes, à la place de constructions déjà existantes diminuent les impacts possibles du projet sur les sites Natura 2000. L'impact possible du projet concerne la destruction de gîtes potentiels pour les chiroptères, répertoriés à enjeux au sein des sites Natura 2000. Le projet régleme ainsi l'installation de gîtes adaptés aux espèces cavernicoles au sein des constructions.

Le projet ne portera donc pas d'incidence négative significative sur les objectifs de conservation et l'intégrité de ces quatre sites Natura 2000.

3.4 INDICATEURS DE SUIVI

Les indicateurs de suivi à mettre en place suite à la modification de droit commun n°5 du Plu de Saint-Pierre-d'Oléron sont les suivants :

- Nombre de changements de destination réalisés → suivi réalisé grâce aux permis de construire déposés ;
- Consommation des sols observées → suivi réalisé grâce aux fichiers fonciers ou à l'observatoire national de l'artificialisation.

3.5 COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

Tableau 17 : Analyse de la compatibilité avec les plans et programmes

Plans, programme et schémas	Description	Compatibilité du projet
PCAET	<p>La modification n°5 du PLU de Saint-Pierre d'Oléron répond à l'axe 3 « Repenser l'aménagement du territoire et la mobilité insulaire » en s'inscrivant dans l'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3.1.2 « Développer l'offre et faciliter l'accès aux logements pour réduire les flux de mobilité » puisqu'elle a vocation à permettre l'implantation d'environ 50 logements de différents types. <p>Elle répond également à l'axe 4 « Préserver l'écrin naturel insulaire et ses ressources » au travers des deux actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4.1.1 « Préserver les espaces agricoles et développer les pratiques agro-écologiques » puisqu'elle augmente la surface des zones A sur le territoire. - 4.1.2 « Protéger les milieux naturels et boisés » puisqu'elle permet la création de logements sans consommer de nouveaux espaces naturels, agricoles ou forestiers. 	Oui
SCoT	<p>Le présent projet est concerné par le SCOT Marennes Oléron. Le SCoT a pour objectif d'organiser des politiques d'aménagement du territoire permettant un développement économique et social harmonieux tout en assurant la protection de l'environnement. Le projet permet de répondre à l'axe 2 du SCoT « Garantir l'accès à un logement abordable pour la population locale », selon les leviers suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Optimiser le gisement foncier des colonies de vacances 	Oui

	<p>- Soutenir la rénovation des habitations anciennes</p> <p>Il répond également à l'axe 5 « protéger nos valeurs paysagères et environnementales » en accompagnant un développement plus économe en foncier.</p>	
SDAGE	<p>La commune de Sain-Pierre-d'Oléron appartient au périmètre du SDAGE Adour-Garonne. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne a pour but de déterminer les objectifs ainsi que les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les aménagements à réaliser pour les atteindre. La modification du PLU est compatible avec l'orientation A « Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE » et particulièrement l'objectif A 31 « Limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols et le ruissellement pluvial et chercher à désimperméabiliser l'existant » et dans une moindre mesure l'objectif A33 Respecter les espaces de fonctionnalité des milieux aquatiques dans l'utilisation des sols » en favorisant les perméabilité des matériaux.</p>	Oui
SAGE	<p>Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un outil de planification élaboré de façon concertée, sur un territoire cohérent, permettant une gestion efficace de la ressource en eau. La commune de Saint-Pierre-d'Oléron intègre le périmètre du SAGE Charente. La modification du PLU répond à l'orientation D «prévention des inondations», puisqu'il ne permet pas l'implantation de nouvelles constructions ni l'imperméabilisation du sol au sein de la zone identifiée par le PPRn comme soumise au risque de submersion marine.</p>	Oui
SRADDET	<p>La commune de Saint-Pierre-d'Oléron s'insère dans le SRADDET de la Nouvelle-Aquitaine, qui a été adopté le 16 décembre 2019. La modification du PLU répond à l'orientation 2 du SRADDET « Une Nouvelle Aquitaine audacieuse, des territoires innovants face aux défis démographiques et environnementaux », décliné en plusieurs orientations dont deux correspondent au présent projet : OS 2.1 «Allier économie d'espace, mixité sociale et qualité de vie en matière d'urbanisme et d'habitat » (objectifs 31 ; 32 ; 33 et 35) et OS 2.2 « Préserver et valoriser les milieux naturels, les espaces agricoles, forestiers et garantir la ressource en eau » (Objectifs 39 et 42).</p>	Oui

3.6 MANIERE DONT L'ÉVALUATION A ETE CONSTRUITE

La démarche environnementale permet de s'assurer que l'environnement est pris en compte le plus en amont possible afin de garantir une évolution équilibrée du territoire. Elle est l'occasion de répertorier les enjeux environnementaux et de vérifier que les orientations envisagées dans la modification du PLU ne leur portent pas atteinte. Les objectifs de l'évaluation environnementale sont ainsi de :

- ▶ Vérifier que l'ensemble des facteurs environnementaux ont été bien pris en compte lors de la modification du PLU ;
- ▶ Analyser tout au long du processus de modification de droit commun quels pourraient être les impacts potentiels et donc les solutions à apporter du changement de zonage
- ▶ Permettre les inflexions nécessaires pour garantir la compatibilité des orientations avec les objectifs environnementaux ;
- ▶ Dresser un bilan factuel à terme des effets de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement.

3.6.1 PRESENTATION DE LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN DU PLU ACTUEL

3.6.1.1 Présentation de la modification et des objectifs

Ce rapport de présentation vise à démontrer l'intérêt de la modification du droit commun, d'y apporter une justification et de récapituler l'intégralité des modifications qu'elle engendre.

3.6.1.2 Compatibilité avec les documents de rang supérieur

L'analyse des impacts doit permettre d'apprécier les relations et la cohérence du PLU modifié avec les autres documents d'urbanisme et plans et programmes également soumis à une procédure d'évaluation environnementale, dans les formes prévues par la loi n°2018-148 du 2 mars 2018 – art. 2. Le PLU doit être compatible avec le SCoT du Marennes Oléron.

Dans cette partie, il est rappelé brièvement les orientations des plans concernés et la manière dont le Projet de PLU les prend en compte.

3.6.2 ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

L'objectif de l'analyse de l'état initial est de :

- ▶ Décrire la géographie des milieux ;
- ▶ Identifier les enjeux environnementaux selon une approche thématique, transversale et territoriale : eaux, sols et espaces, biodiversité et milieux naturels, paysage et patrimoine, énergie, déchets, air, bruit, risques naturels et technologiques, milieu humain, cadre de vie ;
- ▶ Hiérarchiser les enjeux environnementaux et de réaliser une synthèse globale ;

- Définir les pressions subies par l'environnement dues aux activités humaines.

3.6.2.1 Collecte des données nécessaires et suffisantes à l'évaluation environnementale

La première étape de l'analyse de l'état initial du site et de son environnement correspond à la collecte des données documentaires et bibliographiques la plus exhaustive possible sur la commune.

Les données documentaires utilisées sont les suivantes :

- Urbanisme
 - ↪ Documents du PLU de Saint-Pierre-d'Oléron ;
 - ↪ Recensement de la population, INSEE, 2014 et 2020 ;
- Milieux naturels et paysages
 - ↪ Site internet DREAL ;
 - ↪ INPN ;
 - ↪ Atlas du patrimoine
- Eaux
 - ↪ Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, Agence de l'Eau Adour Garonne, révisé 2022 et programme de mesures ;
 - ↪ SAGE « Charente » ;
- Sites internet consultés
 - ↪ BRGM : <http://infoterre.brgm.fr/>
 - ↪ Géoportail : <http://www.geoportail.fr/>
 - ↪ Agence de l'eau Adour Garonne : <http://www.eau-adour-garonne.fr>
 - ↪ Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>
 - ↪ Etc.

Une synthèse de l'état initial est réalisé pour chaque thématique étudié en indiquant leur sensibilité.

3.6.2.2 Caractérisation de l'état de chaque thème environnemental

L'état initial est analysé selon une approche systémique et dynamique, en prenant en compte l'évolution dans le temps des différents paramètres de l'environnement et des milieux concernés, sans réalisation du projet. Cette évolution peut résulter de tendances naturelles ou de pressions humaines.

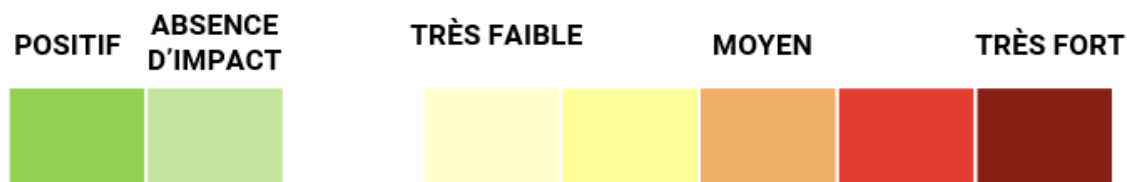
Les données ont permis la caractérisation de l'état de l'environnement et l'évaluation de la sensibilité et les potentialités des territoires et milieux concernés, pour définir les conditions environnementales de la réalisation du projet.

3.6.3 INCIDENCES DU PROJET ET MESURES ENVISAGEES

Dans cette partie, il s'agit de préciser les pressions additionnelles sur le milieu liées à la mise en œuvre des modifications liées à la modification du PLU. Une attention particulière est portée aux

enjeux apparus comme prioritaires dans l'état initial. Les incidences positives pour la protection et une meilleure gestion de certaines parties du territoire sont soulignées.

Les incidences sur l'environnement sont ensuite classifiées selon leur intensité. Elles sont classées selon la chronologie suivante :



Une réflexion sur la possibilité en premier lieu d'éviter, minimiser et/ou compenser les impacts prévisibles relevant de la planification est également réalisée.

Il convient dans un premier temps d'éviter les incidences négatives. Si cela n'est pas possible, le document d'urbanisme devra les réduire. En dernier recours seulement, seront prévues des mesures compensatoires. Leur mise en œuvre relève directement des domaines que réglementent le PLU.

Ces mesures sont parfois présentées sous forme de recommandations, en particulier dans le cas où leur mise en œuvre est du ressort de porteurs de projets prévus.

3.6.4 JUSTIFICATION DU PROJET DE MODIFICATION DU PLU

Cette partie a été réalisée à partir du document de présentation de la modification de droit commun du PLU en fonction des orientations du PADD et des documents de rang supérieur (SCoT, stratégie écotouristique, etc.).

Elle a pour objet d'expliquer la prise en compte des textes réglementaires de protection de l'environnement dans le cadre du projet, en fonction de la spécificité du territoire communal.

3.6.5 SUIVI ENVIRONNEMENTAL DU FUTUR PLU

Les indicateurs de suivi préconisés pour cette modification du PLU sont les suivants :

- Densité des espaces urbanisés : nombre de logements/ha
- Etalement urbain : continuité de la tâche urbaine
- Surface des terrains artificialisés
- Nombre et type de logements sur la commune
- Taux de logements sociaux sur la commune

3.6.6 RESUME NON TECHNIQUE

Ce résumé a pour objectif de rendre les thèmes et les résultats essentiels accessibles et facilement compréhensibles pour le grand public et les décideurs.

Il est positionné au début du rapport de présentation afin que le public s'approprie plus facilement du projet de modification du PLU qui lui est soumis.

DOCUMENT DE TRAVAIL